

UNIVERSITE DE NANCY — FACULTE DE DROIT

ESSAI SUR LES IDÉES PACIFISTES
ET LE
DROIT INTERNATIONAL EN CHINE
(après la Révolution de 1911)

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le 15 Juillet 1933, à 15 heures

PAR

KU DJAO-FING

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, professeur.

Assesseurs : M. HENRY, professeur.

M. MARCHAL, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
40, Rue de Malzéville

1933

**Essai sur les Idées pacifistes
et le Droit international en Chine
(après la Révolution de 1911)**

ESSAI SUR LES IDÉES PACIFISTES
ET LE
DROIT INTERNATIONAL EN CHINE
(après la Révolution de 1911)

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le 15 Juillet 1933, à 15 heures

PAR

KU DJAO-FING

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, professeur.

Assesseurs : M. HENRY, professeur.

M. MARCHAL, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, Rue de Malzéville

1933

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, †, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. GENY (O *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☉ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GENY (O *, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☉ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, †, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☉ I), professeur de Droit criminel.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

LAVERGNE (☉ I), professeur d'Economie politique et d'Histoire des
Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit
de Lille.

KRCELL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, ☉ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (†), professeur de Droit administratif et de Législation
financière.

F. DE MENTHON, agrégé, chargé de cours de Sciences économiques.

GÉGOUT, docteur en droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



AVANT-PROPOS

Au seuil de cet ouvrage, nous tenons à exprimer respectueusement toute notre sincère reconnaissance à M. le Professeur Lalouel qui nous a donné de précieux conseils et a bien voulu accepter la présidence de notre modeste thèse.

Nous exprimons également notre vive gratitude à Son Excellence M. le Dr. Yen, ancien ministre des Affaires étrangères de Chine et Chef de la Délégation chinoise à la Société des Nations, pour l'aide que nous a procuré sa communication de documents relatifs au conflit sino-japonais.

INTRODUCTION

A la fin du siècle dernier, un mouvement pacifiste est né dans toutes les parties du monde. Les conférences et engagements internationaux destinés à prévenir la guerre et à mettre à exécution toutes les obligations du droit international se sont succédées. En donnant à notre étude le titre : Essai sur les idées pacifistes et le droit international en Chine après la Révolution de 1911, nous avons voulu présenter les idées pacifistes chinoises et montrer comment elles ont déteint sur le droit international. Nous avons également voulu faire connaître aux théoriciens européens les théories préconisées par les philosophes chinois d'autrefois et la façon dont elles ont été mises en pratique de nos jours.

La Chine a cultivé des idées pacifistes depuis toujours, parce qu'elle n'est pas animée par l'esprit de domination. Ayant un territoire suffisamment riche, elle a toujours conservé les doctrines traditionnelles de ses précurseurs. Aucune autre nation ne peut s'enorgueillir d'avoir une politique pacifiste aussi ancienne.

La fraternité entre les hommes, la liberté à l'égard des autres peuples ont été proclamées depuis longtemps en Chine. C'est notamment la théorie de la fraternité universelle de Mé-Ti.

Ces deux idées de fraternité et de liberté ont toujours animé la civilisation chinoise, et ce sont elles encore qui guident aujourd'hui l'attitude de la Chine dans le droit international.

Les premières relations modernes de la Chine avec les Puissances par voie de traité, remontent au milieu du dix-septième siècle et les autres traités importants ne furent signés que plus tard, au milieu du dix-neuvième siècle, à l'époque où la vie internationale essaya de s'organiser sur des bases juridiques. Il s'ensuit que le développement des idées pacifistes chinoises n'a revêtu un caractère international que tardivement, lors de sa participation aux conférences de La Haye. Après ces deux conférences, une nouvelle étape importante a été marquée dans la vie de la paix par l'organisation de la Société des Nations.

Le but de notre étude est de définir les idées théoriques de la Chine et leur mise en pratique. Notre étude sera divisée en trois parties. Nous examinerons tout d'abord l'idée pacifiste telle qu'elle a été exposée par les philosophes chinois et les doctrines les plus remarquables de ces derniers, telle que celle de l'altruisme de Mé-ti et celle de la doctrine éternelle de Confucius. C'est cette dernière qui a le plus marqué la vie de la Chine, ayant été en honneur jusqu'à la veille de la Révolution. Après la Révolution, la Chine s'est inspirée d'une nouvelle notion distincte de la con-

ception confucienne qui a ramené le pays dans la communauté internationale.

Dans une deuxième partie, nous verrons comment la Chine, quoique très éloignée de l'Occident, a pu s'intéresser à la Grande Guerre pour lutter contre les auteurs d'un crime contre la paix du monde. A la fin de cette guerre, la Chine a collaboré avec les Puissances alliées et associées pour la constitution d'un organe de paix, la Société des Nations à laquelle le droit positif s'efforce de trouver des appuis et des moyens d'exécution. Nous verrons que la Chine offre aux Puissances des chances égales de commerce et d'industrie sur son territoire par l'adoption du principe de la porte ouverte lors du traité des Neuf Puissances à Washington. Nous verrons encore qu'au sein de l'organisation internationale, elle coopère de façon scrupuleuse et énergique au maintien de la paix.

Dans une troisième partie, nous étudierons l'attitude prise par la Chine pour le maintien de la paix, en respectant des engagements existants et régler le conflit qui a surgi en septembre 1931 avec le Japon. Nous verrons que pour la solution de ce conflit, elle envisage tous les moyens pacifiques, quels qu'ils soient, compatibles avec sa souveraineté indépendante et son intégrité territoriale et politique, à l'exclusion de l'emploi de la force. Elle s'accroche avec une patience remarquable à sa politique pacifiste dans le cadre des obligations du Pacte de la Société des Nations. Devant les innombrables violences du Japon comportant notamment l'invasion de plusieurs provinces, la Chine a la ferme conviction que la Société des Nations saura

régler pacifiquement et raisonnablement le conflit jusqu'au moment de la menace de l'ancienne capitale, Peïping, le gouvernement de Nankin ne s'est pas départi d'une patience idéale.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU GÉNÉRAL SUR LE PACIFISME EN CHINE

C'est dans l'esprit que nous venons d'indiquer que nous abordons la rédaction de cette première partie, dans laquelle nous nous efforcerons de démontrer que la Chine a connu le pacifisme dès la plus haute antiquité. Le droit international était déjà une réalité et, dès lors, des théories s'étaient fait jour, que l'on s'efforçait de mettre en pratique.

Nous définirons, dans les chapitres qui vont suivre, d'abord l'idée pacifiste des philosophes chinois, les doctrines de ces derniers et, enfin, la notion à laquelle s'est arrêtée la Chine avant et après la Révolution de 1911.

CHAPITRE PREMIER

L'IDÉE PACIFISTE CHEZ LES PHILOSOPHES CHINOIS ET LES DOCTRINES DE CES DERNIERS

La Chine a connu une civilisation ancienne extrêmement importante, pendant la période correspondant aux années 700 à 200 avant Jésus-Christ. Des

savants apparaissent dans toutes les parties de l'Empire du Milieu, et notamment des philosophes qui, souvent, sont aussi écrivains, juristes, militaires, politiques investigateurs des sciences exactes (1).

Les philosophes chinois qui ont conçu divers régimes de paix et les pacifistes en quête d'une Chine meilleure et excellente, exposent leurs doctrines d'une organisation nouvelle. Parmi ces doctrines, un grand nombre étaient déjà remarquables, présentaient une réelle valeur et offraient une physionomie propre. Li-Eul estimait que tous les maux dont souffrent les peuples proviennent de l'activité du gouvernement. Confucius adoptait toutes les règles traditionnelles et voulait conserver le régime ancien qui avait été établi par la dynastie des Tchéou (1122-232 avant J.-C.), sauf à recourir à certaines réformes dans des circonstances exceptionnelles. Enfin, Mé-ti voulait maintenir la paix par la foi. Il propageait et enseignait un système philosophique particulier, dit « altruisme ». Nous résumerons successivement ces différentes doctrines (2).

Section I. — *Li-Eul*

Li-Eul (ou Lao-Tseu) est né en 570 environ avant J.-C.; il remplit les fonctions de bibliothécaire de l'Empire des Tchéou et il n'abandonna son emploi,

(1) Voir : Amyot, *L'art militaire en Chine antique*.

(2) Il n'est pas douteux qu'il y eut beaucoup d'autres philosophes qui se sont inspirés des mêmes principes, mais il n'est nécessaire que d'étudier les plus importants.

pour aller vivre dans la solitude, que lorsqu'il vit décliner le pouvoir de ses souverains.

A la demande de l'un de ses amis, gardien de la porte de la muraille, il écrivit un ouvrage qu'il intitula Tao Té King, qu'on peut traduire en français par « La voie et la vertu ». Puis il disparut et l'on ne sait où il alla et quand il mourut. Ce fut non seulement un grand historien, mais aussi un grand philosophe.

Les principes de ce philosophe sont que tous les phénomènes humains obéissent à une loi naturelle. Il ne croyait pas à l'existence d'un Dieu ou « Créateur de l'Humanité », car, selon lui, tous les phénomènes de l'Univers obéissent à la même loi naturelle, sans qu'il y ait un régime spécial pour les êtres humains. En conséquence, disait le philosophe, d'après la loi naturelle, il faut retirer aux uns le superflu, pour le donner à ceux qui en ont besoin, parce que l'équilibre économique engendre l'harmonie et la paix entre les hommes.

Quant à la vie politique, il se méfiait de toute activité du gouvernement, quelle qu'elle soit, bonne ou mauvaise ; il voulait un gouvernement observant une politique de non-intervention absolue : ce qu'on a appelé « un gouvernement de paille ». Toute intervention ou toute activité de la part des gouvernements ou d'une société quelconque est non seulement inutile, disait-il, mais encore nuisible, parce qu'elle troublerait la paix et l'harmonie universelles, telles que la loi naturelle les a établies (1). En conséquence, il

(1) Voir : *La Voie et la Vertu*, chapitre 57.

ne concevait qu'un gouvernement restant dans une quiétude absolue, pendant que le peuple se dirigerait de lui-même. En raison de cette méfiance complète pour l'activité gouvernementale, on a confondu souvent ce système avec l'anarchisme. Mais cette ressemblance n'existe qu'en apparence, car Li-Eul considérait le gouvernement comme l'instrument du Peuple. C'est une conception ultra-libérale et surtout individualiste.

Il condamnait les impôts élevés (1), qui font aux peuples l'existence difficile. Il considérait que la ruine de l'économie sociale du monde entier, les menaces de famine et de mort, qui rendent inefficace toute sanction morale ou corporelle, achemineraient le peuple vers une révolution ou une guerre inévitable.

En ce qui concernait les relations internationales, le philosophe conseillait aux Etats faibles de se contenter d'occuper une place inférieure en général (2). D'après lui, les armements même défensifs étaient inutiles ; il enseignait qu'à la violence répondait la violence, qu'une attaque déclenchée et repoussée par une contre-attaque provoquait, de part et d'autre, des misères considérables, que l'on devait réserver ses forces et ne triompher de ses ennemis que par le seul moyen de la patience. Il y a lieu de noter, en passant, que cette théorie de la patience est inadmissible et incompatible avec la souveraineté nationale. C'est elle qui a été adoptée dans l'affaire de Mandchourie, lors de l'invasion de Moukden, le 18 septembre 1931, par

(1) Voir : *La Voie et la Vertu*, chapitre 75.

(2) Voir : *La Voie et la Vertu*, chapitre 60.

le Japon, puisque le Chef militaire du Gouvernement de Nankin donna l'ordre de ne pas résister (1).

C'est la conception du pacifisme positiviste basée sur la loi naturelle qui provoque des fautes inexcusables, et n'a même peut-être aucune valeur juridique.

Li-Eul voulait, en effet, prêcher un système positif pour rendre les Etats de moins en moins puissants en les divisant. C'est ainsi que dans l'avant-dernier chapitre de son ouvrage, il a préconisé un petit Etat utopique.

« Dans ce petit Etat, disait-il, le peuple serait très
« peu nombreux, il aurait une armée, mais ne s'en
« servirait point!

« Le peuple apprendrait à craindre la mort et à ne
« pas émigrer au loin!

« Il aurait des barques et des chars, mais il n'y
« monterait point!

« Il aurait des cuirasses et d'autres équipements
« de guerre, mais ne les porterait point!

« On reviendrait chez lui à l'usage des cordelettes
nouées! (2)

« Cet Etat serait peu peuplé et aurait une nourri-
« ture si savoureuse, des vêtements si élégants, des
« habitations si confortables et des mœurs si heu-
« reuses!

« Les habitants de ce petit Etat regarderaient leurs

(1) Voir : des instructions de chef militaire de l'armée chinoise du 6 septembre 1931. Rapport de la Commission d'étude, p. 75.

(2) Dans la Chine ancienne, on comptait en faisant des nœuds à des cordes.

« voisins (qui constitueraient eux aussi de petits Etats
« si heureux). Ils entendraient réciproquement aboyer
« leurs chiens et chanter leurs coqs! Mais jusqu'à la
« vieillesse et jusqu'à la mort, ils n'éprouveraient pas
« le besoin d'aller les uns chez les autres, chacun
« d'eux ayant chez soi tout ce qu'il faudrait. » (1)

C'est une pratique de l'Anthropomorphisme ou naturalisme. Mais une telle théorie tend à la suppression de tout échange et de toute circulation. Elle tend à la destruction des civilisations traditionnelles. Elle veut faire retourner à la Communauté antique et rendre le peuple ignorant et exempt de désirs.

C'est vraiment une doctrine rétrograde et inapplicable, quoi qu'elle soit susceptible de procurer une paix efficace et constitue le meilleur moyen d'éviter la guerre. Toutefois, n'oublions pas ici que cette doctrine a été exposée à une époque où la Chine n'avait à craindre aucune agression extérieure contre son intégrité territoriale et son indépendance politique.

Section 2. — *Confucius*

Confucius est né dans l'Etat de Lou (2), en 55 avant J.-C. Cet homme est apparu dans le cours de l'histoire pour concrétiser toutes les aspirations morales, politiques et sociales d'un peuple.

Lorsqu'il vit la décadence de l'Empire central des Tchéou, le désordre et l'anarchie de tout ordre poli-

(1) Voir : *La Voie et la Vertu*, chapitre 80.

(2) « Lou », dans la province actuelle de Chantoung.

tique, économique et social, il développa beaucoup d'énergie pour sauver l'Empire et rétablir un gouvernement concentré et même fort. Il voulait conserver toutes les règles de l'Empire central ayant un caractère nettement conservateur et même opportuniste, puisqu'il préconisait des réformes conformes aux besoins et aux circonstances.

Il vint à la politique lorsqu'il avait 34 ans. Le prince de Tsi lui offrit une importante charge publique, mais à la suite des jalousies des ministres de ce prince, il quitta ce dernier et rentra dans son pays d'origine. Quelques années plus tard, il fut appelé par le prince de Lou, qui le nomma « ministre de la Justice » et lui confia même le portefeuille des Travaux publics. Sa bonne administration et sa justice lui valurent par la suite de grands succès. Malheureusement, sous les vigoureuses protestations de son entourage, Confucius dut se résoudre à abandonner le pouvoir. Pendant treize ans, il erra dans divers pays. Partout, il prêcha et essaya de faire prévaloir ses idées ; mais, méconnu et combattu jusqu'à sa dernière minute, il mourut en 479 avant J.-C., à l'âge de 73 ans.

La base philosophique de la Doctrine de Confucius a été formulée dans un livre de Tchoug Young. Confucius affirmait que « le Ciel » a mis la loi naturelle dans le cœur de l'homme ; la voie (Tao) consiste à vivre conformément à la loi naturelle ; l'homme est maintenu dans la voie par l'éducation ; le devoir des souverains sages est de répandre cet enseignement dans le peuple. C'est sur ces principes qu'a été construite la doctrine morale de Confucius.

D'autre part, il voulait donner à sa Doctrine une base fondamentale : le lien familial qui renforce la Société. Il fondait ainsi sa cosmogonie sur les cinq relations humaines, dites Wou louen — relations de prince à sujet, de père à fils, de mari à femme, de frère aîné à frère cadet, d'amis. Ce système, en somme, respecte l'ordre naturel.

C'est avec une grande justesse que M. H. Cordier, membre de l'Institut, a écrit dans son ouvrage « Histoire générale de la Chine » que Confucius a créé « un système de morale ayant pour base des règles « bien déterminées qui révèlent peut-être leur caractère le plus simple et le plus intelligible dans le « livre Hiao-King ou Piété filiale. Si ce système a eu « le plus de durée, cela tient à ce qu'il constituait une « morale simple plutôt qu'une philosophie quintessenciée, se résumant dans un devoir parfaitement « limité, parfaitement défini, envers ses parents et son « souverain, système qui était la source même de « toutes les vertus, la première des vertus et la conservation de soi-même. » (1)

Cette Doctrine fut adoptée par l'Empire depuis la dynastie des Tsin, et elle était encore en honneur à la veille de la Révolution de 1911.

Sa morale était donc claire. Quant à sa conception politique, elle s'opposait à celle de Li-Eul, puisqu'il préconisait un gouvernement actif. Fatigué par son long voyage de treize ans, Confucius se décida à com-

(1) Voir : H. Cordier, *Histoire générale de la Chine*, t. I, pp. 163-164.

mencer la rédaction du livre de Tchouen-Tsiou (1) (ou « le Printemps et l'Automne »), résumant les annales de la Principauté de Lou. Après avoir écrit ce livre, il chercha nettement à fortifier le pouvoir royal et à réduire celui de la principauté. Partisan du principe monarchique, il condamnait tous les hauts fonctionnaires usurpateurs. En réalité, il cherchait, grâce à son ouvrage, à généraliser sa doctrine morale et politique. Il se disait en faveur d'un gouvernement *central* et, selon lui, l'Empereur devait gouverner son pays en bon père de famille. Avec un bon père de famille, l'*harmonie* familiale est plus efficace. Avec un Empereur central, les relations sociales sont plus *serrées* et la paix serait ainsi *assurée* à jamais.

Quant au droit international, Confucius n'admit jamais que les relations internationales soient entre les mains d'un Etat souverain absolu. Il préconisait la création d'une grande communauté chargée d'instaurer une paix perpétuelle. Pour aboutir à la réalisation de la paix dans la communauté internationale, il fallait, selon Confucius, constituer une « société » intergouvernementale dont tous les Etats deviendraient membres et où tous enverraient des délégués respectifs. La « société » une fois établie, tous les différends qui surgiraient entre les Etats seraient réglés par les représentants de tous les Etats à la « société ». Les représentants devaient être nommés par les Etats et ne devaient avoir que qualité de mandataires. Il n'était pas d'avis que la grande communauté ait la

(1) Tchouen-Tsiou. Traduction du Père Couvreur, S. J. Imprimerie de Ho-Kien-Fou, 1916.

forme, soit d'un « super-Etat », soit, à plus forte raison, d'un « Etat unique ». Nous constatons donc que la nature juridique de cette grande communauté est analogue à celle de la Société des Nations de nos jours et le système de Confucius n'est pas moins intéressant que ceux de l'Abbé de Saint-Pierre et de Bentham.

En effet, la doctrine du pacifisme de Confucius est plus réalisable que celle de Li-Eul, puisqu'elle s'appuie sur un instrument gouvernemental, et qu'elle n'est pas celle d'un conservateur envers et contre tout. Confucius admet les innovations que les circonstances rendraient nécessaires.

Il y a encore autre chose entre les deux théories : l'esprit de la théorie de Li-Eul est incontestablement l'*Individualisme*, puisqu'elle ne tend qu'à un gouvernement purement nominal, laissant la plus grande liberté aux individus, tandis que d'après Confucius, la doctrine de Li-Eul est complétée en ce sens que, fondée sur les liens naturels de famille, sa doctrine préconise une société impérissable *pour éviter l'anarchie* de tous les petits groupes.

Section 3. — *Mé-Ti*

Mé-Ti, né en 500 environ avant J.-C., fut ministre de la principauté de Soug. On l'a cru souvent originaire de ce pays, mais, en réalité, c'est un compatriote de Confucius, puisque, comme ce dernier, il est né dans la province actuelle du Chantoung. Il est mort

en 420 environ avant J.-C. (1). Son seul ouvrage, intitulé Mé-Tseu, renfermait 72 chapitres, et il n'en existe plus que 53 de nos jours. Certains de ces chapitres ont été écrits par Mé-Ti lui-même ; d'autres sont des paroles authentiques, recueillies par ses disciples ou ses partisans. Son existence se place au moment d'une période de longue guerre civile entre principautés rivales. Il s'efforça d'atténuer ce fléau de la guerre et alla partout prêcher son pacifisme. C'est ainsi qu'un jour, le prince de Tsou se préparait à envoyer une expédition militaire contre la principauté voisine de Song. L'ex-ministre de cette dernière, Mé-ti, se précipita auprès du prince de Tsou pour empêcher cette expédition. Dix jours et dix nuits, il marcha avec une nourriture insuffisante et sans boire, et, grâce à son pacifisme enthousiaste, la guerre fut évitée.

Du point de vue philosophe, Mé-Ti basait sur la croyance en Dieu les institutions sociales, qui, selon lui, devaient être conçues partout de la même façon. Le Ciel (ou Dieu) (2) est le seul Etre universel, infail-
libile et impartial ; sans le Ciel, disait-il, il n'y aurait plus ni morale, ni sanction. Par ailleurs, il considérait comme indiscutable l'existence de Dieu, parce qu'elle est reconnue et inscrite dans les anciennes histoires authentiques.

Du point de vue politique, il enseignait une doctrine de fraternité universelle et réclamait un gouverne-

(1) Voir : Watanabe, A brief introduction to the *History of Chinese philosophy*, IV^e partie, chap. premier, section I, biographie et œuvre de Mé-tsen.

(2) Le Ciel, au point de vue chinois, est toujours confondu avec Dieu.

ment de « Sages » pratiquant l'amour du peuple avant tout, analogues, en somme, à la République des anciens philosophes grecs.

Il concevait la réalisation de sa doctrine de fraternité universelle, en partant des liens naturels de famille et en les étendant de proche en proche, jusqu'au monde entier. Il estimait que le père ne devait pas travailler seulement pour son propre fils, mais encore pour les fils des autres ; selon la même idée, le fils devait avoir de l'affection non seulement pour son père, mais encore pour le père des autres ; les peuples devaient non seulement être fidèles à leur souverain, mais encore aux souverains des autres. Enfin les Etats devaient agir non seulement en harmonie avec leurs voisins, mais encore avec les voisins des autres. Il fortifiait cette doctrine grâce à son fondement philosophique d'une fraternité universelle exigée par un Dieu qui est la règle universelle de toutes choses.

Considérant la guerre comme un fléau épouvantable, il condamnait la guerre pour deux motifs différents, l'un d'ordre moral et l'autre d'ordre matériel :

« Si, disait-il, un individu entre dans le jardin d'autrui, et y vole des pêches et des poires, l'opinion publique le condamne et la loi le frappe. Pourquoi ? Parce que cet individu a profité immoralement au détriment d'autrui. Celui qui vole un chien, un porc, une poule ou d'autres animaux domestiques est considéré comme plus coupable que le voleur précédent, parce que plus on nuit et plus le crime est grave ; mais si l'on pénètre dans les étables d'autrui, et qu'on vole des chevaux et des vaches, l'immoralité serait

plus grande encore que celle du voleur des autres animaux domestiques. Pourquoi ? parce que plus on nuit aux autres, plus le crime est grave. Mais si l'on tue un innocent et qu'on le dépouille de ses habits, de ses fourrures et de ses bijoux, l'immoralité serait encore pire que celle de voleur des chevaux et des vaches, évidemment, parce que plus on nuit aux autres, plus le crime est grave.

« Tout le monde sait condamner les actes du voleur et du meurtrier et on les qualifie d'immoraux. Mais en ce qui concerne la guerre, au contraire, on la loue et on la considère comme une gloire. Celui qui a tué un homme est une fois assassin, celui qui a tué dix hommes est dix fois un assassin ; quiconque a tué cent ou mille hommes est cent ou mille fois un assassin. Ainsi le souverain conquérant est assassin autant de fois qu'il a fait périr d'hommes. Et pourtant cet archi-assassin s'admire et trouve des admirateurs. Quelle perversion du sens moral ! Est-ce que multiplié à l'infini, le mal devient un bien ? Autant vaudrait dire que multiplié à l'infini, un point noir devient une surface blanche. Toute guerre est un crime quoi qu'en disent les peuples belliqueux et dépourvus de conscience. » (1)

La dialectique éloquente de Mé-Ti condamnait la guerre de façon très claire, mais au nom de la morale, cette démonstration était encore insuffisante. Il démontrait plus loin tous les désavantages de la guerre : la guerre qui ruine un peuple ne permet pas de

(1) Voir : *Mé-Tsen*, chapitre 17, Fi Kong pien,

semmer au printemps, et en automne on ne récoltera point. Les frais de guerre sont considérables ; la perte des biens nationaux et les atteintes à la richesse et à l'économie nationale mènent un peuple à la famine et à la mort. Enfin les peuples sacrifient leurs vies sur les champs de bataille et il s'en suit une dépopulation qui rend plus dangereuse la possibilité d'une invasion étrangère surtout si après la guerre sont apparues famine, inondation, sécheresse, ou épidémie.

Mé-Ti n'était pas seulement un philosophe et un pacifiste c'était encore un économiste, il s'élevait contre le luxe et encourageait la production, ainsi disait-il, les peuples seront liés par l'intérêt économique et bien entendu la paix du monde sera mieux garantie. Malheureusement la Doctrine de Mé-Ti ne conserva pas bien longtemps des adeptes. Le militarisme national et le jeune patriotisme se sont fait jour peu à peu. Voilà bien des années que le feu était en Extrême-Orient, ainsi que nous le verrons plus loin.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE TRADITIONNELLE DE LA DYNASTIE DES TSING (avant 1911)

Les histoires et les documents de l'antiquité ne nous ont laissé que peu de renseignements sur le pacifisme chinois et son évolution. Rechercher ce qui fait de la Chine une nation pacifiste et le caractère de ce pacifisme nous entraînerait trop loin. Bornons-nous ici à signaler la doctrine et l'esprit qui ont vraiment eu une

influence dominante sur la société chinoise pendant le règne des Tsing.

C'est il y a plus de deux mille ans que la Chine a constitué un Empire unitaire avec la constitution des Ts'in (221 avant J.-C.) et dès cette date l'unification de la Chine a été réalisée plus étroitement que jamais. A cette époque aucune menace sérieuse ne se faisait jour et l'indépendance politique n'était nullement menacée.

Au double point de vue économique et social, le territoire de la Chine suffisait aux besoins des Chinois. Le peuple chinois fut pendant longtemps un peuple d'agriculteurs. Les institutions sociales ont été fondées sur l'idée traditionnelle du Confucianisme avec comme base la famille.

Sous le long règne des Han, les Empereurs ont toujours considéré la doctrine de Confucius comme sainte et éternelle, et il est donc naturel que les successeurs de ces Empereurs n'aient changé ni en fait, ni en droit, les principes établis par ces derniers. C'est la raison pour laquelle l'esprit traditionnel fut respecté par tous les souverains et même par les souverains issus d'une race de mentalité différente, notamment les souverains de la dynastie mongole, Yuan (1277-1367), et de la dynastie mandchoue, Tsing (1644-1911). C'est ainsi que les doctrines individualistes du Li-Eul et altruistes de Mé-Ti ont été abandonnées. La seule conception confucienne avait apporté la paix sociale à une nation rurale comme la Chine où la famille constituait le principal facteur de l'esprit pacifique. C'est Confucius qui a donné à la Chine un esprit tradition-

nel qui a fait sa force et son unité à travers plusieurs millénaires.

La Chine s'est donc complue pendant longtemps dans une doctrine pacifiste traditionnelle issue de ses propres philosophes, et en conséquence, elle n'a jamais caressé aucune pensée impérialiste aussi bien dans l'antiquité que dans les temps modernes.

Tel est le fondement du Pacifisme de la Chine. Elle a ainsi vécu repliée sur elle-même tant qu'a duré son isolement, c'est-à-dire jusqu'au siècle dernier, époque à laquelle au contact des puissances occidentales la Chine a été contrainte de se livrer à l'exploitation commerciale. Cependant cette contrainte ne fut exercée que sous le couvert du principe de la liberté du commerce international, principe dont on fit une véritable obligation aux peuples militairement faibles et qu'on leur imposa par la force. Le principe traditionnel d'un règne qui reposait tout entier sur la « Famille » s'avéra incompatible avec la nouvelle vie qui était imposée à la Chine. Les Chinois durent s'adapter aux principes de l'activité économique des peuples avec lesquels ils entraient en relations. Une ère nouvelle s'ouvrit alors pour la nation chinoise du jour où elle commença à participer à la communauté internationale moderne.

CHAPITRE III

L'ESPRIT NOUVEAU DEPUIS 1911 JUSQU'À NOS JOURS

Au cours des cent dernières années de la dynastie des Tsing, la Chine connut une situation tout à fait

défavorable du fait de la collaboration internationale. Après la guerre Sino-anglaise de 1841, dite guerre de l' « Opium » terminée par le traité que dut signer la Chine à Nankin le 29 août 1842, la Chine dut entrer en contact avec les pays étrangers. Dès lors, de nombreux incidents s'élevèrent et une série de traités inégaux furent imposés à la Chine. Les Chinois s'insurgèrent contre l'impéritie de l'Empire des Tsing, qui fut définitivement renversé en 1911.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections :

La première relative à la Révolution, la seconde portant sur la Chine nouvelle.

Section I. — *Le mouvement révolutionnaire*

Après la guerre Sino-japonaise en 1894, il s'était formé en Chine un parti politique « Ton-Ming-Hwei » (1) à caractère nettement révolutionnaire. A sa tête se trouvait le directeur du parti, Dr Sun-Yat-Sen, l'auteur de « San-Min-Tchou-Yi » les « trois principes du peuple ». Grâce à l'activité de son chef, le nouveau parti recruta chaque jour davantage des adeptes dont la plupart étaient des étudiants. Les ressources du Ton-Ming-Hwei provenaient des cotisations de ses membres et surtout des subventions qui étaient envoyées par de riches commerçants résidant à l'étranger. Le programme du parti tenait en trois propositions : renverser les Tsing, former une République

(1) Ton-Ming-Hwei qui se nomma en 1923 Kou-Ming-Tang. C'est le parti nationaliste du gouvernement de Nankin de la Chine actuelle.

démocratique et socialiser le sol. La paix et la collaboration internationale devaient être l'aboutissement normal de ces opérations.

Les partisans révolutionnaires tentèrent un coup de force contre le gouvernement provincial du Canton en octobre 1895. Pourtant ils ne réussirent pas à s'en emparer et la tentative fut rigoureusement réprimée. De nombreux partisans furent décapités et Sun-Yat-Sen n'échappa qu'à grand'peine au même châtiment.

Cinq ans plus tard, l'insurrection des Boxers créa de nombreuses difficultés de politique extérieure et intérieure. La mauvaise administration et des fautes dans la direction de la politique générale provoqua une méfiance populaire de plus en plus grande dans le Pays tout entier.

Des partisans déclanchèrent un nouveau soulèvement dans la région cantonnaise, mais par le fait du manque d'armées et de munitions, les révolutionnaires furent battus et dispersés.

Pourtant ces nombreux échecs ne découragèrent pas le mouvement révolutionnaire et une série d'émeutes et de rébellions éclatèrent un peu partout en Chine provoquées par la famine ou les exactions de la classe dirigeante.

En avril 1911, un nouveau coup de main tenté contre Canton avorta complètement. Cependant quelques mois plus tard, en octobre, le succès devait enfin couronner de si persistants efforts et la Révolution victorieuse allait réaliser un premier pas : le renversement de la dynastie.

La plupart des pays étrangers avaient accordé leur

sympathie plus ou moins ouvertement au mouvement révolutionnaire. Ainsi la France, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique toléraient les militants des partisans révolutionnaires et leur permettaient de s'armer et de préparer leur mouvement. Grâce à la victoire définitive des partisans, une Assemblée républicaine se constituait à Hankéou, proclamait la République et votait le 3 décembre 1911 une constitution provisoire. Conformément à celle-ci les délégués des provinces se sont réunis le 19 décembre 1911 en une assemblée provisoire dont le premier acte fut d'élire le Dr Sun-Yat-Sen, Président de la jeune République chinoise.

Section 2

La Chine nouvelle et l'esprit ardent qui l'anime

La chute de l'Empire des Tsing satisfaisait des espoirs déjà anciens chez les Chinois. Une constitution nationale fut promulguée qui adoptait la forme républicaine. Au point de vue juridique, la notion de droit et de devoir inscrite dans les lois nouvelles ne s'imposa plus seulement à la famille comme dans l'ancienne société, mais à la nation tout entière. Au point de vue politique, la paix garantie par la nation apparaissait plus durable. Malheureusement des militaristes régionaux en Chine ont créé des entraves à la paix intérieure et à l'unification nationale. Depuis vingt ans, la Chine souffre de bouleversements politiques, guerres civiles, troubles de la vie sociale et économique et, par conséquence, de la faiblesse du gouvernement

central. Telle est la situation caractéristique de la Chine depuis la Révolution de 1911, c'est encore une nation « sur route » en période de transition !

La situation actuelle de la Chine est dans une certaine mesure imputable aux éléments étrangers. Après la grande guerre de 1914-1918, la Chine est restée le seul pays susceptible d'absorber les armements et munitions qui restaient en stock et ceux qui avaient été livrés aux Puissances victorieuses. L'Allemagne, obligée de se soumettre aux obligations du Traité de Versailles et d'effectuer des paiements importants, devait chercher une compensation dans le commerce extérieur. La contrebande des armements se fit donc en grand par les établissements étrangers en Chine, surtout grâce au territoire des concessions et aux territoires donnés à bail et soumis à la juridiction consulaire du fait des traités inégaux. La Chine a donc dû supporter cette conséquence de l'exterritorialité (1).

Il est encore un autre élément qui a provoqué le mécontentement des pays étrangers, c'est l'Impérialisme japonais et sa mauvaise foi qui ont créé de nombreux obstacles à la paix chinoise comme à la paix mondiale. L'impérialisme japonais a organisé contre la République chinoise un mouvement monarchique dans les trois provinces de l'Est. Cela résulte des documents secrets du baron Shimpei Goto relatifs à l'ac-

(1) C'est ainsi, par exemple, que le 22 février 1929, le bâtiment japonais *Tokyo maru* importait en contrebande 105 caisses d'armes et des munitions, y compris 300 fusils et 60.000 cartouches. Le 3 juin 1930, la douane d'Autung saisit 69 revolvers, 7.000 balles et 138 caisses de cartouches ; on constate que le contrebandier est peut-être aussi un sujet japonais.

tivité des nationaux et troupes du Japon en Mandchourie et Mongolie. Le Japon a procuré une aide financière aux guerres civiles notamment sous la forme des emprunts secrets de Nishihara (1) d'un montant de 152.000.000 de yens en 1918. Des entraves ont été mises à l'unification nationale en 1927 et de nombreux incidents ont été provoqués par les expéditions militaires envoyées par le gouvernement de Tokio au moment de l'avancement de l'armée nationaliste vers le Nord. Enfin, il encouragea les bandits (2) et les munit d'armes et de munitions, surtout en Mandchourie et Mongolie (3). Enfin les agissements plus ou moins égoïstes de certaines puissances ont mis la Chine dans une situation défavorable.

La Chine a fait tous ses efforts pour collaborer à l'œuvre de paix universelle et de collaboration internationale et le gouvernement nationaliste de Nankin s'est déclaré partisan de la doctrine de Sun-Yat-Sen, celle des « Trois principes du peuple » et de la « reconstruction nationale ». Selon Sun-Yat-Sen la paix doit être réalisée à l'aide du système nationalisme entretenu par le parti nationaliste. Mais pour les Chinois, l'idée de nationalisme n'implique aucunement l'idée d'expansion nationale au détriment d'autres pays.

Le Japon prétendait que la Chine avait un esprit xénophobe (4) qui se manifestait même dans l'ensei-

(1) Voir : le rapport de la Commission d'étude, p. 50, § 3.

(2) *Ibid.*, p. 90, § 2.

(3) *Ibid.*, p. 136.

(4) Voir : *Le propagandiste japonais*. Document A. « La situation actuelle en Chine », partie I, chap. 7.

gnement scolaire, mais il n'a rien pu trouver dans les livres classiques authentiques. Par contre, la xénophobie japonaise a pu être découverte dans de nombreux livres scolaires des écoles secondaires et primaires édités ou approuvés par le ministère de l'Instruction publique du Japon. Il n'est donc pas douteux que la xénophobie japonaise soit encouragée par le Mikado (1).

Il n'y a pas que la politique anti-étrangère qui ait un caractère officiel dans les écoles japonaises, il y a plus, car le Japon tente de mettre un terme à la paix du monde et veut ignorer la Société des Nations. C'est ainsi qu'on lit dans le livre de lecture d'instruction morale à l'usage des filles : « La défense nationale ».

« Après la Grande Guerre tous les pays ont désiré la paix et se sont efforcé de trouver des moyens pour éviter les conflits internationaux, ce qui aboutit à l'organisation de la Société des Nations. Dès lors, la guerre pouvait-elle être évitée ?

« Après la mort de Napoléon dont la vie s'est passée

(1) Voici quelques exemples :

a) Histoire d'Europe à l'usage des écoles secondaires, chap. 64 (approuvée par le ministère de l'Instruction publique du Japon et publiée par la librairie Sanshodo Kaboshiki Co., Japon) :

« La Grande-Bretagne, la France et la Russie sont nos principaux envahisseurs. L'Allemagne également s'essaie à la tactique des empiètements. »

b) Manuel d'Histoire des écoles secondaires japonaises, chap. 32 (approuvé par le ministère de l'Instruction publique du Japon et publié par la librairie Sanshodo Kaboshiki Co., Japon) :

« Les Anglais barbares vinrent après l'invasion russe. »

« On voyait souvent les navires anglais naviguer près des côtes japonaises... un navire força soudainement Nagasaki, viola notre loi nationale et agit avec une sauvagerie extrême. Notre peuple était exaspéré par les violentes actions des Anglais et des Russes et réclamait une politique anti-étrangère. »

presque tout entière à combattre, tous les peuples d'Europe aspiraient à la paix et pourtant la guerre ne put être évitée. Il en sera de même après l'organisation solennelle de la Société des Nations. Aussi, à moins que les causes mêmes de la guerre soient extirpées, aucune organisation ne pourra nous empêcher de faire la guerre. » (1)

Il faut au contraire être bien persuadé que la Chine ne poursuit aucune politique anti-étrangère et n'enseigne dans les écoles que le nationalisme.

Le nationalisme de la Chine moderne est un aspect de paix (2). Il ne poursuit qu'une unité nationale indépendante, souveraine destinée à assurer à la Chine dans la communauté internationale une situation sur la base de l'égalité avec les autres puissances et pour atteindre ce but la Chine ne veut que prier les puissances d'accepter l'abolition ou tout au moins le remaniement des traités inégaux, de l'exterritorialité, du contrôle étranger des douanes, etc.; droits qui permettent aux étrangers de ne pas être assujettis aux lois, aux tribunaux et aux impôts chinois (3). La Chine considère que le maintien de ces droits est contraire à la souveraineté d'un Etat indépendant et paralyse les juridictions de toutes sortes. Quant à la justification de cette demande, la Chine la trouve dans l'article 19 du Pacte (4) relatif à la modification des trai-

(1) Voir : Document n° 16. Memorandum du Gouvernement chinois présenté à la Commission d'étude.

(2) Voir : le rapport de la Commission d'étude, p. 19.

(3) *Ibid.*, p. 19.

(4) Voir : M. Louis Le Fur, *Recueil de textes de Droit international public*, p. 268.

tés devenus inapplicables et qui pourraient mettre en péril la paix mondiale.

Quoi qu'il en soit, la jeune République chinoise a rencontré des difficultés et des obstacles de toutes sortes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle a confiance en la paix et elle espère que les puissances amies collaboreront avec elle pour y atteindre.

DEUXIÈME PARTIE

LE PACIFISME CHINOIS ET LA COLLABORATION INTERNATIONALE

Il serait trop long de tenter d'entreprendre dans le cadre modeste de cette étude l'histoire détaillée et la critique approfondie des rapports internationaux de la Chine d'avant la Révolution chinoise de 1911. Nous nous contenterons simplement d'étudier les principales collaborations de la Chine avec les puissances étrangères afin d'en démêler les principaux facteurs.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, la Chine a vécu isolée et sans rapports diplomatiques avec les puissances occidentales. Elle n'est entrée dans le concert des puissances, de son plein gré, que lors de la première conférence de La Haye de 1899. Avant cette date pourtant, la Chine avait pris part à la vie internationale, mais c'était à son corps défendant et parce que les Puissances étrangères avaient imposé leurs conditions. Elle n'avait pas en somme de vie internationale et sa politique d'isolement provoqua de nombreuses difficultés au siècle dernier.

Nous marquerons dans cette seconde partie les grandes étapes de l'évolution du pacifisme chinois dans la Communauté internationale depuis la Révolution de 1911 jusqu'à l'organisation de la paix par la Société des Nations.

Cette seconde partie sera divisée en quatre chapitres, à savoir :

Chapitre I. — Participation de la Chine à la Grande Guerre.

Chapitre II. — La question du Chantoung (1919-1922).

Chapitre III. — Le principe de la « Porte ouverte » à la Conférence de Washington.

Chapitre IV. — Collaboration de la Chine à la Société des Nations.

CHAPITRE PREMIER

LA PARTICIPATION DE LA CHINE A LA GRANDE GUERRE

Lorsqu'au début de la guerre de 1914 la Belgique a été envahie par les armées de l'Allemagne, ce fut manifestement une violation du droit. La Belgique était un Etat perpétuellement neutre depuis 1831, sa neutralité lui avait été donnée « volontiers imposée » (1) comme la rançon de sa liberté. Cet événement amena l'opinion mondiale à critiquer vivement

(1) Voir : M. de La Pradelle, *Cours de droit des gens de la Faculté de Droit de Paris*, 1930, 3^e leçon.

l'Allemagne qui violait elle-même la neutralité dont elle était garante. La Grande-Bretagne était aussi garante de cette neutralité et elle prit immédiatement les armes conformément à sa promesse. Mécontents de ce secours, les Allemands excitèrent les populations indigènes de l'Inde anglaise à se soulever contre la métropole britannique. En novembre 1915, le ministre d'Angleterre à Pékin invita la Chine à lutter aux côtés des Alliés. Le gouvernement chinois se décida d'entrer en guerre après une entente préalable avec les Alliés, quoique le pan-nipponisme asiatique du gouvernement japonais aurait dû empêcher la Chine de se lier avec les Puissances européennes.

Deux années s'écoulèrent, et le 4 février 1917, le ministre des Etats-Unis d'Amérique à Pékin, M. Reinch, remit un appel de son gouvernement aux Puissances neutres pour obtenir que soit respectée la liberté de commerce des Puissances neutres en haute mer, puis la politique de guerre sous-marine du gouvernement allemand, en haute mer, étant excusable, le gouvernement des Etats-Unis entra en guerre le 6 avril 1917.

Le gouvernement chinois chargea alors son ministre des Affaires étrangères, M. Wou-Ting-Feng, d'adresser au ministre d'Allemagne à Pékin une protestation contre les agissements de l'Allemagne, mais faute d'une réponse suffisante, la Chine décida la rupture des relations diplomatiques. Cette attitude fut approuvée par les deux Chambres le 11 mars 1917 et notifiée au ministre allemand à Pékin le 14 mars. Cette attitude fut portée le même jour à la connais-

sance des représentants des Puissances alliées et neutres à Pékin par une note circulaire du ministre des Affaires étrangères au nom du gouvernement chinois.

Après la démarche du gouvernement des Etats-Unis auprès du gouvernement chinois, l'Angleterre et la France désiraient que les deux grands Etats, Chine et Etats-Unis, entrassent en guerre au moment de la défection de la Russie. Etant donné l'attitude des grandes Puissances, le Japon savait qu'empêcher la Chine de faire la guerre n'était plus possible, aussi l'alliance de la Chine avec les grandes Puissances alliées fut-elle décidée.

Le 14 août 1917, la Chine déclarait la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Elle montrait ainsi sa solidarité avec les peuples, en regard du principe de justice et de paix qui devait être défini par la suite par le Président Wilson. Ce n'était pas une guerre contre le gouvernement des Etats allemands (ou plus exactement contre les empires centraux et leurs alliés), c'était une guerre de la Démocratie à l'Autocratie, le champion du pacifisme contre le champion du militarisme. La Chine avait toujours été pacifiste et elle n'avait jamais eu une forte organisation militaire. Aussi pendant cette guerre, la Chine, séparée par une longue distance du continent européen, manquant d'une flotte suffisante, ne put-elle engager aucune troupe sur le front des alliés et associés. Néanmoins, la Chine a fourni aux alliés, en arrière des lignes, plus de cent mille travailleurs, dont un certain nombre furent tués ou blessés. Bien plus, un certain nombre d'entre eux travaillèrent dans des usines et des

entreprises de guerre et des marins chinois s'engagèrent sur des navires anglais, la Chine manquant elle-même de bâtiments susceptibles d'entrer en guerre.

Pendant la période de coopération du gouvernement chinois avec les alliés, le Japon faisait des démarches auprès des gouvernements interalliés et tentait de détruire la souveraineté de la Chine sur certains endroits de son propre territoire, particulièrement sur la province du Chantoung. Des accords secrets intervinrent entre le Japon et les puissances européennes et c'est ainsi que la Chine se trouva dans une situation très difficile lors de la Conférence de la Paix.

CHAPITRE II

LA QUESTION DU CHANTOUNG EN 1919-1922

La question du Chantoung est d'un intérêt vital pour la Chine. Il en a été discuté devant la Conférence de la Paix, mais la délégation chinoise s'est abstenue de signer le traité de Versailles, la question ne devant être résolue définitivement qu'à la Conférence de Washington.

Section 1. — *L'origine diplomatique*

Lors du traité sino-allemand du 6 mars 1898, la Chine a cédé à bail à l'Allemagne une partie de son

territoire de Kiao-Tchéou, situé dans la province du Chantoung. Le traité avait une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans et à l'expiration de ce terme, ce territoire devait être rétrocédé entièrement à la Chine.

Dès le début de la guerre — le 15 août 1914 — le Japon, respectant le traité d'alliance du 13 juillet 1911 avec la Grande-Bretagne, se joignait aux puissances alliées et sommait l'Allemagne de lui délivrer le territoire à bail de Kiao-Tchéou « pour le restituer ultérieurement à la Chine ». L'Allemagne n'ayant pas répondu à la sommation, le Japon envoyait contre Tsing-Tao, une expédition qui, sans nécessité aucune, allait débarquer en territoire chinois à 150 kilomètres environ du territoire à bail de Kiao-Tcheou. Le Japon occupait Kiao-Tchéou au mois de novembre 1914 et s'emparait du chemin de fer de Tsing-Tao à Tsinan, après avoir pris Tsing-Tao. Le Japon occupait ainsi une portion considérable de territoire chinois dans la province de Chantoung.

Dès le début de l'occupation militaire de ce domaine magnifique, le Japon essaya de se dégager de la souveraineté territoriale de la Chine et de s'attribuer un titre de propriété.

Le 18 janvier 1915, M. Hioki, ministre du Japon à Pékin, présentait au Président de la République chinoise Yuan Chi-Kaï vingt-et-une demandes réparties en cinq groupes. Dans le premier groupe, le gouvernement japonais demandait au gouvernement chinois de lui consentir la disposition de tous droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possédait en vertu de traité ou d'autres moyens relativement à la province

de Chantoung et que le Japon pourrait obtenir de l'Allemagne à la suite d'un accord. Le Japon avait déjà un privilège sur les chemins de fer du Sud-Mandchourien, il voulait encore, avant d'organiser son influence dans la Mongolie centrale et orientale, par le chemin de fer de la Chine du Nord, construire une voie ferrée de Tchéfou ou Loungkéou, pour rejoindre la voie ferrée Kiao-Tchéou-Tsinan.

Dans le groupe 2, le gouvernement japonais demandait que soit portée à quatre-vingt-dix-neuf ans la durée de la concession à bail de Port-Arthur et de Dalny, et celles des chemins de fer du Sud-Mandchourien et d'Antoung à Moukden. Il demandait en outre, l'attribution à lui ou à ses nationaux, de la haute main sur la Mandchourie méridionale et sur la Mongolie centrale et orientale. Cette haute main devait être obtenue par la présence de conseillers et instructeurs politiques, financiers et militaires que le gouvernement chinois se serait engagé à consulter. Le gouvernement japonais préparait ainsi une politique d'annexion ultérieure de ces deux régions politiques commencée le 18 septembre 1930 et poursuivie par le Japon dans la Chine du Nord.

Dans le groupe 3, le Japon inscrivait une série des dispositions relatives à la Compagnie Han-Yeh-Ping. Il s'agit d'une société industrielle située dans la Chine centrale qui fut la plus grande et la plus importante industrie de la Chine. Le Japon tenta d'empiéter sur les droits et propriétés de cette société sous le prétexte de faire progresser les intérêts communs des deux pays et imposant à la Chine un sacrifice.

Le groupe 4 recherchait l'engagement du gouvernement chinois de ne céder ni donner à bail, à une tierce puissance, aucun port, baie ou île sur la côte de la Chine. C'était là une atteinte à la souveraineté territoriale de la Chine en droit interne aussi bien qu'en droit externe.

Enfin, le groupe 5 contenait sept articles qui tendaient à mettre la Chine sous l'influence du Japon. C'était imposer d'une façon déguisée à la Chine un protectorat japonais. Le gouvernement chinois serait engagé à employer des Japonais influents comme conseillers politiques, financiers et militaires. La religion des deux pays étant la même, le Japon demandait à être chargé de la propagande religieuse dans la Chine intérieure. C'était en somme l'organisation de l'espionnage japonais en Chine. Le Japon voulait partager avec la Chine les droits de police. La volonté du Japon était encore que la Chine achète chez lui au moins 50 % de son matériel de guerre et construise sur le territoire chinois un arsenal sino-japonais exploité conjointement par les deux pays. Le Japon voulait ainsi jouir en Chine de privilèges dans tous les domaines, politique, économique et social. Le Japon voulait enfin interdire à la Chine de choisir des fournisseurs étrangers autres que des Japonais en l'obligeant à recourir au concours de ces derniers pour l'exploitation des mines, la construction des voies ferrées, l'exécution des travaux de ports, des cales de construction dans la province de Foukien.

Ces demandes que rien ne justifiait, portaient la plus grave atteinte aux droits de souveraineté de la Chine, ainsi qu'à son indépendance,

La Chine ayant refusé de les accepter dans leur totalité, le Japon adressa, le 7 mai 1915, un ultimatum par lequel il la menaçait, si satisfaction ne lui était pas donnée avant le 9 mai, 6 heures du soir, « de prendre les mesures que le gouvernement impérial jugerait nécessaire.

Sous l'influence d'une pression militaire à laquelle il était difficile à la Chine de résister en raison de la faiblesse de ses forces de terre et de mer, et pour ne pas troubler la paix en Extrême-Orient à un moment où les puissances européennes étaient engagées dans la guerre mondiale, la Chine céda, contrainte et forcée, et accepta les demandes japonaises à l'exception du groupe 5 « réservé pour des négociations ultérieures ».

Aussitôt après la signature des traités et un échange de notes le 25 mai, le gouvernement chinois publia un compte rendu officiel des négociations où il exposait que la Chine n'avait cédé qu'à la force et ajoutait :

« En se soumettant aux demandes japonaises, le gouvernement chinois n'entend nullement s'associer aux modifications qu'elles pourraient apporter aux conventions et ententes conclues entre d'autres puissances au sujet du maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriales de la Chine, de la préservation du statu quo et du principe des chances égales pour le commerce et industrie de toutes les nations en Chine. »

D'autre part, le gouvernement des Etats-Unis avait adressé une note identique aux gouvernements de Pékin et de Tokio le 13 mai 1915.

L'essentiel de la note au gouvernement chinois était le suivant :

Le gouvernement des Etats-Unis observant les négociations engagées et les accords conclus entre le gouvernement de la Chine et le gouvernement du Japon, fait savoir au gouvernement de la République chinoise qu'il ne reconnaît aucun accord conclu ou allant être conclu qui porterait atteinte aux droits des Etats-Unis et de leurs ressortissants en Chine, les dits droits consacrés par les traités conclus qui respectent l'intégrité politique et territoriale ou la politique extérieure de la Chine, c'est-à-dire la politique du principe de la « porte ouverte ».

Devant le point de vue exprimé par le gouvernement des Etats-Unis, le Japon dut chercher des appuis à la future Conférence de la Paix, la Chine et les Etats-Unis n'étant pas encore entrés en guerre avec l'Allemagne. En février 1917, le Japon engageait des négociations secrètes dans le dessein de s'assurer l'appui de l'Angleterre et son alliance pour le jour où les demandes japonaises relatives au Chantoung seraient discutées. Le 16 février 1917, M. C. Green, ambassadeur d'Angleterre à Tokio, adressait au ministre des Affaires étrangères du Japon une note confidentielle au nom de son gouvernement, indiquant l'accord de l'Angleterre au cas où le gouvernement japonais soutiendrait dans le même esprit les revendications de la Grande-Bretagne, lors de la future Conférence de la Paix.

Des arrangements préalables identiques avaient été pris secrètement par le Japon avec la Russie (20 fé-

vrier-5 mars 1917). la France (1^{er} mars 1917) et l'Italie (28 mars 1917). Ces accords secrets entre le Japon et les puissances alliées donnèrent une tournure très délicate à la Conférence de la Paix.

Section 2. — *La question du Chantoung*
à la Conférence de la Paix en 1919

Après quatre ans de guerre, une dizaine de millions d'hommes avaient été tués ou blessés, pour plus de mille milliards de francs de biens avaient été détruits. Tous les peuples aspiraient à la paix et au retour à une civilisation plus humaine. A la suite de la défaite des armées des Empires centraux et de leurs alliés, suivie d'une Révolution populaire en Allemagne, l'armistice du 11 novembre 1918 fut signé et les puissances alliées ou associées se réunirent à Paris dans une Conférence des préliminaires de Paix. L'armistice expirant en janvier 1919, le conseil suprême de la guerre provoquait, le 12 janvier 1919, sa prolongation. Un nouveau délai fut imparti pour l'armistice et la Conférence commença son travail. Le nombre des délégués de chaque nation représentée fut fixé et la Conférence s'organisa. Le Conseil suprême de la guerre devint un nouvel organe : le Conseil des Dix, composé des chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie et de deux délégués japonais. Ce Conseil, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1919, dirigea la Conférence des

préliminaires de paix. En somme, ce Conseil des Dix constituait comme un organe directeur et toutes les décisions prises par la Conférence devaient d'abord être présentées à ce Conseil.

La Chine avait obtenu deux sièges à la Conférence en séance plénière, et la délégation chinoise était composée de cinq membres : M. Lou-Tseng-Tsiang, chef de la délégation; MM. Saoke, Alfred Sze, Wellington Koo, Tchen-Ting Wang et Sun Tchou Wei, plénipotentiaires. En avril 1919, la délégation chinoise présenta un exposé des revendications de son pays tendant à faire abroger par la Conférence les traités et notes conclus avec le Japon le 25 mai 1915, cette question dérivant exclusivement de la guerre entre les Etats alliés et associés et les Puissances centrales.

Les puissances ayant cependant estimé qu'il n'y avait pas de connexité entre cette question et les problèmes abordés par la Conférence, la question ne vint pas en discussion devant la Conférence. Le Président Wilson estima qu'il convenait de laisser régler le litige par la future Société des Nations.

La discussion, pourtant, aurait dû être abordée, car la Chine n'était pas une tierce puissance au sens ordinaire du mot et les rétrocessions et conventions entre l'Allemagne et le Japon cessaient d'être légitimes du fait de la déclaration de guerre du gouvernement chinois à l'Allemagne.

A la fin du mois de janvier 1914, le représentant japonais, le baron Makino, demanda la cession de la baie de Kiao-Tchéou, du territoire cédé à bail, du chemin de fer de Tsing-Tao à Tsinan et des droits

possédés par l'Allemagne dans le Chantoung avant la guerre. Le débat s'engagea donc ainsi, le point de vue chinois étant soutenu par les Etats-Unis, celui du Japon par les puissances alliées.

Le délégué chinois, M. Wellington Koo répondit que cette question était d'un intérêt vital pour la Chine et que la décision du Conseil ne pourrait être prise qu'après un exposé clair du gouvernement chinois. Dès le lendemain, 28 janvier, la question revint devant le Conseil et le délégué chinois déposa un memorandum de son gouvernement demandant la restitution directe du territoire de Kiao-Tchéou, du chemin de fer de Tsing-Tao à Tsinan, et des autres droits allemands concédés précédemment à l'Allemagne dans la province du Chantoung. Ce memorandum se fondait sur les droits de souveraineté territoriale de la Chine et les raisons qu'exposa le délégué chinois furent les suivantes :

1) Le territoire de Kiao-Tchéou cédé à bail fait partie intégrante du territoire chinois ;

2) Les habitants sont entièrement chinois de race, de langue et de religion ;

3) Le Chantoung est le berceau de la civilisation chinoise et considéré par le peuple chinois comme une terre sainte en Chine ;

4) Une sphère d'influence étrangère au Chantoung mènerait fatalement à la domination économique de la Chine du Nord par le Japon et menacerait le principe de la « porte ouverte » ;

5) La pénétration étrangère aurait pour effet l'exploitation des habitants chinois ;

6) Le territoire et le chemin de fer cédés à bail ont une grande importance stratégique pour la Chine ;

7) La restitution est indispensable pour une paix durable en Extrême-Orient.

Quant au retour du Chantoung à la Chine il ne peut s'opérer que par une restitution directe, car :

1) La Chine apprécie les sacrifices des alliés, mais ne peut pas abandonner ses droits territoriaux ;

2) L'occupation militaire japonaise étant temporaire, elle ne confère aucun titre à l'encontre des droits de la Chine, associée dans la guerre ;

3) Le procédé de la restitution est le plus simple et créera vraisemblablement moins de complications ;

4) Le traité relatif au Chantoung, à la suite des vingt-et-une demandes, est sujet à révision par la Conférence de la Paix ;

5) La déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne abroge expressément les droits du tenancier dont elle opère de plein droit la réversion : en tous cas, la convention déniait expressément à l'Allemagne le droit de transfert à une tierce puissance (1).

Le Président des Etats-Unis, M. Wilson, et son secrétaire d'Etat, M. Lansing, s'élevèrent contre les prétentions japonaises et M. Lansing déclara en séance que les prétentions japonaises devaient s'effacer devant le droit évident de la Chine.

Mais lorsqu'au cours des débats, le délégué japonais fut appuyé par les puissances alliées qui étaient

(1) Voir : Memorandum de la délégation chinoise à la Conférence de Paix 1919.

liées par les accords secrets, la décision finale fut prise par le Conseil des Quatre.

Le 22 avril, le Conseil des Quatre, c'est-à-dire le Conseil de Chefs de Gouvernement, se réunit. Il était composé de MM. Wilson, Lloyd George et Clémenteau, M. Orlando étant absent. La délégation chinoise constituée par MM. Lou Tseng-Tsiang et Wellington Koo était invitée à y assister. Le Président Wilson expliqua que la décision avait été prise à la satisfaction du Japon. Le délégué anglais, respectueux du traité d'alliance anglo-japonais de 1911, et les délégués des Puissances alliées au Japon par des accords secrets de 1917 restèrent opposés au point de vue chinois. Le délégué anglais, M. Lloyd George, invita la Chine à choisir entre le traité sino-japonais de 1915 et la cession au Japon des droits allemands au Chantoung. M. Wellington Koo démontra qu'une telle décision aurait pour résultat d'accroître le danger politique entre la Chine et le Japon et de menacer la paix, non seulement asiatique, mais du monde entier, car la solution préconisée par la Conférence étant contraire à la justice, l'opinion générale du peuple chinois ne manquerait pas de la condamner et ainsi l'entente sino-japonaise rencontrerait un obstacle grave et insurmontable.

A la suite de cette séance, la délégation américaine engagea le Japon à présenter à la Chine une déclaration écrite contenant promesse de restituer à la Chine, dans un avenir prochain, les droits allemands au Chantoung.

Cette décision était tout à fait injuste, puisqu'on

attribuait les droits territoriaux d'un Etat associé comme la Chine à un Etat allié, le Japon. La Chine avait ainsi perdu définitivement tous ses droits territoriaux sur le Chantoung au profit d'un allié, à la fin d'une guerre où, à titre d'Etat associé, elle était dans le camp des vainqueurs.

L'opinion mondiale a pourtant réagi dans une certaine mesure, et M. Léon Bourgeois a écrit dans son ouvrage intitulé « Le Traité de paix de Versailles » : « ...qu'il reste enfin une clause particulièrement critiquée du traité : c'est celle qui a empêché une des Puissances alliées d'y souscrire, et elle reste, pour l'instant, entre le Japon qui en profite, et la Chine qui s'en plaint, comme un point douloureux qu'il importe de supprimer. » (1).

Le 4 mai 1919, M. Lou-Tseng-Tsiang, chef de la délégation chinoise, adressa au Conseil une protestation formelle du gouvernement chinois qui trouvait incompatible avec les droits de souveraineté nationale qu'une partie du territoire chinois reste aux mains d'une nation étrangère. Le gouvernement chinois ordonna donc à sa délégation à la Conférence d'exposer formellement à nouveau le point de vue chinois et de faire savoir que la délégation chinoise ne signerait le traité de Versailles qu'avec réserve relativement aux articles 156, 157, 158 touchant la question du Chantoung. C'est ainsi que faute de pouvoir se concilier, la délégation chinoise dut s'abstenir de signer le traité de Versailles.

(1) Voir : Léon Bourgeois, *Le Traité de paix de Versailles*, chap. IV, p. 66.

La controverse ne fut reprise que lors de la Conférence sur la limitation des armements tenue à Washington, de novembre 1921 à février 1922.

Section 3. — *La question du Chantoung*
à la Conférence de Washington de 1921-1922.

Après la décision inouïe de la Conférence de la Paix, qui faisait au Japon le généreux cadeau du territoire de Kiao-Tchéou et du chemin de fer de Kiao-Tchéou-Tsinan, la délégation chinoise avait donc refusé de signer le traité de Versailles. L'opinion publique condamnait cette acquisition japonaise semblable à une soustraction frauduleuse et moralement illégitime. De plus, le peuple chinois considérait comme sans valeur la solution contenue dans les articles 156, 157, 158 du traité de Versailles, puisque la Chine n'avait pas signé ces dispositions, de même que le traité intervenu à la suite des vingt-et-une demandes imposé par le Japon sous la seule menace de guerre, et de même, enfin, que l'accord sino-japonais de 1915 repoussé par le Parlement et par suite sans valeur authentique aux termes de la constitution nationale chinoise.

De son côté, le Japon n'ignorait pas que la question du Chantoung est un point douloureux pour le peuple chinois. Aussi a-t-il voulu renforcer sa position et, lorsqu'en janvier 1921, les généraux nordistes de la Chine agissant avec l'appui du gouvernement ja-

ponais (1) ont été au pouvoir à Pékin, le gouvernement japonais a demandé de régler la question du Chantoung à l'aide de négociations directes, mais en raison de l'opposition violente de l'opinion publique, cette première tentative du gouvernement japonais échoua complètement.

En 1921, sur l'initiative du gouvernement des Etats-Unis, les Puissances furent invitées à participer à la Conférence de Washington. Le programme officiel de la Conférence était la limitation des armements et le règlement de la question du Pacifique et d'Extrême-Orient. Le Japon craignant que la Chine ne portât ses doléances devant la Conférence, proposa une fois de plus de négocier directement la question du Chantoung, mais l'opinion publique opposa une résistance si vive, que le gouvernement de Pékin ne se résolut pas à l'accepter.

Le projet américain de Conférence internationale ayant été accueilli favorablement par les divers gouvernements, le Président des Etats-Unis, M. Harding, lança aux puissances une invitation officielle le 10 juillet 1921 et la Chine et le Japon furent invités.

En novembre 1921, la question devait être discutée devant la Conférence, mais sur la proposition de MM. Hughes, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, et Balfour, lord-premier ministre de la Grande-Bretagne, repré-

(1) Voir : Problem of the Pacific 1929, Proceedings of the Third conference of the Institute of Pacific Relation, p. 536. Le professeur japonais, M. Masamichi Royama, écrit : « Le Japon a parfois soutenu, en Chine, tantôt telle partie, tantôt telle autre, ignorant dans certaines occasions le gouvernement central et négociant avec les gouvernements locaux. »

sentant leurs gouvernements à la Conférence on tenta d'avoir recours à des pourparlers directs entre les délégations chinoises et japonaises.

M. Alfred Sze déclara que « la délégation chinoise n'avait ni sollicité, ni demandé la réunion des délégations chinoises et japonaises à la séance de la commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, attendu que le Gouvernement et le peuple de la Chine avaient toujours espéré qu'ils pourraient soumettre cette très importante question à l'examen de la Conférence dans l'espoir d'obtenir un règlement libéral et juste. Cependant le Gouvernement chinois appréciant cordialement la sympathie amicale et l'intérêt que MM. Hughes et Balfour lui avaient manifesté en offrant leurs bons offices, etc... »

La discussion directe entre les délégations chinoises et japonaises fut donc engagée, de nombreuses difficultés furent rencontrées et les négociations entre les deux Etats furent plusieurs fois interrompues et reprises. Après plusieurs semaines de discussion, le Japon ne fit que certaines concessions sans importance et son attitude montra que le Japon était vraiment irréconciliable. Jusqu'à la fin de la première semaine du mois de janvier les pourparlers entre les deux Etats n'avancèrent pas et l'entente directe s'avérait impossible. Pourtant, grâce à l'intervention du Président Harding, le 25 janvier, le Japon fit quelques concessions transactionnelles, un accord fut conclu le 27 janvier et le traité signé le 4 février 1922 entre la Chine et le Japon contenait les clauses suivantes .

1) Dans les six mois de la signature du traité, le

Japon restituera à la Chine le territoire de Kiao-Tchéou avec le domaine public qu'il comporte, sans indemnité, sauf pour les améliorations apportées pendant l'occupation japonaise. Les troupes japonaises seront retirées en même temps. La douane de Tsing-tao sera incorporée au système général des douanes chinoises.

2) Le chemin de fer du Chantoung sera transféré à la Chine au plus tard dans les neuf mois à compter de la signature du traité. Sa valeur sera fixée par une Commission sur la base approximative de cinquante-trois millions de dollars-or et le montant en sera payé au Japon par des bons du Trésor chinois garantis par les biens et les revenus du chemin de fer. La ligne sera placée sous le contrôle d'un directeur et d'un contrôleur financier japonais jusqu'au paiement complet.

3) Les mines de charbon et de fer appartenant antérieurement à la compagnie allemande du chemin de fer du Chantoung seront exploitées par une compagnie chinoise dans laquelle les capitaux seront partagés entre la Chine et le Japon.

4) Le Japon renonce à l'établissement d'une concession japonaise dans le territoire à bail et la Chine ouvre l'ensemble du territoire au commerce international.

5) La Chine pourra racheter, pour les incorporer à la gabelle du sel, les marais salants exploités par les Japonais dans le territoire à bail, sous réserve qu'une quantité raisonnable de sel sera accordée à l'exploitation japonaise.

6) Le Japon renonce à toute réclamation sur les câbles Tsing-tao-Tchéfou et Tsing-tao-Changhai et transfère à la Chine les stations de T.S.F. de Tsing-tao et de Tsinan. Il renonce à tous droits préférentiels touchant la protection étrangère des personnes, des capitaux et des matériaux stipulés entre la Chine et l'Allemagne dans la convention de 1893.

Nous devons nous féliciter de ce que la question du Chantoung ait pu être résolue à la Conférence de Washington, grâce à l'aide des Etats-Unis et de ce qu'ainsi la Chine ait vu ses revendications accueillies avec plus de justice qu'à la Conférence de la Paix à Paris.

Toutes les autres résolutions de la Conférence de Washington de 1921-1922 relatives à la Chine, n'avaient qu'une valeur théorique, à l'exception de la question du Chantoung qui présentait un intérêt immédiat et pratique.

CHAPITRE III

LE PRINCIPE DE LA « PORTE OUVERTE »

A LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON

La Chine est restée, en fait, tout au long des premiers siècles de ses rapports avec des Occidentaux pris individuellement, un pays isolé de toute influence occidentale. Cet isolement ne pouvait que prendre fin lorsque le développement des communications a diminué les distances au début du dix-neuvième siècle.

Toutefois, le pays n'était pas prêt pour ces nouveaux contacts lorsque ces derniers se produisirent. A la suite du traité de Nankin qui mit fin à la guerre de 1842, un certain nombre de ports furent ouverts au commerce et à la résidence des étrangers. Des influences étrangères s'exercèrent ainsi après une série de traités antérieurs conclus entre la Chine et les autres puissances, la Chine s'ouvrit au commerce étranger de toutes les nations contractantes sans distinction. Mais pour des raisons géographiques, l'influence de certaine puissance a dominé sur une portion particulière du territoire chinois, il s'agit de la Mandchourie où l'influence japonaise a cherché à expulser toutes les autres influences étrangères et à se réserver des droits pour ses nationaux seuls. C'est ainsi que lorsque le maintien du principe de la « porte ouverte » au commerce étranger fut mis en question en 1921-1922, le Japon rencontra des adversaires à la Conférence de Washington et la contradiction entre les gouvernements anglo-américain et celui de l'Empire du Soleil levant fut redoutable.

Section 1. — *La sphère d'intérêt ou sphère d'influence et le principe de la « porte ouverte »*

C'est l'Allemagne qui, la première, a réclamé une sphère d'intérêt ou d'influence sur le territoire de la province de Chantoung. Les autres puissances agirent immédiatement de la même façon sur d'autres parties du territoire de la Chine. Ces revendications sont basées : soit sur des accords ou traités conclus entre

la Chine et les puissances étrangères, dans des circonstances où la Chine n'était pas libre de manifester sa propre volonté (tel que la convention du 6 mars 1889 imposée par l'Allemagne relativement à la cession à bail de Kiao-tchéou et les traités et notes du 25 mai 1915 conclus et échangés sous la pression du Japon à la suite des vingt-et-une demandes accompagnant un ultimatum et une menace de guerre), soit sur des conventions et accords secrets conclus entre les puissances et où la Chine n'a pas été partie contractante, tels la convention secrète russo-japonaise du 30 juillet 1907 et l'accord anglo-allemand du 2 septembre 1898 concernant la construction des chemins de fer.

Lorsqu'en 1921, la Chine fut invitée à assister à la Conférence de Washington, M. Koo, Président de la délégation chinoise à la Conférence, présenta à la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, au sujet du principe de la porte ouverte et de l'égalité des chances, un projet de résolution aux termes duquel, « les puissances conviennent de ne conclure entre elles aucun traité ni accord affectant directement la Chine ou la paix de ces régions sans en faire au préalable notification à la Chine et lui fournir les moyens d'y participer ».

M. Koo montra que les accords se divisent en deux catégories, l'une se composant d'engagements réciproques de s'abstenir de certaines mesures sur des territoires chinois déterminés, l'autre se composant d'engagements de sauvegarde et de défense mutuelle des intérêts communs de toutes les nations étrangères en

Chine, ou des intérêts particuliers réclamés par les parties contractantes.

A ainsi le caractère d'un engagement de la première catégorie, celui qui dispose que l'une des parties contractantes ne recherchera par l'exploitation des mines, la construction des voies ferrées et la fourniture des capitaux dans une région déterminée, à la condition que les autres parties contractantes s'engagent semblablement à ne pas rechercher les dits privilèges dans une autre région déterminée.

C'est ce véritable monopole économique des puissances contractantes qui a imposé à la Chine de ne consulter aucune des autres puissances tierces, quoique l'intérêt de la Chine eût été d'ouvrir son territoire à des conditions égales ou bien à des conditions qu'elle fixera librement de sa volonté aux fournisseurs, aux entrepreneurs étrangers à sa convenance. Mais c'est la sphère d'intérêt ou d'influence qui a contraint la Chine de se livrer à l'exploitation de telle nation déterminée.

Les accords de la deuxième catégorie concernent, par exemple, l'assistance que se promettent les nations pour défendre leurs intérêts généraux en Extrême-Orient et spécialement en Chine.

Ces engagements comportent : soit une déclaration des parties contractantes de maintenir la paix et la tranquillité dans certaines régions voisines de leur zone d'influence, soit une déclaration faite par certaines puissances contractantes de s'entraider pour la défense de droits spéciaux dans une région déterminée.

Tous les accords et engagements de ce genre sont

relatifs aux droits territoriaux qui sont pour la Chine d'un intérêt vital. Le gouvernement chinois aurait pourtant le droit strict d'être consulté sur tous les accords qui touchent à ses intérêts politique, économique, et social. Mais l'effet des accords entre Puissances étrangères créant des sphères d'intérêt ou d'influence politique ou économique a été de retirer à la Chine toute liberté d'action.

M. Balfour, au nom de la délégation anglaise, répondit au projet chinois en exposant le point de vue anglais ; les sphères d'intérêt sont des choses du passé, disait-il. A une époque où la pénétration russe et allemande s'est faite plus aiguë en Chine, les autres puissances ont voulu empêcher le morcellement de ce pays dans l'intérêt de la Chine elle-même aussi bien que dans leur propre intérêt. C'est une conséquence de la faiblesse de la Chine.

Le délégué anglais a préconisé comme remède au mal dont souffre la Chine la suppression dans l'avenir de tous traités secrets. De fait, la plupart des puissances représentées à la Conférence étaient membres de la Société des Nations et par suite, elles sont obligées en vertu de l'article 18 du Pacte de faire enregistrer leurs traités par le Secrétariat de la S.D.N. qui les publie le plus rapidement possible.

Mais en réalité, l'article 18 du Pacte de la Société des Nations n'empêche pas les Puissances de conclure dans l'avenir des traités secrets touchant à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique et économique de la Chine et en outre, les puissances qui ne sont pas signataires du Pacte n'ont pas à respecter cet article 18.

Après une certaine discussion à la Conférence, l'accord se fit finalement sur la solution suivant laquelle les puissances « déclarent que leur intention est de ne participer à aucun traité, accord, arrangement ou entente soit entre elles, soit séparément ou collectivement, avec une ou plusieurs puissances, qui porterait atteinte ou contreviendrait aux principes déclarés dans la résolution adoptée le 21 novembre » (1).

En présence de l'insuffisance de cette résolution, la délégation chinoise demanda aux puissances représentées de renoncer formellement à leurs sphères d'intérêt ou d'influence. M. Wang expliqua que ces sphères constituent une injustice et nuisent à l'intérêt de la Chine comme à celui des puissances étrangères constituant une entrave au développement économique de la Chine. Les puissances qui revendiquent des sphères d'influence semblent penser qu'elles créent une sorte de droit de garde réservant à leur exploitation exclusive certaines parties du territoire de la Chine. Cette politique ne tient pas compte des besoins normaux, économiques et sociaux du peuple chinois et elle fait obstacle à un libre choix des marchandises achetées, des experts consultés, et entrave l'apport naturel des capitaux disponibles dans tel ou tel pays. De plus, cette politique viole le principe de l'égalité des chances au commerce et industrie de tous les pays. Au lieu de partager les avantages et les chances avec

(1) Voir : Documents diplomatiques, Conférence de Washington, p. 33. La déclaration relative à la Chine. Les quatre paragraphes forment l'article premier du Traité signé par les neuf puissances, 6 février 1922.

d'autres puissances sur un pied d'égalité, la puissance se crée un monopole en prétendant posséder sur une portion du territoire chinois des droits exclusifs ou préférentiels et certains privilèges pour la concession de mines, soit pour la construction de chemins de fer, soit pour le prêt des capitaux ou l'apport de moyens financiers dans les entreprises industrielles. Enfin, la revendication émise par une puissance a cet inconvénient d'entraîner toujours des revendications semblables de la part des autres puissances sur différentes portions du territoire chinois, ces prétentions ne recherchant parfois que des buts politiques sous couvert de buts économiques.

Le résultat final de cette politique est une entrave à l'unification et à un développement économique harmonieux de la Chine entière. En outre, la création à l'intérieur du territoire d'un certain nombre de sphères économiques rivales menace l'indépendance et l'intégrité territoriale et politique de la Chine et crée des rivalités entre Puissances étrangères et constitue ainsi une source de troubles nuisibles à la paix en Extrême-Orient et aussi dans le monde entier.

C'est pour toutes ces raisons judiciaires que la délégation chinoise n'a cessé de demander aux puissances représentées à la Conférence de renoncer à toutes revendications tendant à l'octroi d'une sphère d'intérêt ou d'influence et à la concession de droits spéciaux dans les limites du territoire de la Chine.

A la demande de M. Root, délégué des Etats-Unis à la Conférence, M. Wang déposa une liste des stipulations restrictives dont la Chine souhaitait d'être libé-

rée. Cette liste comprend les traités et conventions ci-dessous :

1) Traités sino-japonais et échanges de notes du 25 mai 1915.

2) Accords entre les puissances au sujet de la Chine.

1. Accord franco-japonais du 10 juin 1907.
2. Traité anglo-japonais du 13 juillet 1911.
3. Convention russo-japonaise du 30 juillet 1907.
4. Convention secrète russo-japonaise du 30 juillet 1907.
5. Convention russo-japonaise du 4 juillet 1910.
6. Convention secrète russo-japonaise du 4 juillet 1910.
7. Convention russo-japonaise du 8 juillet 1912.
8. Conventions russo-japonaises du 3 juillet 1916.
9. Traité secret d'alliance russo-japonaise du 3 juillet 1916.
10. Echange de notes américaines-japonaises du 2 novembre 1917 (accord Lansing-Ishii).
11. Echange de notes américaines-japonaises du 30 novembre 1917 (accord Root-Takahira).
12. Accord franco-anglais du 15 janvier 1896, article IV.
13. Accord anglo-russe du 28 avril 1899.
14. Accord anglo-allemand du 2 septembre 1898.

3) Engagements et accords qui semblent créer ou reconnaître l'existence de sphères d'intérêts.

Les autres engagements ou accords en vigueur octroyant des droits de préférence ou de monopole à cer-

taines puissances ou à leurs ressortissants seront examinés en même temps que la question de la porte ouverte.

4) Accord de non-aliénation :

1. Haïnan.
2. Vallée du Yangtsé.
3. Frontière du Tonkin.
4. Foukien.
5. Littoral de la Chine.

La liste présentée par la délégation chinoise comportant en première ligne la révision du traité sino-japonais et des notes échangées le 25 mai 1915, l'opposition de M. Hanikara, délégué japonais, se manifesta aussitôt et l'on commença à discuter les vingt et une demandes. La question des sphères d'intérêt ne fut donc reprise que plus tard.

Enfin la résolution concernant les sphères d'intérêt ou d'influence fut adoptée par la Commission et devint l'article 4 du traité des neuf Puissances conçu dans les termes suivants :

« Les puissances contractantes conviennent de ne pas donner leur appui à des accords qui seraient conclus entre les ressortissants respectifs avec l'intention d'établir au profit de ces derniers des sphères d'influence ou de leur assurer des avantages exclusifs dans des régions déterminées du territoire chinois ».

La résolution concernant les sphères d'influence n'était qu'une résolution pour l'avenir et les obstacles que rencontrait le gouvernement chinois, en ce qui

concerne les anciennes sphères d'influence, étaient encore nombreux.

Section 2. — *Le principe de la porte ouverte
à la Conférence de Washington*

Lorsqu'en 1919, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne proposèrent d'organiser un consortium financier en Chine, le but essentiel du consortium était d'harmoniser les intérêts généraux des diverses puissances en Chine. Mais en réalité, les Anglo-Saxons prévoyaient que l'expansion particulière de l'influence japonaise s'acheminerait vers une domination économique en Chine et ils voulaient l'arrêter ou tout au moins y participer.

En janvier 1922, le principe de la porte ouverte fut porté devant la Commission du Pacifique et d'Extrême-Orient. La politique des Anglo-saxons est restée la même et il apparut très nettement qu'à la Conférence de Washington le but principal des Américains était l'adoption du principe de la porte ouverte. M. Hughes (Etats-Unis) proposa que les puissances représentées s'engageassent à ne pas rechercher ou aider leurs nationaux à rechercher sur une région déterminée de la Chine des intérêts et droits spéciaux qui constitueraient un monopole quelconque ou un privilège exclusif empêchant d'y participer des nationaux d'autres puissances. Cette proposition fut appuyée par Sir Anckland Geddes, délégué anglais, et ce dernier suggéra qu'elle pourrait être soumise à l'appréciation d'un comité consultatif.

Le 17 janvier 1922, le texte fut présenté à la Commission et M. Albert Sarraut, délégué français, refusa formellement de réviser les droits acquis. M. le baron Shidehara, délégué japonais, ne manqua pas cette occasion de se dire d'accord avec la France et le Japon pour faire disparaître de la proposition la clause visant la suppression des privilèges déjà existants.

L'accord se fit finalement sur deux projets de résolution relatifs, l'un à l'unification des chemins de fer chinois, l'autre à l'égalité de traitement pour tous les étrangers employés par les chemins de fer chinois.

M. Wellington Koo exposa alors trois suggestions :

Premièrement, que tous les droits possédés par les diverses puissances en Chine soient publiés.

Deuxièmement, que le principe de la publicité soit étendu à tous les engagements relatifs à la Chine.

Enfin, troisièmement, que la Commission discutât la validité de ces engagements et prit des mesures pour harmoniser entre eux ces engagements suivant les principes adoptés par la Commission. Ces suggestions furent appuyées par M. Hughes et Sir Anckland Geddes se déclara le premier prêt à publier la liste des engagements britanniques. M. Shidehara fit des réserves pour les engagements résultant de contrats privés, motif pris de ce que le gouvernement japonais les ignorait.

A la fin du mois de janvier 1922, M. Hughes apporta à la Commission un projet tendant à la résolution de tous traités, conventions, échanges de notes ou autres accords internationaux que les puissances pourraient avoir avec la Chine ou avec une ou d'autres puissan-

ces concernant la Chine ; en outre, de tous contrats entre leurs nationaux d'une part, et le Gouvernement Chinois ou l'une de ses subdivisions administratives, d'autre part, contenant concession, franchise, option, ou préférence touchant la construction des chemins de fer, les mines, les forêts, la navigation, les travaux de rivière, les travaux de ports, les communications électriques ou autres travaux publics ou services publics, la vente des armes et munitions, ou ayant enfin un contre-coup sur les revenus et propriétés du Gouvernement chinois actuel et des Gouvernements de provinces ou comportant de la part de la Chine ou des provinces, une obligation financière dépassant un million de dollars-argent.

La proposition Hughes prévoyait encore que la publication des contrats privés ne pourrait en aucune façon engager la responsabilité des gouvernements et ne donnerait qu'une valeur indicative aux-dits contrats.

Enfin, la résolution consacrant le principe de la porte ouverte et de l'égalité des chances après avoir été remanié fut finalement voté par la Commission et adopté par la Conférence, cette résolution devint l'article 3 du Traité des neuf Puissances dont le texte est le suivant ;

« En vue d'appliquer avec plus d'efficacité le principe de la porte ouverte ou des chances égales pour le commerce et industrie de toutes les nations, les Puissances contractantes autres que la Chine conviennent de ne pas rechercher ni aider leurs ressortissants à rechercher :

« a) La conclusion d'accords qui tendraient à établir en faveur de leurs intérêts des droits généraux supérieurs à ceux des autres touchant le développement commercial ou économique dans une région déterminée de la Chine ;

« b) L'obtention de monopoles ou traitement préférentiels de nature à priver les ressortissants d'autres puissances du droit d'entreprendre en Chine toute forme légitime de commerce ou d'industrie, ou de participer soit avec le Gouvernement chinois, soit avec des autorités locales à toute catégorie d'entreprises ayant un caractère public — ou de monopoles ou traitements préférentiels qui, en raison de leur portée, de leur durée ou de leur étendue territoriale — seraient de nature à constituer en pratique une violation du principe des chances égales. Toutefois le présent accord ne devra pas être interprété comme interdisant l'acquisition de tels biens ou droits qui pourraient être nécessaires soit à la conduite d'entreprises particulières, commerciales, industrielles ou financières, soit à l'encouragement d'inventions et recherches.

« La Chine s'engage à adopter les principes ci-dessus comme guides en ce qui concerne la suite à donner aux demandes de droits et privilèges économiques de la part du Gouvernement ou ressortissants de tous pays étrangers, qu'ils fussent ou non partie au présent traité. »

La résolution concernant la publicité des engagements contractés par la Chine ou relativement à la Chine, ne peut avoir comme résultat que d'empêcher

ou tout au moins diminuer l'ambition des puissances à l'égard de la Chine, mais elle n'a donné aucune garantie quant aux engagements qui atteindraient la souveraineté ou l'indépendance politique ou économique de la Chine. Cela n'a pas empêché le Japon et la Russie de conclure en 1924 un traité secret, concernant la Mandchourie, la Mongolie et le Turkestan chinois sans que le Gouvernement chinois en ait été prévenu au préalable. D'autre part, cette résolution est dépourvue de sanction et par conséquent elle est sans intérêt pratique pour la Chine.

Quant à l'application du principe de la porte ouverte, auquel la Chine s'est ralliée spontanément, il ouvre l'immense marché aux commerces, industries et financiers étrangers. Il en résulta malheureusement qu'au cours de ces dernières années l'Impérialisme japonais a conquis la Mandchourie et conquerra sur la Mongolie et la Chine du Nord ; la menace d'annexion du territoire chinois par l'Impérialisme japonais mettant en péril l'application du principe de la porte ouverte sur un territoire qui est occupé actuellement par la force militaire japonaise. Les signataires du Traité des Neuf Puissances autres que le Japon ont signé le Traité et le principe de la porte ouverte en Chine particulièrement en Mandchourie a été stipulé dans l'intérêt propre de la Chine aussi, comme des puissances signataires. Or actuellement, le Japon détourne ce droit à son profit.

CHAPITRE IV

COLLABORATION DE LA CHINE

A L'ŒUVRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Alors que presque toutes les Puissances avaient ratifié le Traité de Versailles signé par leurs représentants, la Chine mortifiée par les articles 156-157-158 du Traité s'était refusée à donner sa signature. Mais elle décida néanmoins, de participer à la future Société des Nations pour collaborer à la sauvegarde de la paix mondiale.

Le 25 janvier 1919, la Conférence de la Paix s'était donc ouverte en deuxième séance plénière, dans le but « de créer une Ligue des Nations, organe de coopération internationale, qui assurera l'accomplissement des obligations internationales contractées et fournira des sauvegardes contre la guerre ».

Rendez-vous de chefs d'Etats et de premiers ministres, elle comptait de grands dirigeants : pour les Etats-Unis : Wilson, pour l'Italie : Orlando, pour la Belgique : Heymans, pour le Brésil : Epitacio Pêsoa, pour la Grèce : Venizelos, pour la Serbie : Vesnitch, pour la Tchécoslovaquie : Kramar ; sans parler pour la Grande-Bretagne, de Lord Robert Cecil et la France, de M. Léon Bourgeois, car ni Lloyd George, ni Clémenteau n'avaient cru pouvoir entrer dans cette commission, sans affaiblir l'éclat de la présence du premier représentant des Etats-Unis. Il y avait, à côté du prési-

dent Wilson, son confident et ami le colonel House ; il y avait à côté de M. Léon Bourgeois, le doyen Larnande, à côté d'Orlando, le fin juriste Scialoja.

La commission commença ses travaux dans l'appartement du colonel House, à l'Hôtel Crillon.

Les principales Puissances comptaient dans la Commission deux membres. Les autres Etats : Belgique, Brésil, Chine, Portugal, Serbie auxquels furent joints ensuite la Grèce, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, n'en comptaient qu'un.

Les représentants des Etats « à moindre intérêt » soulevèrent des protestations contre l'inégalité dans la représentation, notamment la Belgique et le Brésil auxquels se joignit la Chine, dont le délégué M. Lou-Tseng-Tsiang déclara : « Je désire faire appel à l'esprit d'équité des membres de la Conférence pour que les délégués techniques puissent largement contribuer aux travaux des différentes Commissions. On a exprimé le désir, au point de vue de la représentation par des délégués, que le principe de l'égalité des Etats soit la base de la Société des Nations. Peut-être me serait-il permis de faire une suggestion. J'ai entendu dire par notre honorable collègue, il y a un instant : « Il a été décidé ceci, il a été décidé cela ». J'ai personnellement l'expérience de deux Conférences de la Paix et, tout à l'heure, M. Léon Bourgeois a bien voulu y faire allusion : j'espère que la présente Conférence fera une œuvre beaucoup plus intéressante et beaucoup plus humanitaire en consacrant les efforts des deux premières dans lesquelles une liste des délégués avait été établie et où chaque délégation s'intéressant

au travail d'une Commission avait le droit de désigner un ou deux membres pour y siéger ».

Ces protestations furent vaines.

Le 14 février 1919, dans la troisième séance plénière, de la Conférence de la Paix, le président Wilson lut et commenta le projet de Pacte, en vingt-six articles. « Un corps de Délégués, un Conseil exécutif, un Secrétariat permanent, c'est là tout l'organisme qu'on se propose d'établir ». Tout cas de guerre doit être soumis ou à un arbitrage, ou à un examen par le Conseil exécutif. Lord Robert Cecil insiste : « aucune nation ne doit faire la guerre avant que tous les moyens de régler le différend n'aient été essayés pleinement. Aucun peuple ne devra entreprendre quoi que ce soit contre l'indépendance d'un peuple.

M. Léon Bourgeois ajoute : « Le Conseil des Délégués représente le principe de l'égalité des Etats. Le Comité exécutif a une autre tâche. Il est nécessaire d'y donner une part prépondérante à ceux qui ont la garde des intérêts généraux, mais une large part y est faite également aux petits Etats... Chaque Etat doit entretenir une force suffisante pour que, par la réunion des forces des différents Etats associés, la Société des Nations soit sûre de pouvoir à son tour faire prévaloir sa volonté.

Après une discussion générale préliminaire sur le rapport présenté et commenté par le président Wilson, ce rapport fut déposé sur le bureau de la Conférence en vue d'un examen ultérieur par toutes les Puissances représentées.

Quant aux projets de Pacte de la Grande-Bretagne,

de la France et de l'Italie, ils devaient être ultérieurement présentés.

Lors de l'élaboration du Pacte, la Chine se déclara entièrement solidaire avec toutes les nations, toujours fidèle à ses obligations et hautement intéressée au maintien de la paix mondiale. Elle s'associa sans réserve au noble but de la Conférence de la Paix, tendant à créer une coopération internationale destinée à assurer l'accomplissement des obligations internationales contractées. Elle s'est déclarée prête à fournir des sauvegardes contre la guerre et c'est dans cet esprit que la Chine a collaboré à la Société des Nations, de telle sorte que l'Assemblée de la Société des Nations a été conduite à élire la Chine, membre du Conseil, au mois de septembre 1931.

Il est certain que la paix ne pourra s'instaurer qu'après la révision d'un certain nombre de grandes injustices, de même qu'aucune paix — il faut en être bien persuadé — ne peut se fonder d'une manière durable que si elle ne commet à son tour aucune autre grande injustice. Ce sont de ces vérités qu'on ne peut contester et qu'on peut seulement — et vainement d'ailleurs — tenter de cacher.

Avant la création de la Société des Nations, les Conférences de La Haye de 1899 et de 1907 n'avaient abordé la question de l'organisation de la paix que d'une manière extrêmement timide. Elles acceptaient tous les faits accomplis ; ce qu'elles voulaient, c'était simplement à l'avenir restreindre les occasions de guerre en formant une organisation juridique d'un caractère net et ferme, tel que, désormais les différends

qui surgiraient et qui jamais ne pourraient troubler les possessions du jour (c'est-à-dire de 1899 et de 1907) trouveraient une résolution pacifique.

La Société des Nations, au contraire, procédait d'une idée théorique aussi bien que pratique. Dès avant le Pacte, il apparaissait que les Etats-Unis avaient été poussés dans la guerre par un double but : le droit, la paix. Il fallait donc une organisation introduisant la justice dans les rapports internationaux, en plein accord avec ce fait que l'opinion générale des Américains a toujours été en faveur de la création d'une cour mondiale, à caractère obligatoire, de justice internationale. Les Etats-Unis ont toujours eu un idéal en pleine harmonie avec l'idéal de justice : c'est l'idéal de la paix et cet idéal de paix s'est particulièrement fortifié, d'abord sous le régime de neutralité de 1914-1917, puis à partir de l'entrée en guerre des Etats-Unis, sous le régime de la belligérance. Les Etats-Unis ont lutté pour une idée. Sans doute, ils se proposaient un résultat pratique, mais ce résultat pratique était l'organisation de la paix sur des bases de justice.

Après le retour du Président Wilson en Europe, le texte définitif du Pacte fut approuvé par la Conférence, l'organisation de la paix par la Société des Nations reçut la garantie expressément prescrite par le texte. Au point de vue positif, l'article 10 du Pacte interdit formellement l'agression extérieure et proclame le maintien de l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats membres de la Société. Au point de vue négatif, l'article 8 prescrit la réduc-

tion des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales.

Quoi qu'il en soit, l'interdiction d'agression extérieure a été stipulée formellement dans le Pacte, mais les agresseurs de la Paix n'ont guère respecté cette obligation. L'Impérialisme japonais combat et combattra de plus en plus sur le Pacifique. La Chine a fait tous ses efforts pour remplir toutes ses obligations internationales en vertu du Pacte, malgré l'invasion japonaise devenue de plus en plus intolérable. Nous examinerons cette question dans la partie suivante.

Par ailleurs, la renaissance d'un jeune patriotisme en Europe centrale, l'arrivée au pouvoir du Parti de la Croix gammée constituent des dangers pour la paix et une menace de guerre. Le danger a été déjà en s'accroissant en Extrême-Orient, il en sera peut-être aussi ainsi en Occident.

TROISIÈME PARTIE

LE CONFLIT SINO-JAPONAIS ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'histoire des relations sino-japonaises au cours des soixante-dix dernières années montre l'importance des conflits qui sont survenus entre les deux nations voisines. La Chine a souffert et continue à souffrir d'une série d'attaques ininterrompues et d'empiètements poursuivis au détriment de sa souveraineté par le gouvernement du Japon. Les procédés de ce dernier sont vraiment inadmissibles et intolérables en droit comme en fait. Nous examinerons la question suivant le plan suivant :

- 1) Histoire sommaire.
- 2) L'affaire de Mandchourie et l'agression japonaise devant le Pacte.
- 3) La violation des lois de la guerre et du droit des gens.

Enfin, dans le dernier chapitre, nous exposerons comment nous pouvons concevoir une solution définitive du conflit sino-japonais.

CHAPITRE I

HISTORIQUE SOMMAIRE

Pour connaître l'histoire des relations sino-japonaises, nous distinguerons deux périodes :

L'une est celle de l'Empire chinois avant la Révolution de 1911 et l'autre celle de la République chinoise après la Révolution.

Section I

La période de l'Empire chinois

En 1871, une grande barque de pêche japonaise vint sur la côte orientale de l'île de Formose et un conflit entre les tribus locales et les matelots de l'équipage japonais fut immédiat. La correspondance diplomatique n'aboutit à rien de décisif. Mais le 19 mai 1874, le gouvernement japonais remit une note comminatoire à Pékin demandant la co-suzeraineté des îles de Lieou-Kiou à la suite d'un débarquement des troupes japonaises dans la baie de Liang-Kiao au sud-ouest de Formose. La Chine dut renoncer à la co-suzeraineté de ces îles et expédia ses troupes dans le Nord et à l'Ouest de l'île. Ce n'est qu'ainsi que la guerre put être évitée entre les deux pays, grâce d'ailleurs aux bons offices de M. Wade, ministre de la Grande-Bretagne. En 1879, les îles de Lieou-Kieou furent annexées par le Japon.

En 1876, le Japon ne cessait d'intriguer en Corée.

Une démonstration navale japonaise fut faite devant le port coréen de Fusan, suivie de près par l'attaque d'un navire hydrographe japonais sur les longues côtes de Corée. La Chine possédait un droit de suzerain sur la Corée, qui lui payait tribut et lui laissait y entretenir des garnisons depuis des siècles.

Dès le début de ces incidents, le Japon débarqua ses troupes et habilement pressa le gouvernement coréen de lui livrer le pouvoir sous prétexte de l'aider à s'affranchir de la suzeraineté chinoise.

Les provocations japonaises incitèrent les indigènes à s'insurger contre le gouvernement coréen et en 1882-1884, les Japonais apportèrent une première atteinte aux droits de suzeraineté du gouvernement chinois en signant la convention de Tientsin. Jusqu'à 1894, ce litige sino-japonais à propos de la Corée s'aggrava et il devint impossible de régler le conflit par la voie diplomatique. La guerre sino-japonaise éclata le 27 juillet 1894, et après la défaite complète des armées chinoises, le traité de Shimonoseki (17 août 1894) fut signé, par lequel la Chine fut obligée de reconnaître l'indépendance de la Corée, de céder au Japon, Formose, les îles Pescadores et la péninsule de Liao-Toung et de payer une indemnité de guerre de 200 millions de taëls (1.444 millions de francs environ). Pourtant, sur les instances pressantes de la Russie, de la France et de l'Allemagne qui estimaient que la possession de la péninsule de Liao-Toung par le Japon constituait une menace permanente pour la capitale de la Chine et rendait illusoire l'indépendance de la Corée, le Japon, malgré la réserve favorable de

l'Angleterre, dut se résigner à rétrocéder le Liao-Toung à la Chine, moyennant une indemnité supplémentaire de 30 millions de taëls. Quant à la guerre de 1904, elle éclata par suite de la rivalité de la Russie et du Japon qui prétendaient l'un et l'autre exercer une influence prépondérante sur la Mandchourie, partie intégrante du territoire chinois, et sur la Corée, Etat indépendant.

Section II

La période postérieure à la Révolution chinoise de 1911

Le Japon, à la faveur de la guerre mondiale, a sommé l'Allemagne de lui remettre le territoire à bail de Kiao-Tcheou et à présenter à la Chine les « vingt-et-une demandes » de 1915.

Nous avons étudié cette question dans la partie précédente. Quant à l'après-guerre, on peut noter que malgré la résolution de la Conférence de Washington et les accords de 1922, le Japon ne s'est pas résigné à la perte définitive des anciens droits allemands sur le Chantoung et à l'évacuation des postes qu'il occupait sur la voie ferrée de Tsing-tao à Tsinan. En 1927, lors de la première campagne nationaliste contre le Nord, le Japon envoya ses troupes pour entraver l'unification de la Chine. L'année suivante, toujours sous le prétexte de protéger la vie et les biens de ses ressortissants, le Japon expédia à nouveau ses armées à Tsinan où elles rencontrèrent les avant-

gardes de l'armée chinoise. De nombreuses provocations des soldats nippons provoquèrent un conflit sanglant au cours duquel la ville de Tsinan fut bombardée sur l'ordre de l'état-major de l'armée japonaise. Nombre de soldats et civils chinois furent tués. A la suite d'une vigoureuse protestation chinoise, auprès du gouvernement de Tokio contre les envois de troupes, l'armée nippone évacua Tsinan, mais seulement après une année d'occupation.

Depuis l'évacuation de l'armée japonaise en 1929 et jusqu'à la veille de l'invasion brutale des troupes japonaises en Mandchourie en 1931, il est certain qu'il y eut encore des nombreux incidents sanglants entre les deux pays litigieux, mais nous ne parlerons ici que du fait le plus saillant : l'affaire de Mandchourie.

CHAPITRE II

L'AFFAIRE DE MANDCHOURIE ET L'AGRESSION JAPONAISE DEVANT LE PACTE

Nous arrivons aux derniers événements de Mandchourie. Le Japon a toujours prétendu, pour justifier son invasion du territoire chinois, qu'il n'agissait que pour défendre la vie et les biens de ses ressortissants. Il a déclaré, en particulier, que, dans la nuit du 18 au 19 septembre 1931, ses troupes n'avaient agi que pour cause de légitime défense à l'occasion d'une attaque lancée par des soldats chinois. Nous exami-

nerons d'abord les événements de Moukden du 18 septembre 1931 et ensuite, le développement de l'invasion des trois provinces, de Shanghai, la création d'un gouvernement d'hommes de paille, et l'invasion récente du Jéhol.

Section I

L'affaire de Moukden du 18 septembre 1931

En présence de l'agression délibérée du Japon, le 18 septembre 1931, à Moukden, la Chine chargea son représentant à Genève de présenter une note au Secrétaire général de la Société des Nations pour le prier d'appeler l'attention du Conseil sur l'éventualité de faire jouer l'article 11 du Pacte et de « prendre des mesures immédiates pour empêcher l'aggravation d'une situation qui mettait en danger la paix des nations. » Une première résolution du Conseil fut prise le 30 septembre 1931. Une nouvelle réunion eut lieu à Paris le 16 novembre. Après quatre semaines environ d'études du différend, le Conseil adopta une nouvelle résolution le 10 décembre et pour bien connaître les circonstances réelles de l'affaire, il décida de nommer une Commission de cinq membres chargés de procéder à une enquête sur place. Fait particulièrement intéressant pour la Chine, puisqu'il permettait de faire constater la provocation japonaise.

Au mois d'avril 1932, la Commission d'étude de la Société des Nations (1) arrivait en Mandchourie. Elle

(1) Nous l'appellerons simplement « Commission d'étude ».

examina aussitôt la version officielle de la Chine et celle du Japon. Ces deux versions sont évidemment absolument différentes et contradictoires et elles présentent une telle importance qu'il convient de les examiner successivement avant de passer à l'étude des témoignages qui ont été recueillis.

D'après la version chinoise, l'attaque des Japonais contre les casernes (Peitaying) de Moukden, eut lieu sans aucune provocation et surprit complètement les Chinois (1).

« Dans la nuit du 18 septembre, tous les soldats de la 7^e brigade, au nombre d'environ 10.000, se trouvaient dans les casernes du nord.

Le maréchal Chang-Hsue liang ayant fait parvenir, le 6 septembre (2) des instructions portant qu'il fallait prendre particulièrement soin, dans l'état de tension qui existait alors, d'éviter toute rencontre avec les troupes japonaises, les sentinelles postées sur les murs des casernes n'étaient pas armées de vrais fusils. Pour la même raison, la porte ouest de la muraille de terre qui entourait le camp et donnait accès au chemin de fer avait été fermée. Dans les nuits des

(1) Voir : Rapport de la Commission d'étude, p. 75, publié par la S.D.N., à Genève, le 1^{er} octobre 1932.

(2) On trouvera ci-après le texte du télégramme qui a été montré à la Commission à Peiping :

« Nos relations avec le Japon sont devenues très délicates. Nous devons faire preuve d'une prudence toute particulière dans nos rapports avec les Japonais. Quelle que soit la façon dont ils nous provoquent, nous devons être extrêmement patients et ne jamais recourir à la force, de manière à éviter tout conflit. Vous êtes prié d'envoyer secrètement et immédiatement, à tous les officiers, des ordres attirant leur attention sur ce point. » Rapport de la Commission d'étude, p. 75.

14, 15, 16 et 17 septembre, les Japonais avaient effectué des manœuvres de nuit autour des casernes. Dans la soirée du 18 à 19 heures, l'officier Liu signala qu'un train formé de trois ou quatre wagons, mais sans locomotive du type habituel, s'y était arrêté. A 22 heures, on entendit le bruit d'une forte explosion, immédiatement suivie d'une fusillade. Ces nouvelles furent transmises téléphoniquement par le chef d'état-major au général Wang-I-Cheh, commandant en chef, qui se trouvait à son domicile particulier, situé près du chemin de fer, à 10 kilomètres environ, au sud des casernes. Pendant que le chef d'état-major était encore au téléphone, on vint lui apprendre que les Japonais attaquaient les casernes et que deux sentinelles avaient été blessées. Vers 23 heures, une attaque générale se déclancha sur l'angle sud-ouest des casernes et, à 23 heures 30, les Japonais y pénétrèrent par une brèche dans la muraille. Dès le début de l'attaque, le chef d'état-major ordonna d'éteindre les lumières et rendit compte à nouveau, par téléphone, au général Wang-I-Cheh. Celui-ci répondit en ordonnant de n'offrir aucune résistance. On entendit, à 22 heures 30, une canonnade lointaine au sud-ouest et au nord-ouest. A minuit, des obus commencèrent à tomber à l'intérieur des casernes. En arrivant à la porte sud, les troupes du 621^e régiment qui battaient en retraite constatèrent que les Japonais attaquaient cette porte dont la garde se repliait. En conséquence, elles s'abritèrent dans des tranchées et des ouvrages de terre, jusqu'à ce que les soldats japonais eussent pénétré à l'intérieur, elles purent alors s'échapper par la porte sud

et atteindre, vers 2 heures, le village d'Erhtaitze, au nord-est des casernes. D'autres troupes s'enfuirent par la porte est et les casernes vides situées juste en dehors de la muraille est et elles atteignirent finalement le même village, entre 3 et 4 heures.

Seul, le 620^e régiment, cantonné dans le bâtiment d'angle nord-est et dans le deuxième bâtiment au sud de celui-ci, offrit une résistance. Le commandant de ce régiment a déclaré que, lorsque les troupes japonaises pénétrèrent par la porte sud à 1 heure, les troupes chinoises se retirèrent de bâtiment en bâtiment, laissant les Japonais attaquer les locaux vides. Après que le gros des troupes chinoises se fut retiré, les Japonais se portèrent vers l'est et occupèrent l'issue est. Le 620^e régiment se trouva alors coupé et n'eut d'autre ressource que de se battre pour se frayer un chemin. Il réussit à effectuer une trouée à 5 heures, mais ne fut complètement dégagé qu'à 7 heures. Ce fut là le seul véritable combat qui eut lieu dans les casernes et c'est là qu'il y eut le plus de tués et de blessés. Ce régiment fut le dernier à parvenir au village d'Erhtaitze.

Dès qu'elles furent toutes rassemblées, les troupes chinoises quittèrent le village, le 19 au matin, à destination de la gare de Tungling. De là, elles gagnèrent un village à proximité de Kirin où elles reçurent des vêtements d'hiver. Le colonel Wang fut envoyé auprès du général Hsi Hsia, pour lui demander d'autoriser les troupes à pénétrer dans la ville de Kirin. Les résidents japonais de Kirin furent si effrayés à l'approche des soldats chinois que des renforts furent

immédiatement envoyés à Kirin de Changchun, Suping kai et Moukden. En conséquence, les Chinois reprirent la direction de Moukden. Ils quittèrent les trains à une distance de 20 kilomètres de Moukden, se séparèrent en neuf groupes et contournèrent la ville pendant la nuit. Pour éviter d'être reconnu par les Japonais, le général Wang I Cheh lui-même traversa la ville, déguisé en paysan. Dans la matinée, les Japonais furent informés de la présence des troupes chinoises et envoyèrent des avions pour les bombarder. Les soldats furent obligés de se dissimuler pendant le jour, mais ils poursuivirent leur marche durant la nuit. Enfin, ils atteignirent une station située sur le chemin de fer Peïping-Moukden où ils purent réquisitionner sept trains qui les amenèrent le 4 octobre, à Shanhaikwan.

Nous rappelons donc seulement ici qu'à Moukden, dans la nuit du 18 septembre 1931, une agression formellement interdite par l'article 10 du Pacte de la Société des Nations a été commise par une nation membre du Conseil et soi-disant « civilisée ! »

Pour justifier leur action agressive, les Japonais ont allégué que des soldats chinois ont été surpris enlevant quelques mètres de rails du chemin de fer du Sud-Mandchourien. Or, on sait que le chemin de fer Sud-Manchourien est étroitement surveillé par les gardes spéciaux de la ligne et que les soldats chinois n'ont pas le droit d'y pénétrer sans autorisation préalable. D'autre part, le train de Changchun est entré en gare de Moukden, le 18 septembre à 22

heures 30, heure réglementaire, après avoir passé sur la partie de la ligne soi-disant détruite.

Enfin, les troupes japonaises du chemin de fer agissant avec une rapidité et une précision qui décelaient un plan longuement mûri, ont, entre 10 heures du soir, heure où le premier coup de feu a été tiré, et le lendemain matin à 8 heures, déclanché une attaque brusquée, occupé la ville, détruit les casernes du Nord, saisi l'aérodrome et l'arsenal, placardé sur les murs de longues proclamations imprimées d'avance qui s'en prenaient à l'administration des trois provinces de l'Est.

Pendant le même temps, et avec une extrême rapidité, des contingents japonais s'établissaient dans la seule journée du 19, à Changchun, à Autung, à Yinkow et saisissaient tous les centres importants et tous les points de raccordement des voies ferrées de la Mandchourie du Sud, de façon à assurer au Japon mainmise absolument ferme sur les deux provinces de Liao-Ning et de Kirin.

Voilà pour la version chinoise. Passons maintenant à l'examen de la version officielle du Japon, qui invoque un droit de « légitime défense ».

« D'après la version japonaise, le lieutenant Kawamoto et six hommes étaient en patrouille pendant la nuit du 18 septembre et effectuaient des exercices de défense le long de la voie ferrée du Sud Manchourin, au nord de Moukden. L'officier et ses hommes se portèrent vers le sud, dans la direction de Moukden. La nuit était obscure, le ciel était sans nuage, le champ de visibilité n'était pas étendu. Au moment où la

patrouille atteignait l'endroit où une petite route traverse la voie ferrée, elle entendit le bruit d'une forte explosion, à peu de distance derrière elle. L'officier et ses soldats se hâtèrent de revenir sur leurs pas et, après avoir parcouru deux cents mètres environ, ils constatèrent qu'on avait fait sauter un tronçon d'un des rails de la voie descendante. L'explosion s'était produite à la jonction de deux rails : l'extrémité de chacun d'entre eux avait été nettement sectionnée et il y avait dans la voie ferrée une solution de continuité de soixante-quinze centimètres environ. Dès son arrivée sur le lieu de l'explosion, la patrouille fut accueillie par des coups de feu, tirés des champs situés à l'est de la voie ferrée. Le lieutenant Kawamoto ordonna immédiatement à ses hommes de se déployer et de riposter. Les attaquants, au nombre approximatif de cinq ou six cessèrent alors le feu et se replièrent vers le nord. La patrouille japonaise s'élança immédiatement à leur poursuite, et, lorsqu'elle eut parcouru deux cents mètres environ, elle subit à nouveau le feu d'un groupe plus considérable, composé, croit-on, de trois à quatre cents individus. Se trouvant en danger d'être cerné par cette force importante, le lieutenant Kawamoto ordonna à l'un de ses soldats d'aller rendre compte au commandant de la 3^e compagnie, qui effectuait également des manœuvres de nuit à une distance de 1.500 mètres environ, vers le nord ; en même temps, il commanda à un autre de ses hommes de téléphoner, au moyen d'un poste qui se trouvait à proximité, à l'état-major du bataillon, à Moukden, pour demander des renforts.

A ce moment, on entendit s'approcher le train venant de Changchun qui se dirigeait vers le sud. Craignant une catastrophe, si le train arrivait à la partie de la voie endommagée, la patrouille japonaise rompit le combat et posa des pétards sur la voie ferrée dans l'espoir d'avertir le mécanicien à temps. Mais le train arrivait à toute vitesse. Lorsqu'il atteignit le lieu de l'explosion, on le vit osciller et pencher d'un côté, mais il reprit son équilibre et poursuivit sans s'arrêter. Le train devant arriver à 22 h. 30 à la gare de Moukden, qu'il atteignit à l'heure fixée, le lieutenant Kawamoto estime qu'il devait être environ 22 heures, lorsqu'il entendit le bruit de l'explosion.

Le combat reprit alors. Le capitaine Kawashima ayant entendu l'explosion s'était déjà mis en marche dans la direction du sud avec la 3^e compagnie, lorsqu'il rencontra le messenger du lieutenant Kawamoto qui le conduisit sur les lieux où il arriva à 22 h. 50 environ. Pendant ce temps, le lieutenant-colonel Shimamoto, commandant du bataillon, ordonnait, dès réception du message téléphoné, aux 1^{re} et 4^e compagnies, qui se trouvaient avec lui à Moukden de se rendre sur les lieux. Il expédia également à la 2^e compagnie, qui était à Fushun, à une heure et demie de là l'ordre de rallier aussitôt que possible. Les deux compagnies se rendirent, par chemin de fer, de Moukden à la gare de Liutiaohu et, de là, par leurs propres moyens, sur le lieu du combat où elles arrivèrent peu après minuit.

La patrouille du lieutenant Kawamoto, renforcée par la compagnie du capitaine Kawashima, continuait

à essayer le feu des troupes chinoises dissimulées parmi les hautes tiges de Kiaolang, lorsque les deux compagnies arrivèrent de Moukden. Bien que le lieutenant-colonel Shimamoto ne disposât que de cent hommes et qu'il crut que l'armée chinoise des casernes du nord en comptait dix mille, il ordonna immédiatement d'attaquer les casernes, pensant, nous a-t-il déclaré, que l'« offensive constitue le meilleur moyen de défense ». Le terrain qui s'étend entre la voie ferrée et les casernes du nord, soit une distance d'environ deux cent cinquante mètres, était difficile à traverser en formation serrée à cause des mares, et, tandis que les troupes chinoises étaient refoulées sur ce terrain, le lieutenant Noda fut envoyé, avec une section de la 3^e compagnie, le long de la ligne du chemin de fer pour leur couper la retraite. Lorsque les Japonais atteignirent les casernes du nord qui ont été décrites comme étincelantes de lumière électrique, une attaque fut déclanchée par la 3^e compagnie qui réussit à couper un angle de l'aile gauche.

L'attaque fut vigoureusement soutenue par les troupes chinoises qui se trouvaient à l'intérieur et un violent combat se déroula pendant plusieurs heures. La 1^{re} compagnie attaqua sur la droite et la 4^e au centre. A 5 heures, la porte sud des casernes fut démolie par deux obus tirés par un petit canon que les Chinois avaient laissé dans un hangar situé juste en face et, à 8 heures, les casernes tout entières furent prises. Cette opération coûta aux Japonais deux soldats tués et vingt-deux blessés. Une partie des casernes prit feu pendant le combat et le reste fut incendié

par les Japonais dans la matinée du 19. Les Japonais ont déclaré avoir enterré trois cent vingt Chinois, mais n'avoir trouvé que vingt blessés environ.

Pendant ce temps, en d'autres endroits, des opérations étaient menées avec même rapidité et efficacité. Vers 22 h. 40, le colonel Hirata reçut du lieutenant-colonel Shimamoto un message téléphoné, l'informant que la voie du chemin de fer sud-mandchourien avait été détruite par des troupes chinoises et qu'il s'apprêtait à attaquer l'ennemi. Le colonel Hirata l'approuva et décida, quant à lui, d'attaquer la ville murée. La concentration de ses troupes fut achevée à 23 h. 30, et il déclencha l'attaque. Il ne rencontra pas de résistance et il ne se produisit que quelques combats de rue, la plupart du temps avec des agents de police chinois, dont soixante-quinze furent tués. A 2 h. 15, la muraille de la ville fut escaladée, cette dernière fut occupée à 3 h. 40. A 4 h. 50, le colonel était avisé que l'état-major de la 2^e division et une partie du 16^e régiment avaient quitté Liao-Yang à 3 h. 30. Ces troupes arrivèrent peu après 5 heures. A 6 heures, l'occupation de la muraille orientale était achevée ; l'arsenal et l'aérodrome furent pris à 7 h. 30. On attaqua ensuite les casernes de l'Est qui, à 13 heures, furent occupées sans combat. Au cours de ces opérations, sept Japonais furent blessés et trente Chinois tués.

Le lieutenant général Honjo, qui, ce même jour, venait de rentrer d'une tournée d'inspection, apprit les événements de Moukden par un coup de téléphone qu'un journaliste lui donna vers 23 heures,

A 23 h. 46, le chef d'état-major reçut de la station du service spécial de Moukden, un télégramme donnant des détails sur l'attaque, et on envoya immédiatement aux troupes stationnées à Liao-Yang, Yingkow et Fenghuangcheng, l'ordre de se rendre à Moukden. La flotte reçut l'ordre de quitter Port-Arthur et de se rendre à Yingkow, et le commandant en chef de l'armée japonaise tenant garnison en Corée, fut invité à envoyer des renforts. Le lieutenant général Honjo quitta Port-Arthur à 3 h. 30 et parvint à Moukden à midi ».

Selon cette version japonaise, le premier coup de feu fut donc tiré en Mandchourie le 18 septembre 1931, sous prétexte que l'offensive constitue le « meilleur moyen de défense ». D'autre part, l'absence de résistance de la part de l'armée chinoise démontrait le pacifisme de la Chine. Plus exactement, la version japonaise a témoigné à la Chine que celle-ci avait fait tous ses efforts pour éviter l'engagement du 18 septembre. Quoi qu'il en soit, l'absence de résistance de l'armée chinoise à Moukden n'a fait qu'encourager les excès du Japon en Chine et n'a point mis un frein à la réalisation du plan du baron Tanaka.

A la vérité, les Japonais ont reconnu devant la Commission d'étude que le feu avait été mis aux casernes du nord sans nécessité aucune et que beaucoup de maisons d'habitation ont été endommagées du fait de la proximité des casernes. Ces actes ont constitué un vrai crime d'incendiaire. De plus, lorsque le colonel Hirata déclencha l'attaque contre la ville de Moukden, à 23 h. 30, il ne rencontra aucune résistance et il

ne se produisit dans la rue de collisions qu'avec des agents de police chinois dont soixante-quinze furent tués. Il est facile de conclure qu'au moment de l'invasion japonaise, la ville était vraiment tranquille et la surveillance des agents chinois a montré que la vie et les biens des ressortissants japonais, tout comme les autres habitations, n'étaient pas menacés. L'occupation japonaise n'a donc constitué qu'un acte d'agression absolument injustifié.

Ceci dit, examinons l'opinion de la commission d'étude et ensuite seulement nous pourrions définir l'agression du 18 septembre 1931. La conclusion de la Commission d'étude est la suivante :

« Il est incontestable qu'une tension existait entre les troupes japonaises et chinoises. Les Japonais, comme les témoins l'ont exposé à la Commission, avaient un plan minutieusement préparé pour le cas d'hostilités avec les Chinois. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, ce plan fut mis à exécution avec rapidité et précision. Les Chinois, conformément aux instructions mentionnées à la page 75 (1) n'avaient aucun plan pour attaquer en ces temps et lieu les troupes japonaises ou mettre en danger la vie ou les biens des ressortissants japonais. Ils n'ont procédé à aucune attaque concertée ou autorisée contre les troupes japonaises et les opérations subséquentes les ont surpris. Une explosion s'est incontestablement produite sur la voie ferrée ou à proximité de celle-ci, le 18 septembre, entre 22 heures et 22 heures 30, mais les dé-

(1) Page du Rapport de la Commission d'étude publiée par la S.D.N. à Genève, le 1^{er} octobre 1932.

gâts à la voie ferrée, s'il y en a eu, n'ont pas, en fait, empêché l'arrivée ponctuelle du train venant de Changchun et se dirigeant vers le sud et ne suffisent pas en eux-mêmes, à justifier une action militaire. Les opérations militaires auxquelles les troupes japonaises ont procédé pendant cette nuit et qui ont été ci-dessus exposées ne sauraient être considérées comme des mesures de légitime défense ».

Il est certain que l'opinion de la Commission d'étude n'a dû s'exprimer encore que timidement du fait que le Japon est une grande puissance. Tous les faits rapportés par la Commission, émanant de témoins oculaires, nous pouvons conclure que l'armée japonaise avait tout préparé à l'avance pour occuper Shenyang (ou Moukden). Les troupes avaient reçu l'ordre d'exécuter ce plan comme s'il s'agissait d'une véritable opération de guerre. Elles ont bombardé les casernes du nord et l'arsenal avec des mortiers de tranchée, pris d'assaut à la mitrailleuse les murailles de la ville, occupé l'aérodrome et les magasins militaires, désarmé les troupes et la police chinoise sans rencontrer de résistance, puisque telles étaient les instructions de Chang Hsneh-liang, attaqué les stations de police à l'intérieur et à l'extérieur de la cité, coupé les communications télégraphiques, perquisitionné dans tous les bâtiments officiels et dans les habitations privées des fonctionnaires chinois, fait irruption dans la Banque des Trois Provinces, la Banque de Chine, la Banque des Communications, la Banque de la Frontière; elles ont mis en liberté des prisonniers, tiré sur les passants, sans distinction, détruit le pont du Sud-

Mandchourien, incinéré les cadavres des soldats chinois pour faire disparaître toute preuve de leurs méfaits, et se sont livrés enfin, dans les quartiers occupés par elles au pillage et à toutes sortes d'hostilités.

Section II

L'invasion des trois provinces de l'Est :

(Liao-Ning, Kirin et Heilung Kiang)

Il faut souligner tout d'abord que depuis le début de cette affaire, le Japon n'a cessé de leurrer la Société des Nations, la Chine et le monde entier, de déclarations inexactes, de fausses nouvelles et de vaines promesses.

Ainsi, le 24 septembre 1931, le représentant du Japon à Genève faisait connaître au Conseil de la Société des Nations que la plus grande partie des forces japonaises avait été retirée dans la zone du chemin de fer et que le gouvernement de Tokio se proposait de généraliser ce retrait au fur et à mesure que la situation s'améliorait. Mais, au même moment, un train blindé japonais attaquait Tungliao même, à plus de 200 kilomètres du Sud-mandchourien et des bombardements aériens étaient effectués par le Japon à Kuopangtze et à Chinchow, respectivement à 173 et 237 kilomètres de Moukden. Par la même déclaration officielle, M. Yoshizawa demandait l'envoi de troupes à Changchun, alors que cette ville était déjà occupée par les troupes de son gouvernement ; il

démentait aussi la prise de possession du chemin de fer de Siupingkaï, Chenchiatung, alors que cette ligne était déjà depuis deux jòurs aux mains des Japonais.

Le 30 septembre, le Conseil de la Société des Nations votait la résolution suivante :

« Le Conseil,

« 1. Prend acte des réponses que les Gouvernements de la Chine et du Japon ont données à l'appel urgent que son président leur avait adressé, ainsi que des mesures qui ont déjà été prises conformément à cet appel;

« 2. Reconnaît l'importance de la déclaration du Gouvernement aux termes de laquelle celui-ci n'a aucune visée territoriale en Mandchourie.

« 3. Prend acte de la déclaration faite par le représentant du Japon, selon laquelle son gouvernement poursuivra aussi rapidement que possible le retrait déjà commencé de ses troupes pour les ramener dans la zone du chemin de fer dans la mesure où la sécurité de la vie des ressortissants japonais et la protection de leurs biens seront effectivement assurés, et espère réaliser complètement cette intention dans le plus bref délai.

« 4. Prend acte de la déclaration du représentant de la Chine aux termes de laquelle son gouvernement assumera la responsabilité de la sécurité des ressortissants japonais et de la protection des biens leur appartenant en dehors de ladite zone, au fur et à mesure que se poursuivra le retrait des troupes japo-

naïses et que s'effectuera le rétablissement des autorités locales et des forces de police chinoises.

« 5. Convaincu que les deux gouvernements désirent éviter tout acte susceptible de troubler la paix et la bonne entente entre les deux nations, prend acte du fait que les représentants de la Chine et du Japon ont donné l'assurance que leurs gouvernements prendront respectivement toutes les mesures nécessaires pour ne pas élargir l'incident ni aggraver la situation.

« 6. Demande aux deux parties de mettre tout en œuvre pour hâter le rétablissement entre elles de relations normales et, à cet effet, de poursuivre et d'achever rapidement l'exécution des engagements sus-mentionnés.

« 7. Etc., etc... »

La Chine seule s'est scrupuleusement conformée à ce dernier engagement, tandis que le Japon ne tenant aucun compte de cet engagement, continuait sa campagne militaire et, en l'absence de déclaration de guerre, se prétendait toujours en état de relations pacifiques avec la Chine, se livrait à l'égard des forces armées régulières chinoises, des autorités établies, des administrations publiques et des particuliers, non seulement à des actes d'hostilité déclarée, mais à des excès que réprouve et condamne le droit des gens.

Malgré les deux résolutions du Conseil en date des 30 septembre et 10 décembre, le Japon continua sa marche en avant, sans aucune autre considération. Les Japonais ont, il est vrai, invoqué comme prétexte de l'avancement de leurs troupes la proximité de troupes chinoises menaçantes rendant indispensables

des mesures de sécurité. Mais, comme chaque fois que l'autorité chinoise retirait ses troupes pour donner satisfaction aux Japonais, ceux-ci portaient les leurs d'autant en avant, le prétexte d'une proximité menaçante a toujours existé et ce prétexte pourra être invoqué indéfiniment.

Les Japonais ont toujours procédé à des attaques brusquées contre des forces armées régulières qui, ayant reçu l'ordre de ne pas se défendre, ont essuyé stoiquement le feu de l'infanterie et de l'artillerie japonaise et ont fini par se retirer. Ils ont attaqué d'inoffensifs civils chinois et confisqué illégalement des biens ou propriétés de personnes publiques ou privées. Parfois même, aidés par des groupes de bandits, qui n'étaient pas tenus en respect par la force publique chinoise, puisque celle-ci avait dû se retirer devant les envahisseurs, et qui étaient encouragés par le Japon dans leurs entreprises, les Japonais se sont livrés à l'attaque et au pillage de la ville non défendue.

Ce dernier point n'est pas douteux et la Chine sait de témoignage sûr, que le 11 octobre 1931, le quartier général du commandant en chef du Kuangtung a dépêché auprès d'un chef de bandits chinois bien connu, Ling Ying Ching, deux émissaires japonais chargés de lui offrir 10.000 yen pour qu'il organisât les bandes dont il disposait en vue de créer des troubles et des désordres dans les trois provinces où le Japon serait susceptible d'envoyer des expéditions militaires sous le prétexte de réprimer le banditisme. Ling Ying Ching installa son quartier général le 19

octobre et engagea son offensive suivant le plan qui avait été préparé par les Japonais. Le Japon ne paya que 3.000 yen sur la somme promise pour parer aux frais d'organisation des bandes, le reste ne devant être payé qu'avec le butin du territoire qu'il occuperait. Le commandant en chef du Kuangtung lui avait remis un sceau en signe de l'autorité qu'il lui avait reconnue, lui avait adjoint des conseillers militaires et fournissait les armes et munitions nécessaires.

Toutefois, Ling Ying Ching fut trahi par une partie de ses hommes demeurés fidèles à la cause de la Chine. Il fut capturé plus tard et jugé par les autorités chinoises auxquelles il avoua le secret du complot japonais.

Un autre chef rebelle bien connu qui fut soutenu par les Japonais et incité par eux à se déclarer indépendant dans les trois provinces est Chang Hai Peng. Les militaires japonais ont même demandé plusieurs fois que le général Ma Chan Shan se démette de ses fonctions de gouverneur provincial du Heilungkiang en faveur de ce rebelle.

D'après maintes sources officielles, des rebelles mongols ont été soutenus et dirigés par les Japonais pour attaquer des garnisons chinoises dans les trois provinces, piller des trains de voyageurs, détruire des habitations particulières, massacrer des commerçants ambulants. Nous n'en citerons qu'un exemple en passant : le 13 octobre, un Japonais nommé Hayada a fait attaquer par plus de 1.000 Mongols, Tungliao, point important de jonction des lignes de Tahushan et de Tungliao dans la province de Liao-Ning. Le sous-

préfet et les notables de l'endroit furent contraints d'offrir une réception de bienvenue à leurs assaillants qui étaient soutenus par 6 avions japonais et 1 wagon blindé.

Au lendemain des événements du 18 septembre, les Japonais ont mis la main sur les affaires publiques dans les trois provinces. Ils chargèrent l'un de leurs officiers, le colonel Dohihara de faire fonction de maire de Moukden. Plus tard, ils réussirent à faire accepter cette fonction à un avocat chinois, élevé et soutenu aux frais du Japon, Chao ching po, le colonel Dohihara demeurant auprès de lui comme conseiller; au colonel Dohihara ont succédé deux autres Japonais, nommés Nakano et Okakiti, l'un « conseiller » de la municipalité, l'autre surveillant de divers bureaux municipaux. On a imposé des conseillers japonais à la Cour d'appel, au bureau du « magistrat » du district de Moukden et tout un état-major japonais au bureau des Communications.

Le département de la police municipale de Shenyang a été mis sous le contrôle direct de la gendarmerie de Moukden dont le quartier général est installé dans la concession japonaise.

Le bureau des finances du Liao-Ning a été mis sous le contrôle de conseillers japonais assistés de spécialistes, ainsi que le bureau des Industries qui a comme attributions, les autorisations d'ouverture d'établissements industriels, les concessions minières, etc...

Quant au service des douanes maritimes, les Japonais ont cherché à briser l'unité de service. L'un des premiers actes du soi-disant « comité administratif

du Nord-Est », organe directeur du pseudo gouvernement dit « Mandchukuo » créé officiellement le 17 février 1932, a été de notifier aux surintendants des douanes dans les ports des provinces de l'Est que les douanes appartenaient au Mandchukuo ». En même temps, les surintendants et commissaires des douanes étaient invités à s'acquitter de leurs fonctions comme à l'ordinaire et étaient avisés qu'un conseiller douanier japonais avait été nommé dans chaque port mandchourien pour surveiller l'administration générale des douanes. Le gouvernement dit « Mandchukuo », grâce à l'aide du Japon, a d'abord immobilisé les recettes des douanes, saisi ensuite les fonds accumulés dans les banques par la Douane, évincé par la force les commissaires des douanes, et pris possession de l'administration douanière chinoise.

Les ports en question sont ceux de Lungchingsun, Antung, Newchwang et Harbin, leurs recettes totales ont été de 13 millions 320 mille de Hai-Kuang taëls en 1931.

Les revenus de la gabelle ont été aussi saisis par les Japonais, ainsi à Newchwang le 30 octobre, une somme de 672.709 dollars, à Changchun le 6 novembre une somme de 169.590 dollars, et à Moukden, le 23 novembre, une somme de 94.482 dollars.

Du 30 octobre 1931 ou 12 avril 1932, le Japon a saisi des recettes du sel s'élevant à 117.083.272,53. L'intégrité de l'administration de la gabelle a été détruite aussi bien que le système de transport et distribution du sel dans les trois provinces de l'Est. En con-

séquence, le paiement des emprunts étrangers garantis par les recettes du sel en est devenu fort incertain.

Quant aux communications des trois provinces de l'Est après l'invasion japonaise, l'administration des télégraphes de la province de Liao-Ning a été placée par les Japonais entre les mains du prince mandchou Chin Pi-tung, fils de feu le prince Sou, assisté naturellement d'un personnel japonais.

Le bureau de télégraphe de Moukden a été placé sous le contrôle d'un Japonais.

La convention du 12 octobre 1908 n'avait pas donné aux Japonais le droit d'étendre leur réseau téléphonique à l'intérieur de la ville de Moukden. Ils n'avaient d'ailleurs pas respecté leur engagement. Mais aujourd'hui le réseau chinois est relié au leur, de telle sorte que tous les postes publics de la ville sont en communication avec le réseau chinois. Quant au central chinois, il est gardé militairement et des contrôleurs y ont été installés.

La station de T.S.F. de Moukden comportait un poste à longues ondes, un poste R.C.A. en communication directe avec San Francisco et un poste Telefunken allemand. Le premier a été détruit. Les deux autres sont fermés. Les communications télégraphiques entre les trois provinces de l'Est et les autres parties du monde doivent donc passer par les lignes ou stations japonaises soumises naturellement à la censure japonaise.

Toutes communications télégraphiques directes entre les provinces de l'Est et les autres parties de la Chine ont été coupées. A la suite de la Conférence de

Washington, les bureaux de poste établis par les pays étrangers en Chine ont tous été supprimés. Le Japon seul a fait exception, car il a continué à maintenir des bureaux de poste dans les trois provinces de l'Est, le long du chemin de fer du Sud Mandchourien, il y a 1 bureau divisionnaire, 1 bureau de première classe, 14 bureaux de deuxième classe, 13 bureaux de troisième classe et 66 agences postales dans cette zone.

L'administration postale chinoise en a été très gênée, car le Japon agissait ainsi ouvertement en violation de l'intégrité de l'administration postale de la Chine garantie par le traité des Neuf Puissances. En outre, les employés chinois du service des Postes de la province de Liao-Ning ont été fréquemment traités sans aucun égard par la police japonaise dont la présence seule constitue déjà une infraction aux stipulations des traités.

Après l'occupation des provinces de l'Est par le Japon, tous les règlements de l'administration postale ont été violés par l'envahisseur. Les Japonais ont contraint l'administration postale à apposer sur les courriers les timbres de l'organisation illégale qui se constituait. Ils ont aussi organisé un système de surveillance, en vue de contrôler éventuellement toute l'administration. Le ministère des Postes de Tokio a dépêché secrètement Tokihara et Karashima à Moukden pour s'y rendre compte des conditions dans lesquelles fonctionnait la poste et pour voir si l'on ne pourrait pas substituer au système d'une double administration des postes dans les trois provinces de l'Est, un système japonais unifié. Ces experts eurent

une entrevue avec le directeur postal de Moukden dont ils ont sondé les intentions. Un peu plus tard, le même ministère a envoyé Suidama, directeur du département de la Caisse d'Épargne, à Moukden pour y étudier la question de l'épargne postale.

Le pseudo-gouvernement de « Mandchukuo » a essayé, depuis son installation par le Japon, de prendre le contrôle de l'administration des postes et dans ce but, il a nommé deux Japonais employés autrefois dans les services postaux chinois, directeurs des circonscriptions postales de Liao-Ning, de Kirin et de Heilungkiang. Il a émis des timbres spéciaux du « Mandchukuo », etc...

En ce qui concerne les chemins de fer, toutes les lignes des trois provinces, à l'exception du chemin de fer de l'Est chinois sont actuellement la possession du Japon, qui y a placé des administrateurs et ingénieurs chargés du contrôle du trafic. Ce personnel a été emprunté à la Compagnie du sud de la Mandchourie. Le Japon a organisé le service des trains et modifié les tarifs de manière à faire converger sur la ligne Changchun-Dairen la plus grande partie possible du trafic. Les communications directes entre Moukden et Peïping par la voie de Shanhaïkwan ont été interrompues et les Japonais ne mettent aucune bonne volonté à les rétablir, préférant évidemment faire dévier voyageurs et marchandises par Dairen.

Les pertes en hommes et en biens privés causées par l'occupation militaire japonaise des trois provinces ont été particulièrement lourdes. En outre, la marche de tous les services a été interrompue. La créa-

tion du mouvement de « Mandchukuo » par le Japon n'a réussi qu'à troubler la vie normale et à créer désordre et anarchie dans la société humaine.

Ni la direction générale ainsi donnée à l'occupation japonaise des trois provinces de l'Est, ni les méthodes mises en œuvre pour réaliser cette occupation ne paraissent de nature à sauvegarder « la paix du monde et la bonne entente entre les nations dont la paix dépend », bien que le Japon nous assure journellement de son désir sincère de se conformer à l'esprit comme à la lettre des stipulations du Pacte de la Société des Nations.

Section III

L'invasion japonaise de Shanghai

L'invasion japonaise en Mandchourie a eu sans aucun doute, une répercussion considérable sur la Chine tout entière. Pour sauver la patrie, les nationaux avaient le devoir de recourir à tous moyens efficaces. Mais les idées pacifistes des Chinois amenèrent ceux-ci à éviter toute rencontre violente et à tenter de régler le différend par les moyens pacifiques en ayant recours notamment à l'organe de la communauté internationale. La résistance pacifique à la politique d'agression japonaise, c'est-à-dire le boycottage des produits japonais en Chine, se généralise très vite.

Au début de l'affaire de Shanghai, le Japon cherchait à mettre fin à toutes les manifestations populaires antijaponaises et au boycottage des produits

japonais en Chine. En réalité, ce boycottage, commencé en juillet 1931, après les massacres des Chinois en Corée n'a pris un réel développement qu'après l'invasion japonaise des trois provinces de l'Est. La condamnation économique du Japon par le boycottage chinois amenèrent rapidement à zéro l'exportation et l'importation japonaises en Chine. Les résidents japonais de Shanghai demandèrent à leur gouvernement d'envoyer des troupes et des navires de guerre à Shanghai pour empêcher le boycottage. Le 24 janvier 1932, les renforts japonais arrivèrent et débarquèrent dans la section japonaise de la Concession internationale, qu'ils occupèrent jusqu'au quartier chinois. Deux jours plus tard (27 janvier), le consul général du Japon remit cinq demandes aux autorités chinoises à Shanghai et étant donné le désir sincère du gouvernement chinois de régler pacifiquement les différends avec le Japon, le maire chinois de Grande Shanghai accepta dans leur entier les revendications japonaises. Le consul général du Japon manifesta sa satisfaction de cette réponse et communiqua une note à tous les consuls des puissances amies pour les aviser que le Japon renonçait à employer la force.

De son côté, le gouvernement chinois affirmant de plus en plus ses intentions pacifiques, décidait le même jour de remplacer la 19^e armée de marche par un corps de non combattants, de façon que l'interposition rapide d'unités de gendarmerie prévienne tout choc entre les forces chinoises et japonaises. Un ordre télégraphique fut envoyé de Nankin dans ce sens, le 27 janvier 1932 à 13 h. 10, aux généraux Ku Chen lun

commandant des forces de gendarmerie, Chan ming shu, commandant en chef de la défense des régions de Nankin et de Shanghai, et Tai Chi, commandant de la garnison de Shanghai et de Woosung, par les généraux Chu Pei tch, chef de l'état-major général et Ho Ying ching, ministre de la guerre.

L'ordre était ainsi conçu :

« Ku, commandant des Forces de gendarmerie, Chen, commandant en chef de la Défense des Régions de Nankin et de Shanghai ; Tai, commandant de la garnison de Shanghai et de Woosung.

« Dans le but de faire tout ce qui est possible pour éviter un conflit entre les troupes chinoises et japonaises, un régiment de gendarmes sera immédiatement envoyé dans la zone de Chapei à Shanghai pour y assurer le service de garnison. Ce régiment doit être placé sous le commandement de Tai Chi, commandant de la garnison de Shanghai et de Woosung en vue de prévenir tout contact et conflit entre les deux forces. Cet ordre doit être immédiatement exécuté. Veuillez rendre compte.

« Chu Pei tch et Ho ying ching.

« Vingt-sept, midi Sceau».

Au reçu de cet ordre télégraphique, le général Ku Chun-lun prit ses dispositions pour expédier immédiatement à Shanghai le 6^e régiment de gendarmerie qui prit à Nankin le train de 8 heures du soir le 27 janvier, partit pour Shanghai à 2 heures du matin le jour suivant et arriva à Chenju, à environ 5 milles de Shanghai le 28 janvier à midi.

Pour effectuer cette manœuvre, il fallut d'abord retirer la 19^e armée de marche de Chapei. Comme on procédait dans l'après-midi aux préparatifs de transport nécessités par le retrait et le remplacement des troupes, on apprit que la situation tendue se calmait considérablement du fait de l'acceptation des demandes japonaises par la Chine. En outre, la déclaration du consul général du Japon donnait tout lieu de croire aux autorités chinoises que le commandant des forces navales japonaises n'aurait pas à recourir aux mesures rigoureuses et que le règlement de l'affaire serait exclusivement pacifique. Ces circonstances écartaient considérablement la probabilité d'un conflit sanglant et du fait que de toute façon le retrait et le remplacement des troupes ne pouvait absolument pas être achevé pendant les quelques heures restantes de la journée (1), amena les autorités militaires à décider de ne les commencer que le 29 au grand matin.

Cependant, le 28 janvier à 23 h. 25, le commandant japonais adressa soudain aux autorités chinoises une communication leur demandant le retrait immédiat des troupes chinoises stationnées à Chapei. Une demi-heure plus tard environ, à 23 h. 50, des détachements armés japonais, appuyés par des mitrailleuses se mettaient à envahir Chapei attaquant d'abord la police chinoise et ensuite les troupes régulières chinoises. Dans ces conditions, le 6^e régiment de gendarmerie ne pouvant remplir sa fonction normale, ni laisser la

(1) Voir : le premier rapport de la Commission consulaire de Shanghai relatif aux incidents de Shanghai du 28 janvier 1932, publié par la S.D.N. à Genève.

19^e armée de marche, maintenir seule la paix à Chapei, dut, par la force des choses, se transformer en corps de renfort afin de résister à l'agression japonaise.

Remarquons ici que les troupes chinoises se sont tenues strictement sur la défensive. C'est ce qui résulte clairement du fait qu'à aucun moment au cours du combat, comme les troupes japonaises fortement pressées se retiraient dans la direction du Settlement, les troupes chinoises, dans leur désir de respecter la sûreté de ce dernier, se sont même abstenues de poursuivre leur succès en franchissant les limites.

Depuis les premières heures de l'engagement du 28 janvier et jusqu'au 19 février, la défense de l'armée chinoise fut très énergique. Les offensives japonaises restèrent sans résultat sur tout le front. Dès le lendemain matin, les Japonais déclanchèrent une nouvelle attaque dans les zones de Kiangwan et de Woosung, mais cette attaque ne procura aucun succès aux troupes japonaises bien qu'elle eût été poursuivie les jours suivants.

Lorsqu'au 28 février, de nouveaux renforts japonais (11^e et 14^e divisions) arrivèrent, les effectifs de l'armée japonaise sur le front de Shanghai furent portés à 150.000 hommes auxquels il fallut encore ajouter plus de 10.000 résidents japonais qui servaient dans l'armée. A partir de ce moment, l'offensive générale des Japonais fut énergique, les avions et navires de guerre japonais bombardèrent les forts de Woosung et les fortifications le long du Yangtse, tandis que des avions de bombardement opéraient sur tout le front y com-

pris l'aérodrome de Hungjao et le chemin de fer de Nankin-Shanghaï, allant même jusqu'à la ville de Soochow située à cinquante milles environ de Shanghai, et qui n'était pas défendue. Le 26 février, quinze avions japonais survolèrent la ville de Hangchow, capitale de la province de Tche-Kiang située à 150 kilomètres de Shanghai et qui n'était pas défendue non plus, c'était six avions de bombardement et neuf avions de chasse, ils apparurent subitement au-dessus de l'aérodrome de Kien-Chiao, les avions porteurs de bombes en lancèrent de très lourdes, tandis que les avions de chasse mitraillaient le sol.

Les avions chinois se défendirent, mais les avions de bombardement purent s'échapper, alors que les avions de chasse ne s'enfuyaient qu'après avoir engagé avec les avions chinois un combat qui dura plus de vingt minutes. Les bombes lancées par les avions japonais avaient causé de graves dommages aux maisons d'habitation avoisinantes.

Le 29 février 1932, le général Shirahawa, nommé général en chef de l'armée japonaise, engagea dans le secteur de Kiangwan, un combat très violent et lorsque le 1^{er} mars l'armée japonaise débarqua le gros de la 11^e division sur la rive droite du Yangtse au voisinage de Tsiyakow, les troupes chinoises furent obligées de se retirer.

Les troupes chinoises avaient évacué les forts de Woosung lorsque, le 3 mars, les troupes japonaises y pénétrèrent après de nombreux bombardements aériens et navals. La veille, le bombardement s'était étendu jusqu'à la région située à 7 kilomètres à l'est

de la gare de Quinsan, au delà d'une ville non fortifiée et sans aucune provocation, sur la voie ferrée Nankin-Shanghai. Il est regrettable d'avoir à constater que les bombardements aériens de Souchow, Hangchow, Quinsan et aussi à Chapei ont atteint jusqu'aux monuments historiques ou artistiques, c'est ainsi que la Bibliothèque d'Orient fut détruite. En somme, le Japon s'est comporté dans cette circonstance, d'une façon déplorable.

Le 4 mars, l'Assemblée de la Société des Nations, rappelant les propositions faites par le Conseil, 1° invitait les deux Gouvernements à rendre effective la cessation des hostilités ; 2° priait les autres puissances intéressées de renseigner l'Assemblée sur l'exécution de l'invitation formulée au paragraphe précédent, et 3° recommandait que des négociations fussent engagées par les deux parties avec le concours d'autres puissances, en vue de la conclusion d'arrangements destinés à rendre définitive la cessation des hostilités et à régler le retrait des forces japonaises. L'Assemblée exprimait le désir d'être tenue au courant par les Puissances ci-dessus visées du développement de ces négociations.

La Conférence sino-japonaise concernant la cessation des hostilités ne fut ouverte qu'à la date du 24 mars, et l'accord pour la cessation définitive des hostilités ne fut réalisé qu'à la fin du mois. Le texte stipulait la cessation définitive des hostilités, fixait une ligne à l'ouest de Shanghai comme limite temporaire de l'avance des troupes chinoises en attendant des arrangements complémentaires pour le rétablissement

de conditions normales ; il prévoyait aussi le retrait des troupes japonaises dans la Concession internationale et sur les routes (rues situées en dehors de la concession) où elles se trouvaient avant le 28 janvier. Certains emplacements situés en dehors de la concession devaient être temporairement compris dans la zone assignée aux troupes japonaises, celles-ci étant trop nombreuses pour pouvoir être cantonnées uniquement à l'intérieur de la Concession. Une commission mixte dans laquelle étaient représentées, en même temps que les deux parties, les Puissances amies qui prêtaient leur concours : Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne et Italie était instituée pour s'assurer du retrait des troupes chinoises et japonaises. Elle devait également collaborer aux arrangements nécessaires pour le transfert à la police chinoise des zones évacuées par les troupes japonaises.

La Chine accepta l'accord en faisant deux déclarations : d'une part, rien dans cet accord ne devait impliquer une restriction permanente aux mouvements des troupes chinoises en territoire chinois ; d'autre part, il devait être entendu que même dans les zones temporairement prévues pour le cantonnement des troupes japonaises, toute l'administration municipale, y compris la police, resterait entre les mains des autorités chinoises.

Pour ces « incidents » de Shanghai, le gouvernement chinois estima les pertes en tués, blessés et manquants à 24.000 soldats et civils, et le total des pertes matérielles à environ un milliard cinq millions de dollars (8.250 millions de francs environ), non com-

pris la valeur des livres de la bibliothèque d'Orient, ceux-ci ayant souvent une valeur inestimable du fait qu'il s'agissait parfois d'ouvrages absolument uniques.

Les hostilités autour de Shangaï furent accompagnées de plusieurs incidents provoqués par les Japonais, notamment le bombardement de Nankin. Cet événement provoqua beaucoup d'émotion et d'inquiétude, même en dehors de la Chine. Le bombardement se produisit tard dans la soirée du 1^{er} février. Les Japonais tirèrent de nombreux coups de canon, notamment huit obus sur les forts de Lion Hill, sur la gare de Hsiakwan et d'autres points. Ce tir d'artillerie fut accompagné de tirs de mitrailleuses et de fusillades pendant que des projecteurs étaient dirigés vers le rivage. Il s'ensuivit une grande panique parmi les habitants qui se précipitèrent vers l'intérieur de la ville ; toutefois, on ne signala aucun blessé et les dégâts matériels furent peu considérables. Une conséquence importante de cette attaque fut pourtant le transfert momentané du gouvernement chinois de Nankin à Loyang.

Section IV

*La proclamation de l'indépendance
des trois provinces de l'Est et la création
d'un « nouvel Etat » dit « Mandchukuo »
par les Japonais*

En vue d'unifier l'administration japonaise dans les trois provinces de l'Est, le gouvernement japonais

a décidé d'y envoyer un ambassadeur spécial avec pleins pouvoirs, qui sera en même temps commandant en chef de l'armée du Kwantung et gouverneur du territoire à bail du Kwantung. Comme ambassadeur spécial, il sera placé sous la direction et le contrôle du ministère des affaires étrangères et aura la haute main sur les conseils japonais des trois provinces de l'Est.

Les Japonais ont échafaudé le projet de s'annexer les trois provinces de l'Est de la Chine d'une superficie de 382.000 milles carrés et d'une population de 30.000.000 d'habitants, dont 95 pour cent au moins sont de race chinoise. Ces provinces annexées seraient officiellement comme la Corée.

Ce mouvement d'indépendance est marqué par quatre phases : Au premier temps, les Japonais ont soutenu des associations locales souvent (« Comité de Prévention de la Paix ») pour maintenir l'ordre dans la localité. A ce moment le contrôle de la localité par les Japonais était à peu près complet. On adjoignait au Comité ce qu'on appelait le « Département des affaires spéciales » présidé par un Japonais placé sous la direction du Haut Commandement japonais. Ce comité était entouré de conseillers japonais et n'avait naturellement aucune liberté d'action. On peut vraiment dire que ce comité n'était autre chose qu'une « marionnette ». Le 7 novembre 1931, l'association locale de Moukden fut transformée sur l'ordre du quartier général de l'armée du Kwantung, en gouvernement provincial provisoire. Un chinois, Chao Hain-po, fut alors nommé maire de Monkden. Il suc-

céda à Dohihara. En même temps, on augmenta considérablement le nombre des « Conseillers » japonais. Le 15 novembre eut alors lieu une de ces cérémonies typiques que les pouvoirs militaires japonais n'ont cessé d'organiser au cours de leurs opérations. La cérémonie eut lieu à 11 heures du matin, et les Japonais parvinrent à persuader environ 100 Chinois d'y prendre part. Une heure après, un grand nombre de manifestants japonais arrivaient escortés par quantité de gendarmes et de soldats. Il y avait en tout, 200 véhicules de toutes sortes, transportant plus de 5.000 Japonais qui distribuaient des placards, poussaient des cris et faisaient des discours devant des mégaphones. Parmi les placards que l'on put récolter, beaucoup portaient des devises très intéressantes : « A bas la Société des Nations », « N'ayez pas peur de la Société des Nations », « A bas Briand », « Nous sommes contre l'évacuation », « Soyez prêt à combattre le monde entier », etc...

La deuxième phase de la conquête est une période de fédération provinciale. Le 15 décembre, le gouvernement provincial provisoire de Moukden rétablit deux des anciens bureaux provinciaux, ceux de l'industrie et des finances et réorganise officiellement un gouvernement provincial dans la province de « Feng-tien » avec Chang Shih-Yi comme président. Depuis lors, celui-ci s'est trouvé sous la surveillance japonaise partout où il est allé. En fait, c'est un prisonnier et tout est fait en son nom par les Japonais.

A Kirin, les Japonais ont désigné le général Hsi-Hsia comme président dès le 23 septembre. Celui-ci

est bien connu par ses idées monarchistes et les Japonais en firent leur instrument, le sachant disposé à prendre part à tous les mouvements subversifs. Pour des raisons d'ordre géographique, la province du Heilungkiang fut la dernière à être soumise aux forces militaires japonaises. Ce n'est qu'après que Tsitsikar fut tombé dans les mains des Japonais que le général Chang Ching Hwei fut requis d'accepter les fonctions de gouverneur civil. Dans les organisations provinciales, comme dans les gouvernements locaux ou de district, les fonctionnaires chinois nommés furent pratiquement, dans chaque cas, forcés d'assurer leurs fonctions sous la menace de pénalités sévères. Ils étaient vraiment de simples « fantoches » et le pouvoir réel du gouvernement se trouvait entre les mains soit de conseillers japonais, soit du « Département des Affaires spéciales » qui a été créé dans chaque gouvernement provincial et est présidé par un Japonais nommé par le quartier général de l'armée du Kwantung.

Une troisième période est celle des conférences interprovinciales. Le 16 février 1932, une conférence fut convoquée à Moukden à laquelle des Chinois représentant les trois provinces furent forcés de prendre part. Toute la conférence avait été préparée par les Japonais. La date et le lieu de réunion avaient été fixés par le quartier général de l'armée de Kwantung. De même l'ordre du jour de la conférence et ses résolutions avaient été préparées au préalable. Tout ce que les Chinois avaient à faire et tout ce que l'on attendait d'eux était d'assister à la conférence et

d'apposer leurs signatures au bas de tout ce qu'on leur présentait. On n'a jamais vu pareille parodie de « l'indépendance » et du droit de se diriger soi-même. Chang Ching Hwei, ancien gouverneur de la province de Heilungkiang y était présent et ne put rien faire. Le « Comité des Affaires spéciales » veilla à ce qu'il fut amené en toute sécurité à Moukden, sous la protection spéciale de l'armée japonaise. Il arriva dans un avion japonais et dès son arrivée à Moukden, on surveilla de près tout ce qu'il disait ou faisait.

Cette conférence « décida » d'organiser un conseil administratif du Nord-Est qui se constitua immédiatement et qui devait être dissous lors de l'avènement du nouveau régime. Le 18 février, à la clôture de la conférence, le conseil publia une déclaration qui, entre autres choses, exposait très clairement qu'un nouvel Etat serait formé pour appliquer dans son intégrité le principe de la porte ouverte et des chances égales pour toutes les nations.

La dernière phase enfin est celle de la création d'un « nouvel Etat », le « Mandchukuo ». Le grand événement se produisit le 1^{er} mars 1932 et la cérémonie de la prise de pouvoirs par le nouveau chef du pouvoir exécutif, Henry Puyi, eut lieu le 9 mars. Puyi avait été auparavant enlevé de Tientsin. Le 2 novembre, Dohihara lui avait fait visite et lui avait demandé de se rendre à Moukden, Puyi avait refusé. Dohihara lui rappela alors que, s'il ne suivait pas son avis, il pourrait courir quelque danger. De fait, cinq jours plus tard, une corbeille de fruits frais arrivait à la résidence de Puyi et on y découvrit une

bombe. Dans la nuit du 8 novembre, Dohihara fomenta des troubles à Tientsin, et, au milieu du désordre, Puyi fut enlevé et amené à Tankantze, une ville de l'intérieur sur le chemin de fer du Sud-Mandchourien, où il fut retenu pendant près de trois mois. Lorsque tout fut préparé, on l'installa comme chef du pouvoir exécutif du Mandchukuo. La dernière étape était franchie.

L'organisme qui a joué le plus grand rôle dans l'établissement de l'« indépendance » a été le « Comité de direction du gouvernement autonome » dont le siège central était à Moukden. Ce « Comité » avait été organisé et, en grande partie, constitué par des Japonais — quoique son Président fut un Chinois — mais en réalité, c'était le même organe que le quatrième bureau de l'état-major de l'armée du Kwantung. Le but poursuivi par ce comité était la direction du mouvement d'indépendance des trois provinces. Il y avait aussi des « comités » exécutifs locaux de gouvernement autonome dans tous les districts importants de Fengtien, mais ils étaient tous contrôlés par le comité de direction dont nous venons de parler. Des corps d'inspecteurs, de directeurs et de conférenciers avaient été répartis dans chaque district selon les besoins et la plupart étaient des Japonais. Enfin un journal de propagande en faveur de l'indépendance fut publié. Ce Comité de Direction publia une proclamation le 7 janvier 1932, annonçant que le Nord-Est se trouvait dans la nécessité de provoquer sans retard un vaste mouvement populaire pour l'établissement d'un Etat indépendant en Mandchourie et

en Mongolie. Il adressait ensuite à la population du Nord-Est un appel lui demandant de renverser le maréchal Chang Hsuen-liang, de se joindre au gouvernement autonome et de coopérer à l'établissement d'une administration honnête et à l'amélioration des conditions d'existence du peuple. Cet appel se terminait par ces mots : « Organisation du Nord-Est, unissez-vous ! Pour le nouvel Etat ! Pour l'indépendance ! » Cinquante mille exemplaires de cette proclamation furent distribués.

De leur côté, les autorités militaires japonaises se sont inspirées, depuis le 18 septembre 1931, aussi bien dans les opérations civiles que dans les opérations militaires, de considérations essentiellement politiques. L'occupation militaire progressive des trois Provinces de l'Est a soustrait successivement au contrôle des autorités chinoises les villes de Tsitsihar, Chinchow et Kharbine, et enfin toutes les villes importantes de la Mandchourie. A la suite de chaque occupation, l'administration civile était réorganisée. Il est clair que le mouvement d'indépendance dont on n'avait jamais entendu parler en Mandchourie avant septembre 1931 n'a pu se réaliser que grâce à la présence des troupes japonaises (1).

La création du nouvel Etat est une seule étape de la politique impérialiste poursuivie par le Japon, car le contrôle de ce dernier sur le nouvel Etat est indiscutable. La première chose à organiser était une armée du genre de celle que pourrait avoir une semi-

(1) Voir le rapport de la Commission d'étude, p. 105.

colonne japonaise. Cette armée est à la fois armée Police et Service d'espionnage. Le ministère de la Guerre du « Gouvernement » est actuellement dominé par les Japonais, aussi bien que la police.

Le service des agents japonais de renseignements et de publicité est étroitement lié à celui de l'espionnage. Tous les journaux indépendants dans les trois provinces de l'Est ont été supprimés et les journaux chinois actuels, ou plutôt les journaux de Mandchukuo, ne peuvent publier que les nouvelles approuvées et censurées par les Japonais. Aucun journal de Shangaï, de Tientsin, de Nankin, de Canton et de Peïping, etc., ne peut entrer dans le territoire de ces trois provinces.

Pour s'assurer le contrôle de l'instruction publique, les Japonais ont fermé tous les établissements d'instruction chinoise ou réorganisé ceux-ci. Le plus gros effort a été porté sur les écoles élémentaires et secondaires et le premier article du projet de « réorganisation » a rendu obligatoire l'enseignement de la langue japonaise. Les livres de classe en langue chinoise dont il est fait usage dans les différentes écoles ont été modifiés et même les événements historiques ont été dénaturés pour les adapter aux visées japonaises. En somme, tout ce que l'on enseigne doit être favorable aux Japonais et hostile à tout attachement ou à toute loyauté envers la Chine. Il faut à tout prix développer parmi les 30.000.000 de Chinois et leurs descendants des sentiments de patriotisme en faveur du Japon.

Les chemins de fer et tous les moyens de commu-

nication se trouvent entre les mains des Japonais depuis le 18 septembre comme nous l'avons déjà exposé.

La Banque Provinciale du Nord-Est, la Banque des Frontières de Moukden et les Banques Provinciales de Kirin et de Heilungking ont été occupées militairement par les Japonais et leur capital a été saisi pour former la Banque Centrale du « Mandchukuo » avec émission de 20.000.000 yen de billets. Cette banque est naturellement sous le contrôle des Japonais, tout comme l'agence de la Banque de Chosen et la Yokohama Specie Bank.

Il est clair que, à l'exception d'une poignée de politiciens mécontents et d'aventuriers politiques qui sont pour la plupart d'origine étrangère, la masse de la population dans les trois provinces de l'Est est opposée au nouvel état de choses. La résistance de la masse populaire dans les trois provinces est dirigée notamment par les généraux Ma Chan-Shan, Ting Chao et Li Tu d'une part, et des partisans et volontaires d'autre part. La vigueur avec laquelle la résistance populaire s'est manifestée a montré le vrai sentiment national du peuple chinois dans les trois provinces et son mécontentement d'être placé sous le joug d'un pseudo gouvernement soutenu par l'impérialisme japonais. En réalité, les frontières des trois provinces de l'Est sont fermées et toutes les allégations sur le « principe de la porte ouverte et des chances égales », se bornent à des bruits et à des paroles sans portée. Le placement des capitaux étrangers dans le soi-disant Mandchukuo n'est possible qu'avec l'accord

préalable des Japonais. Un Etat vient d'être créé au mépris de toutes les conventions internationales et de toutes les conceptions civilisées que par une lutte plusieurs fois séculaire l'humanité avait élaborées.

La Chine a manifesté la plus grande tolérance et la plus grande patience, parce qu'elle est toujours persuadée qu'on peut trouver au différend une solution pacifique conforme aux principes sur lesquels sont basés les traités internationaux modernes et sur lesquels repose le pacte de la Société des Nations lui-même.

Quant à la Société des Nations, son Assemblée a voté, le 11 mars 1932, une résolution rappelant le principe du respect de tous les traités internationaux et le maintien et le respect également de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel « tous les membres s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société ». Cette résolution reprenait en somme les principes énoncés le 10 décembre 1931 par le Président du Conseil, M. Briand. C'est dans le même esprit que le Comité des Dix-neuf a préparé un projet de recommandation qui a été voté définitivement et à la presque unanimité, le Siam s'est abstenu, par l'Assemblée de la Société des Nations en février 1933.

Cette résolution a formellement interdit à un membre quelconque de la Société de reconnaître, soit en droit, soit en fait, le régime actuel en Mandchourie. Malgré cette décision, le Japon a conclu avec le nou-

vel Etat un accord dit « Mandchou-japonais », le 15 septembre 1932.

Il est clair que le régime actuel de Mandchourie n'a aucune légitimité en droit international, l'occupation militaire des trois provinces de l'Est de la Chine par le Japon ne résulte que d'un différend entre la Chine et le Japon et le Gouvernement illégal établi par les forces militaires japonaises disparaîtrait avec le retrait de ces troupes.

Section 5. — *L'invasion récente des Japonais au Jéhol*

Pendant qu'à Genève, le Comité des Dix-neuf rédigeait son projet d'Avertissement, le Japon procédait à des opérations militaires pour envahir le Jéhol.

Le 21 janvier 1933, une déclaration ministérielle faite au Parlement japonais par le ministre des affaires étrangères, le comte Uchida, a précisé que « Si l'on tient compte des circonstances qui ont mené à la création de l'Etat mandchou, il est évident que la province du Jéhol fait partie intégrante du nouvel Etat. »

Les journaux impérialistes japonais s'occupent depuis des années du « problème du Jéhol ».

Le fameux président du Conseil japonais, le général Tanaka, ainsi que le général Araki, sans parler d'autres personnalités en vue de la politique japonaise, ont aussi accordé une attention particulière à cette province.

Le chef de l'armée japonaise, avait d'abord compté sur l'incorporation automatique de la province du Jé-

hol dans « l'Etat mandchou ». Il s'est pourtant avéré que la conquête du Jéhol n'était pas chose si facile que ce problème puisse être réglé en même temps que l'occupation de la Mandchourie.

Ce n'est pas par hasard que les hommes politiques et la presse du Japon attachent une si grande importance à la province du Jéhol. Cette province, d'une superficie de 300.000 kilomètres carrés, a une population de 6 à 7 millions d'habitants, dont plus de 90 % de Chinois et moins de 10 % de Mongols. Les principales ressources de cette population sont l'agriculture et l'élevage, mais des richesses prodigieuses de la province du Jéhol résident surtout dans la richesse de son sous-sol. On y trouve en effet de vastes gisements de houille, de pétrole, d'or, d'argent, etc. Le bétail, qui est estimé à 7 millions de tête, représente une valeur considérable. Il se compose de 210.000 chevaux, 11.000 chameaux et pour le surplus de moutons, porcs et bêtes à cornes.

Parmi les grands gisements de houille de la province du Jéhol, il faut mentionner surtout les mines de la Compagnie (britannique) des chemins de fer Peïping-Moukden, dont les réserves sont estimées à 500 millions de tonnes. Les autres entreprises minières sont encore à l'état primitif.

Mais c'est surtout sa situation géographique qui donne au Jéhol sa grande importance. Le Jéhol est, en effet, un corridor presque infranchissable, entre la Mandchourie et le Nord de la Chine. Il domine la principale ligne de chemin de fer Peïping-Moukden et confine aussi aux lignes de chemins de fer de Yinkow Kou-

pangtze et Tungliao-Taonan. Quant aux lignes de chemins de fer du Sud-Maudchou rien elles donnent à cette province une importance exceptionnelle. Enfin et ce qui n'est pas le moins important, la province du Jéhol a dans sa partie occidentale une frontière commune avec la Mongolie extérieure et il y passe l'importance route de Kalgan.

Ces particularités de la province du Jéhol rendent sa situation particulièrement favorable du point de vue militaire à l'égard de la Chine du Nord. En d'autres termes, l'armée qui occupe la province du Jéhol contrôle en même temps le nord de la Chine pour lequel elle représente une menace permanente.

Les impérialistes japonais considèrent la province du Jéhol comme une formidable base de ravitaillement, comme un fournisseur de bétail, comme une région à coloniser disposant d'un territoire d'environ 7 millions d'hectares, comme un terrain particulièrement riche en minerais (houille, pétrole, or, argent) que le Japon ne possède qu'en quantités très limitées. Le Jéhol est, au surplus, une nouvelle région pour l'investissement de capitaux ; on n'y trouve en effet, aucune ligne de chemin de fer si l'on fait exception de la petite ligne longue de 97 kilomètres posée par la Compagnie Peïping-Moukden et reliant Chinchow à Peïpiao (mines de charbon). La province du Jéhol est donc un intéressant débouché pour les produits industriels japonais.

Ils l'envisagent également comme une base militaire et stratégique importante, comme un territoire disposant de bons accès à la mer et à la Mandchourie, com-

me une admirable base militaire permanente pour le déclanchement d'attaques ultérieures contre la Chine intérieure et la Grande Mongolie.

Malgré son importance cette province s'est livrée à l'envahisseur japonais après une faible résistance de dix jours seulement par suite de l'attitude des généraux nordistes de la Chine.

A Nankin, la politique nationale de résistance perpétuelle ne reste que sur les lèvres des hommes politiques à quelque parti qu'ils appartiennent, de gauche comme de droite. A la suite de l'invasion japonaise dans la province du Jéhol, la masse de la population chinoise s'est rendu compte que la politique générale du gouvernement n'aboutirait à rien d'autre que la délivrance de la Chine au Japon. Mais, il est clair que le Gouvernement est impuissant dans les présentes circonstances à réprimer les protestations de la masse du peuple chinois contre l'oppression imposée par le Japon et que moralement il ne peut chercher à entraver ce mouvement d'opinion.

Après l'occupation complète du Jéhol par le Japon, les Nippons ont marché vers le Sud et occupé tous les défilés importants de la grande muraille chinoise qui s'étend au sud des frontières du Jéhol à une distance de 50 à 70 kilomètres environ. Les bombardements d'avions japonais se sont multipliés et étendus, d'autre part, l'armée japonaise encercle la région Peïping-Tientsin et menace l'ancienne capitale de la Chine, Peïping.

La situation actuelle du reste du monde, les grandes difficultés intérieures des Etats-Unis et l'incendie

allumé en Europe par le fascisme créent une situation internationale favorable au Japon car elle facilite le développement de son action agressive en Asie. L'impérialisme japonais met à profit les difficultés des autres Puissances et s'oriente délibérément et impunément vers de nouvelles conquêtes, vers la réalisation définitive de son grand programme impérialiste.

On ne répétera jamais trop que pour la sauvegarde de la paix et le respect des engagements internationaux, l'action agressive du Japon devrait immédiatement prendre fin.

CHAPITRE III

VIOLATION DES LOIS DE LA GUERRE ET DU DROIT DES GENS

Nous avons vu que l'invasion préméditée des trois provinces de l'Est de Shanghai et du Jehol par le Japon n'avait été justifiée par aucune provocation, par aucun incident dont les autorités japonaises auraient pu se plaindre.

Le Japon depuis le 18 septembre 1931 a commis des violences innombrables sur les personnes et les biens des paisibles habitants des trois provinces de l'Est, de Shanghai et même des autres villes situées sur les lignes des chemins de fer Nankin Shanghai Hangchow Ningpo au cours de l'invasion de Shanghai, de l'occupation récente du Jehol et des bombardements effectués sur la province de Hopeh. Ceux qui ont ordonné

ces excès et ceux qui les ont exécutés sont juridiquement responsables civilement et même pénalement.

Si nous faisons même abstraction du Pacte Briand-Kellogg, nous constatons d'abord que le Japon n'a pas déclaré la guerre à la Chine et qu'en conséquence il ne saurait se prévaloir des droits que la convention internationale de la deuxième conférence de La Haye autorise le belligérant à exercer lorsqu'il occupe un territoire ennemi (1).

Mais le Japon est allé plus loin encore puisqu'il a commis un grand nombre d'actes qui auraient été irréguliers, même si la Chine et lui avaient été en guerre officiellement déclarée. Il a violé les lois mêmes de la guerre. Les agissements du Japon en Chine ont été déjà qualifiés de crimes de guerre pendant la grande guerre par la Commission des responsabilités de la Conférence de la Paix, dont le Japon faisait partie.

Depuis les Conférences de La Haye de 1899 et de 1907, il est admis par l'article 25 de la 4^e convention du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre qu'il est formellement « interdit d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus. »

Néanmoins, le Japon, au cours de son invasion barbare, a soumis partout à des bombardements aériens ou navals des villes non fortifiées, non défendues,

(1) Voir : M. Louis Le Fur, *Recueil de Droit international public*, p. 170.

d'autres, où il n'y avait que de petites garnisons ou bâtiments militaires ayant reçu l'ordre de n'opposer aucune résistance.

Au début de l'invasion japonaise des trois provinces de l'Est, les villes et bourgs de ces dernières ont été bombardés soit par de lourdes bombes aériennes pesant jusqu'à 150 livres environ, soit par les canons de l'artillerie de campagne et des wagons blindés japonais. Il n'est pas inutile de rappeler quelques-uns de ces bombardements les plus graves : c'est ainsi que sur la ville de Chinchow, 48 bombes furent lancées par 12 avions japonais dans la seule journée du 8 octobre 1931. Plus de vingt personnes furent tuées dont un professeur russe de l'Université des Communications, située près de la gare dans le faubourg de la ville. Le 6 novembre, des avions japonais ont jeté plusieurs centaines de bombes sur San-Chien-Fang, dans la province de Heilungkiang. Le 6 décembre, les avions japonais ont lancé sur divers villages au Nord-Ouest de Moukden, un grand nombre de bombes et plus de 300 paysans furent tués. A Tingliao, le 4 janvier 1932, les avions japonais lançaient 18 bombes lourdes, tuant 7 personnes, détruisant de nombreuses maisons et causant d'importants dégâts matériels.

Pendant les opérations de Shanghai, des bombardements ont été commis partout dans les grandes villes de la Chine du Sud comme celles de la Chine du Nord. Le plus notable de ces bombardements, est celui de Nankin, capitale de la Chine, par des forces navales japonaises. Le 1^{er} février 1932, à 11 heures du soir, les canonnières mouillées à Hsiakwan sur le

Yangtze, lancèrent sans aucun avertissement des obus dans la direction de la colline du Lion — où sont situés des forts chinois — de la sation de Hsiakwan, de Peichigoh, de la colline de Ching-liang et de Mofu et ces bombardements furent accompagnés de tirs de mitrailleuses et de fusillades jusqu'à minuit. Les Chinois ne ripostèrent pas et gardèrent le silence durant tout le temps du bombardement. Le bombardement fut porté à la connaissance de la délégation chinoise à Genève pour être notifié au Conseil de la Société des Nations, ainsi qu'aux Légations et Consulats de Chine à l'étranger. De son côté, le ministre des affaires étrangères envoya une vive protestation au ministre du Japon.

Nankin est une ville ouverte depuis longtemps. Elle l'est restée lors des batailles de Shanghai et pourtant l'interdiction de bombarder une ville de cette sorte est formulée expressément dans la convention internationale que nous avons rappelée (art. 1 de la 9^e convention concernant le bombardement par des forces navales en temps de guerre, conférences de La Haye).

Le 17 février, des bombardements aériens japonais ont été effectués jusqu'à la ville de Soochow, au centre de la ligne de chemin de fer Nankin-Shanghai. Il en fut de même sur la ville de Hangchow, capitale de la province de Tché-Kinng, le 26 février.

En ce qui concerne Shanghai, les bombardements intentionnels de place ans défense ont été innombrables et le Japon a détruit sans raison des monuments historiques et des édifices consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction. Par méchanceté, le Japon a

bombardé et détruit la Bibliothèque d'Orient qui contenait cinq cent mille volumes. Il a bombardé aussi les Bureaux de Bienfaisance qui dispensaient des abris et des aliments aux Chinois des zones où se déroulaient les opérations militaires. Quant au bombardement intentionnel des hôpitaux, il a constitué une cruauté de plus et une autre violation des engagements pris par la communauté internationale.

Avant l'occupation du Jéhol, des avions japonais avaient déjà bombardé cette province et la ville de Chaoyang avait été complètement détruite. Avec les opérations de février 1933, les Japonais se sont avancés jusqu'au sud de la grande muraille chinoise et ils ont bombardé des villes et des bourgs de la province de Hopeh. La menace de Peïping, l'ancienne capitale et de Tientsin, s'est aggravée.

Quant au respect des non-combattants, le Japon n'en a eu cure et il a violé intentionnellement les dispositions de la Conférence de La Haye de 1907 qui a posé le principe du respect de l'existence et de la liberté des habitants paisibles. Ces prescriptions ont été admises par tous les grands jurisconsultes et par tous les publicistes des nations civilisées. A plus forte raison ce principe a-t-il été consacré par de nombreux textes de droit international. On trouve ce principe dans l'article 38 de la déclaration de Bruxelles de 1874 et les articles 23 et 46 du règlement des deux Conférences de La Haye de 1899 et de 1907.

L'article 23 de l'annexe à la 4^e convention de la Conférence de La Haye du 18 octobre 1907 concer-

nant les lois et coutumes de la guerre sur terre est ainsi conçu :

« Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales il est notamment interdit :

« c) De tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion.

« g) De détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

« h) De déclarer éteints, suspendus ou non recevables en justice, les droits et actions des nationaux de la Partie adverse.

« Il est également interdit à un belligérant de forcer les nationaux de la Partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même dans le cas où ils auraient été à son service avant le commencement de la guerre ».

Et l'article 46 est plus clair :

« L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

« La propriété privée ne peut pas être confisquée ».

Tous les gouvernements des nations civilisées se sont toujours fait un devoir d'affirmer le principe que la guerre est faite aux armées régulières de la nation ennemie et non pas à la population civile de ce pays

lorsqu'elle est restée paisible et n'a pas pris part à la lutte. Au Japon ce principe a été tout à fait oublié. Lors de l'occupation de Moukden, après un fort bombardement de la ville, les troupes japonaises ont tiré sans distinction sur tous les passants. Des photographies prises par des témoins oculaires, montrent que plusieurs citoyens chinois ont été enterrés vivants par les Japonais, nombreux sont ceux qui sont tombés sous les baïonnettes ou les balles japonaises. Les femmes et les enfants chinois furent traités avec la même cruauté.

Le 23 septembre 1931, des avions japonais lançaient de lourdes bombes sur le train de voyageurs 102, de la ligne Peïping-Moukden, à Hsing-Hung, Tien. Deux voyageurs furent tués et un autre blessé. Le 26 septembre, le train était pris sous la fusillade japonaise, 2 voyageurs étaient tués et 5 blessés. Des voyageurs étrangers (autres que des Japonais) ont témoigné de ces faits par de nombreuses déclarations aux journaux étrangers de Shanghai.

Quant à la liberté des habitants, elle n'a pas été respectée mieux que leur existence.

Lors de l'occupation de Moukden, un grand nombre des fonctionnaires locaux et des citoyens chinois qui jouissaient d'une grande réputation furent emprisonnés par les Japonais. Tsang Shih-Yi, président du gouvernement provincial du Liao-Ning, fut arrêté le 19 septembre 1931, et forcé de signer un aveu comme quoi les Chinois étaient responsables de l'affaire de Moukden par leurs provocations. Liu-Ho ling, commissaire provincial pour l'agriculture et les mines, fut

emprisonné le 17 octobre. Chang-Yu-Pai, commissaire à l'Education, fut enfermé au Quartier général de la gendarmerie japonaise pour avoir refusé de signer des concessions de mines à des Japonais. M. Feng Yuan, fondateur et président d'une institution privée de Moukden, l'Université Feng Yuan, fut arrêté le 24 septembre par les Japonais et ne put s'évader qu'après un mois de captivité. Le 23 septembre, le Dr Lien-Teh, directeur des services de santé du port de Shanghai et de prophylaxie des provinces du Nord-Est fut arrêté à Changchun, enfermé dans les casernes japonaises et libéré quelques jours plus tard seulement.

A Shanghai un grand nombre de citoyens chinois qui habitaient dans le quartier de Hongkow furent massacrés ou faits prisonniers par les Japonais.

Après l'accord sino-japonais consécutif à la guerre de Shanghai, la 19^e armée a licencié des soldats en surnombre. Or le 27 juillet, deux soldats licenciés passant par Hongkow en vêtements civils furent capturés par les Japonais et enfermés dans la caserne japonaise de Hongkow et traités avec une cruauté particulière. Ce n'est que grâce à l'inattention de leurs gardiens que, pendant la nuit, ils purent s'enfuir.

Depuis la création du « Mandchukuo », les forces armées des trois provinces de l'Est, sous la pression vigoureuse de l'armée japonaise ont dû combattre les forces anti-mandchukuo en Mandchourie. Comme ces armées du Mandchukuo étaient composées en grande partie de militants chinois, elles n'ont combattu pour le Japon, que parce que trahies par leurs généraux, ou contraintes par les avions japonais qui contrôlaient

leurs opérations sous la menace des mitrailleuses. Toutefois les armées du « Mandchukuo » ont bien souvent passé volontairement à l'armée chinoise dans ces provinces et même elles ont trahi leurs chefs pour se joindre aux volontaires de l'opposition.

Enfin les destructions et confiscations de biens particuliers par le Japon sont innombrables. L'hôpital Tsuhui, les usines de la Compagnie Min Sheng, les mines de Fuchowan, etc. ont été saisis. De plus, les autorités japonaises ont confisqué tous les biens des personnes qui s'étaient enfuies lors de l'invasion et ces maisons et terrains confisqués ont été vendus à leurs nationaux à vil prix.

Or le Japon a signé la convention de La Haye et l'a ratifié le 13 décembre 1911, mais jamais il ne l'a mise en vigueur.

Nous en arrivons maintenant aux actes les plus graves du Japon qui non content de violer des lois de la guerre a encore méprisé les règles du droit des gens.

Les grands jurisconsultes du Droit international sont d'accord pour dire que chaque Etat a le devoir de respecter l'indépendance et la souveraineté des autres Etats.

« Chaque Etat, dit le professeur Fauchille, est tenu de s'abstenir de tout tort, de toute offense, de tout fait illicite ou injuste envers les autres Etats, et de réparer par une équitable satisfaction le préjudice qu'il a illégalement causé ; ce sont là les vérités élémentaires d'évidence » (1).

(1) Voir : M. Fauchille, *Traité de droit international public*, t. 1, 3^e partie, p. 513.

On trouve exprimée la même idée dans la Déclaration des droits et devoirs des nations du 6 janvier 1916 émanant de l'Institut américain de droit international :

« V. Every Nation entitled to a right by the law of Nation is entitled to have that right respected and protected by all other nations for right and duty are correlative, and the right of one is the duty allo observe » (1).

Il est donc clair que la souveraineté d'un Etat doit se limiter devant un autre Etat dans la communauté internationale sur la base des engagements contractuels ou coutumiers internationaux, c'est-à-dire conformément au droit des gens.

Cet esprit s'est développé dans les temps modernes. L'article 10 du Pacte de la Société des Nations a intégré ces principes dans le droit positif :

« Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société.

« En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation ».

Cet article du Pacte précise en somme que les différents membres de la Société des Nations sont assurés de l'intégrité de leurs frontières, qu'ils ont non seulement droit à l'existence, mais droit à l'existence reconnue et garantie, reconnue en ce sens qu'aucun

(1) Voir : M. Oppenheim, *International law*, p. 193,

Etat ne peut porter atteinte à leur indépendance territoriale, garantie en ce sens que si quelque atteinte vient à être portée à l'intégrité territoriale de l'un des Etats, on voit aussitôt les autres membres de la Société unir leurs forces contre l'agresseur et venir lui porter secours réciproquement et collectivement. De plus la condamnation de l'agression extérieure doit s'entendre non pas seulement de l'agression dirigée contre l'intégrité territoriale (c'est-à-dire l'empiètement sur le territoire des Etats voisins) mais aussi de celle qui touche à l'indépendance politique de l'Etat victime de l'agression d'une action telle que la volonté souveraine du pays atteint ne soit pas entièrement libre, mais soit contrainte de se conformer ou d'obéir à ce qui lui serait dicté par une volonté extérieure.

Il est de l'intérêt de la paix générale d'assurer à tous les peuples le droit d'exister, de se développer librement, comme il leur convient, quand ils le jugent nécessaire de sauvegarder leur sécurité, leur indépendance et l'intégrité de leur territoire, ainsi que le droit de se défendre dans les limites de leur propre frontière contre toute attaque ou toute invasion venant d'un autre Etat.

D'autre part, étant donné que ces droits étaient édictés, on se devait de définir « l'agresseur ». L'article 10 du Pacte a comblé cette lacune de la façon la plus technique et la plus précise.

Nous nous arrêtons pour notre part à une définition qui fut donnée par l'un des membres de la Conférence du Désarmement : Devrait être reconnu comme coupable d'agression dans un conflit international l'Etat

qui le premier aura commis l'une des actions suivantes :

- 1) Qui aura déclaré la guerre à un autre Etat.
- 2) Dont les forces armées même sans déclaration de guerre, auront envahi le territoire d'un autre Etat.
- 3) Dont les forces terrestres navales ou aériennes auront bombardé le territoire d'un autre Etat ou auront sciemment attaqué les navires ou les aéronefs de ce dernier.
- 4) Dont les forces terrestres, navales ou aériennes auront été débarquées ou introduites dans les confins d'un autre Etat sans l'autorisation du gouvernement de ce dernier ou auront violé les conditions d'une pareille autorisation, particulièrement en ce qui concerne la durée ou l'extension de la région de leur séjour.
- 5) Qui aura établi le blocus naval des côtes ou des ports d'un autre Etat.

Dans ces conditions, il est surabondamment démontré que le Japon s'est rendu coupable d'agression aux termes du Pacte comme aux termes de tous les engagements internationaux pris soit avant, soit après le Pacte de la Société des Nations.

En ce qui concerne le Japon, l'agression est d'autant plus flagrante qu'après l'adoption de l'article 10 du Pacte, la Chine a bénéficié des stipulations du traité de Washington du 6 février 1922, dit traité des Neuf Puissances, par lequel les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal ont convenu :

« 1° De respecter la souveraineté et l'indépendan-

ce, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine.

« 2° D'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un gouvernement stable et efficace.

« 3° D'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application sur tout le territoire de la Chine le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations.

« 4° De s'abstenir de tirer avantage des circonstances en Chine pour rechercher des droits ou privilèges spéciaux susceptibles de porter atteinte aux droits des ressortissants d'Etats amis ; de s'abstenir également de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité des dits Etats amis ».

Il est évident que le Japon ne peut justifier ses agissements en présence de l'engagement formel de « respecter la souveraineté et l'indépendance de la Chine » inscrit au traité des Neuf Puissances. En outre, il viole le principe « de la porte ouverte ou de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine » prescrit par le même traité.

Il enfreint également l'article 1^{er} du traité de Paris du 27 août 1928 :

« Les hautes Parties contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ».

Le Japon est un des signataires de ce traité, auquel la Chine a adhéré le 13 septembre 1928.

L'article 10 du Pacte de la Société des Nations et l'article 1^{er} du traité des Neuf Puissances comportaient déjà du Japon l'engagement solennel de respecter la souveraineté ou l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de la Chine. L'article 1^{er} du traité de Paris lui imposait l'obligation de « ne pas recourir à la guerre pour le règlement des différends internationaux », et les signataires adoptaient une « renonciation mutuelle à la guerre considérée comme instrument de politique nationale ».

L'article 2 du même traité ajoute :

« Les hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques ».

Ainsi les auteurs de ce traité craignant qu'un traité de renonciation à la guerre ne soit pas suffisamment marqué par l'esprit pacifique ont ajouté que « le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits... ne devrait être recherché que par des moyens pacifiques ».

Le recours à la guerre que l'article 12 du Pacte de la Société des Nations admettait comme *Ultimaratio* au cas où l'emploi des moyens pacifiques n'avait pas abouti a donc été totalement écarté par les signataires du Pacte Briand-Kellog. Comment le Japon peut-il

concilier son *attitude* avec tous ces pactes de 1919-1922-1928 ?

Au début de l'affaire de Moukden, la Chine a adressé une note au Secrétariat général de la Société des Nations pour le prier d'appeler l'attention du Conseil qui vote d'ailleurs une résolution le 30 septembre 1931 « pour ne pas élargir l'incident ni aggraver la situation » des deux parties en différend.

La Chine seule qui a pris en considération cette résolution du Conseil, tandis que le Japon continuait et développait son action agressive sur toute l'étendue des trois provinces de l'Est.

Le Japon se désintéressant complètement de cette résolution, la Chine s'adressa à nouveau au Conseil « pour obtenir le retrait rapide et complet des troupes et de la police japonaises et la restauration entière du Statu quo ante en Mandchourie ».

Le Conseil tint le 21 novembre 1931 une nouvelle réunion pour examiner le différend et adopta à l'unanimité la résolution du 10 décembre 1931, par laquelle le Conseil demandait au Gouvernement japonais « de retirer ses troupes de la zone du chemin de fer le plus rapidement possible » et « de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute nouvelle aggravation de la situation et de s'abstenir de toute initiative pouvant entraîner de nouvelles rencontres et de nouvelles pertes de vies humaines.

Le même jour, M. Briand, en sa qualité de président faisait une déclaration à la séance du Conseil en rappelant les principes fondamentaux qui s'imposent à tous les membres de la Société.

« Sauf le cas d'une disposition expresse des traités en vigueur le pacte de la Société des Nations n'autorise pas un Etat, quelques fondés que soient ses griefs à l'égard d'un autre Etat, à les faire prévaloir par d'autres méthodes que les méthodes pacifiques indiquées à l'article 12 de notre pacte. C'est là pour les membres de notre Société, un principe fondamental au même titre que le respect scrupuleux des « obligations des traités » affirmé avec une insistance légitime dans le préambule du pacte ; les deux principes se font équilibre. Toute atteinte à l'un ou l'autre place les membres de la Société en face des responsabilités graves. Et ces responsabilités ont été encore affirmées dans le pacte de Paris, dont les signataires ont pris, ou renouvelé, l'engagement de ne recourir qu'à des moyens pacifiques pour résoudre les différends internationaux ».

Au cours de la même séance, M. Gonzalès Prada, représentant du Pérou, a formulé d'une façon moins théorique certaines règles à déduire des principes généraux proclamés par M. Briand. « Rien dans les textes, a-t-il dit, ne doit être interprété comme portant atteinte à certains principes qui sont les suivans :

« 1° Nul Etat n'a le droit d'effectuer l'occupation militaire du territoire d'un autre pour assurer l'exécution de certains traités.

« 2° Nul Etat n'a le droit d'imposer à un autre, le territoire de ce dernier étant envahi par des troupes du premier, d'entamer des négociations directes sur la portée et la valeur juridiques des conventions pré-existantes entre les deux Etats.

« 3° L'exercice du droit qui incombe à tout Etat d'assurer la protection des personnes et des biens de ses ressortissants doit être limité par le respect de la souveraineté de l'autre Etat ; nul Etat n'ayant le droit, pour assurer cette protection, d'autoriser ses forces militaires à pénétrer dans le territoire de l'autre Etat pour exécuter des opérations de police.

« 4° Le fait qu'un Etat est *titulaire de droits, créances, concessions d'ordre économique*, etc. par rapport à un autre Etat *ne constitue pas pour le premier de ces Etats le droit d'occuper militairement des territoires* ou de saisir les biens de l'Etat débiteur. Tout recouvrement coercitif de dettes doit être exclu, conformément aux principes admis à la deuxième Conférence de la paix ».

Malgré la nouvelle résolution prise par le Conseil et les principes généraux rappelés par M. Briand, le Japon n'a pas évacué et retiré ses troupes dans la soi-disant zone du chemin de fer, il a étendu le champ de son occupation militaire jusqu'à Chan-Hai-Kwan, la ville qui fut occupée par le Japon le 3 janvier 1933. Il a dirigé son offensive sur Shanghai et Nankin, etc. et organisé spontanément le pseudo-Etat.

Il a reconnu ce dernier et a entamé avec lui des négociations dès le 16 septembre 1932.

De plus, la rédaction du projet de recommandation du comité des Dix-neuf n'empêchait pas le Japon de déclancher l'offensive du Jéhol, et malgré l'adoption de cette recommandation du Comité des Dix-neuf par l'Assemblée de la Société des Nations, les troupes japonaises s'avançaient jusqu'à la province de Hopeh,

en occupaient une partie et bombardaient nombreuses villes de quelque importance de cette province. Suivant les dernières nouvelles émanant de Tokio à la date du 19 avril, des avions japonais avaient même survolé l'ancienne capitale de la Chine, Peïping.

La Chine a proposé, dès le début du Conflit sino-japonais, de résoudre ce dernier par les moyens pacifiques prévus par l'article 12 du Pacte tout comme elle aurait d'ailleurs accepté tout autre moyen juridique, écartant l'emploi de la force. Non seulement le Japon a refusé une solution juridique, mais il a déclaré qu'il n'admettait l'interposition d'aucune tierce puissance dans le règlement de ses différends avec la Chine. A la suite de l'adoption de la recommandation du comité des Dix-neuf par l'Assemblée, le Japon a déclaré se retirer de la Société des Nations. Le Japon s'est retiré de la Société quoique l'article 3 du Pacte indique formellement qu'une Puissance ne peut se retirer de la S.D.N. qu' « après un préavis de deux ans, et à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales, y compris celles du présent Pacte ».

CHAPITRE IV

L'ATTITUDE CHINOISE DEVANT LA SOLUTION DÉFINITIVE DU CONFLIT

La Chine persiste à vouloir s'en tenir à un règlement pacifique, seule solution possible, si l'on veut, comme nous le désirons, établir entre la Chine et le Japon les

relations amicales et de confiance mutuelle indispensables au maintien de la paix et à la prospérité des deux pays. Il est indispensable de résoudre le conflit par les moyens pacifiques du droit international sur la base du respect absolu de la loi et des traités, et dans un esprit supérieur de conciliation et de justice. Le point de vue de la Chine n'a pas changé et l'aggravation de la situation due au développement des opérations militaires japonaises ne fait, à son sens, que rendre encore plus urgente, une solution équitable.

L'opinion publique de la Chine a la ferme confiance que les bases d'un règlement définitif du conflit sino-japonais pourront être trouvées dans les deux résolutions adoptées par le Conseil de la Société des Nations, les 30 septembre et 10 décembre 1931 et encore dans les principes fondamentaux rappelés par M. Briand à cette dernière date.

Un règlement équitable et définitif, à notre sens, doit comporter :

1° Le retrait immédiat des troupes japonaises stationnées en Mandchourie hors de la soi-disant zone du chemin de fer du Sud-Mandchourien telle qu'elle était avant le 18 septembre 1913.

2° Le rétablissement en Mandchourie de la souveraineté de la Chine conformément au droit de souveraineté du Droit international, à l'article 10 du Pacte de la Société des Nations et au traité des Neuf Puissances avec promesse de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Chine.

3° La nomination d'une commission technique d'ex-

perts internationaux chargée de procéder à une étude des responsabilités et réparations consécutives aux actes d'agression commis par le Japon dans les trois provinces de l'Est, à Shanghai, à Nankin, dans les provinces du Jéhol, de Hopeh et dans d'autres parties de la Chine.

A la fin de notre étude du conflit sino-japonais, nous ne pouvons nous empêcher de regretter que les décisions prises à la Société des Nations soient restées à peu près impuissantes.

On ne trouve la notion de justice que dans les deux premières résolutions du Conseil qui a demandé au Japon le retrait des troupes et le rétablissement d'une paix immédiate. Malheureusement, en l'absence de l'exécution forcée prévue par le Pacte, les résolutions sont restées sur le papier. Les deux dernières résolutions sont critiquables car la recommandation du Comité des Dix-neuf est fondée sur le rapport de la Commission d'étude, or de l'avis de cette dernière « une simple restauration du statu quo ante ne serait pas une solution » (1).

Selon elle : « Le Gouvernement de la Mandchourie devrait être modifié en vue d'assurer d'une façon compatible avec la souveraineté et l'intégrité administrative de la Chine, une large mesure d'autonomie satisfaisant aux conditions locales et aux caractéristiques spéciales des Trois Provinces. Le nouveau régime civil devrait être établi et dirigé de manière à satisfaire l'essentiel des besoins auxquels doit répon-

(1) Voir : le rapport de la Commission d'étude, chap. IX, p. 138.

dre un bon gouvernement » (1) et le rapport conclut à l'institution d' « une administration spéciale pour les Trois Provinces de l'Est » (2).

C'est là une injustice, car si l'on peut dire que la restauration du statu quo ante ne serait pas une solution cela revient à faire bon marché de la garantie de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique inscrite dans le Pacte et dont chaque Etat est en droit de se prévaloir. D'ailleurs, l'occupation militaire du Japon a créé tant de difficultés sur le territoire mandchourien que le retour au statu quo ante en Mandchourie est le seul moyen de la solution simple immédiate et totale. L'occupation militaire du Japon crée une situation de fait, elle n'entraîne pas une substitution de souveraineté en droit (3). La création du pseudo gouvernement mandchou ne résulte que d'un pur fait : la force japonaise, procédé pourtant condamné par le protocole de Genève.

Si l'on admet qu'un territoire puisse être conquis par la force comme vient de le faire le Japon, chercher une paix définitive dans le monde deviendra une chimère. D'autre part l'existence de la Société des Nations et des autres organismes de la paix sera de plus compromise au cas de conflit plus grave et le droit international sera très menacé.

La Commission a proposé dans le chapitre IX de son rapport, l' « autonomie de la Mandchourie » avec

(1) *Ibid.*, chap. IX, p. 141.

(2) *Ibid.*, chap. X, p. 144.

(3) Voir : M. Louis Le Fur : *Précis de droit international public*, p. 509.

une large mesure d'autonomie satisfaisant aux conditions locales et aux caractéristiques spéciales des Trois Provinces. C'est là l'expression d'une opinion de la Commission qui permettrait de se rapprocher de la situation de fait créée par le Japon. La solution préconisée par la Commission d'étude compromettrait gravement l'unité de souveraineté actuellement réalisée en Chine puisqu'elle suggère l'institution d'une administration spéciale aux Trois Provinces de l'Est. Une telle solution méconnaît le traité des Neuf Puissances qui a garanti l'intégrité territoriale et administrative de la Chine.

Les conclusions de la Commission ne peuvent s'expliquer que par une connaissance erronée de la situation exacte des Japonais en Mandchourie. S'il est exact que les Japonais ont en Mandchourie un intérêt particulier, il est évident que ce dernier doit fléchir devant l'intérêt propre de la souveraineté de la Chine. Mais les intérêts japonais à sauvegarder ne suffisent pas à tout expliquer. Ainsi pour le Jéhol, il n'est pas possible d'alléguer d'intérêt japonais et pourtant le Jéhol a été envahi.

Les conclusions de la Commission sont donc très discutables et dès lors nous devons constater que le rapport de la Commission d'étude, notamment dans les chapitres IX et X, n'a pas fait une appréciation équitable de la situation du point de vue du Droit et de la Paix.

Ce rapport est contraire à l'esprit du Pacte et des autres engagements relatifs à la paix. A plus forte raison est-il encore contraire à la conception de l'ac-

quisition d'un territoire en Droit international, puisque la souveraineté de la Chine en Mandchourie est un fait acquis depuis longtemps. La faute commise par la Commission d'étude rend donc fragile le Pacte et d'autres engagements internationaux puisqu'il atteint la confiance que certains pays pouvaient mettre en lui. Il permet de lourdes inquiétudes, fait douter de la Paix, et surtout encourage malgré tout le mouvement japonais en Chine.

CONCLUSION

Nous sommes parvenus au terme de ce modeste travail que nous avons consacré à l'étude du Pacifisme en Chine et des événements de la politique extérieure Chinoise postérieure à la Révolution de 1911.

Nous avons abordé simultanément cette double étude parce que les événements des vingt dernières années s'éclairent à la lumière de l'Histoire du Pacifisme en Chine.

Les idées que la Chine nourrit de tout temps sur cette question du Pacifisme, ont guidé sa Politique extérieure, c'est pourquoi une grande partie de notre travail est consacré à la question — terriblement d'actualité — du conflit sino-japonais.

Depuis des millénaires, la Chine baigne dans le Pacifisme, et il a fallu l'Epoque contemporaine pour modifier sa situation.

Depuis plusieurs milliers d'années, la Chine caresse des idées pacifiques, car elle a eu, voici bien longtemps déjà, une série de philosophes qui ont préconisé diverses doctrines dont le point commun était l'amour de la paix et de l'isolement. Confucius, notamment, a laissé une philosophie toute imprégnée de Pacifisme et cette philosophie a servi d'idée directrice à la poli-

tique extérieure de l'Empire Chinois jusqu'à la fin de ce régime peut-on dire.

La Chine a cherché à rester isolée car de contacts trop fréquents avec ses voisins ou ses semblables, naissent des causes de friction, de désaccord, et de conflit.

La Chine a vécu dans la paix pendant des siècles et des siècles, car elle ignorait, ou voulait ignorer le reste du monde.

Le 19^{me} siècle est venu. Les Puissances Européennes se sont présentées. La Politique de la Chine a été plutôt passive.

Mais la Révolution de 1911, surtout, a modifié la situation. La République comme l'Empire est imbue de Pacifisme, mais c'est un Pacifisme qui s'est élargi et qui s'est modifié.

Le Pacifisme de Confucius reposait sur la cellule familiale. Les Familles constituaient des petits groupes autonomes et chacune cherchant la tranquillité, il n'y avait guère à craindre de conflit avec l'extérieur.

La République a été la manifestation de la naissance d'un mouvement et d'idées nationales. Les Chinois ont pris conscience de leur nationalité. Cette notion a modifié le caractère du pacifisme de la Chine car, commençant à entrer dans la communauté internationale, la Chine ne pouvait plus se comporter comme le Passé.

Autrefois, les groupements familiaux restaient plus ou moins indifférents les uns par rapport aux autres. Désormais les Chinois ne pourront plus se désintéresser du sort de leurs compatriotes. Ils créent une com-

munauté, et une communauté importante. Il leur sera difficile, quelque pacifiques qu'ils soient, de rester autant à l'écart des événements.

La République a atténué l'isolement de la Chine, isolement qui s'effritait déjà. Elle a pris part au concert des Nations, guidée par les idées et les inspirations très élevées qu'elle tenait de ses anciens philosophes.

La Grande Guerre a été pour la Chine, l'occasion de manifester ses sentiments. En entrant dans la mêlée, elle allait à la fois montrer au reste du monde, qu'elle méprisait ceux qui isolaient les traités et faisaient bon marché de la paix du monde, et protester contre toutes les atteintes qui, depuis plus d'un demi-siècle, étaient portées à sa souveraineté.

La Conférence de la Paix et celle de Washington ont permis à la jeune République de proclamer ses convictions ; d'affirmer le principe de la porte ouverte et de la chance égale pour toutes les nations et de souscrire et collaborer à l'œuvre de l'organisation de la Paix destinée à assurer le respect des engagements du Droit international.

Les tragiques événements sino-japonais de septembre 1931, le coup de Moukden, l'invasion de la Mandchourie laissèrent la Chine dans un calme complet.

Les idées pacifistes de toujours, sa politique extérieure caractérisée par sa participation à la Société des Nations, sa confiance dans l'activité de cette dernière, amenèrent la Chine à ne pas riposter contre la véritable agression dont elle était victime.

La Chine resta passive ; parce que telle était la

ligne de conduite que lui imposait sa tradition pacifiste et parce que respectueuse des traités souscrits, elle ne pouvait croire que le Japon poursuivrait une manœuvre contraire à tous les engagements qu'il avait solennellement pris à la face du monde.

La Chine en a appelé à la Société des Nations et a souligné le danger réel que le Japon faisait courir à la Paix mondiale en agissant ainsi sans vouloir rien entendre.

Toutes les recommandations de la Société des Nations, tous les appels à la raison sont restés vains. Le Japon déchire tous les traités et crée un précédent déplorable. La portée du geste de ce Pays, membre de la Société des Nations, et qui agit au mépris de la communauté des Nations, est incalculable. La portée des incidents de Mandchourie dépasse de beaucoup la Chine, tous les pays ont regardé anxieusement vers Genève, et la crainte a gagné beaucoup.

La Chine consciente de la portée des événements qui se déroulent sur son territoire, pacifiste malgré tout, persévère dans l'attitude toute pacifique qu'elle a prise dès le 18 septembre 1931.

Malgré l'avance des Japonais au-delà de la Grande Muraille, sur le territoire de la Chine séculaire, là où l'envahisseur ne peut invoquer aucun intérêt spécial, le Gouvernement de Nankin ne se départit pas de sa passivité.

La Chine continue à croire que seul un règlement pacifique du litige pourra résoudre la question. Elle persiste à espérer qu'un accord intervenant conformément à la lettre et l'esprit du Pacte de la Société des

Nations, du Traité des Neuf Puissances et du Pacte de Paris de 1928, pourra seul terminer le différend d'une façon définitive.

Toute solution cherchée en dehors des principes directeurs du Droit international de nos jours, ne pourrait assez asseoir de façon durable la Paix en Extrême-Orient.

Une solution pacifique doit donc être recherchée par tous et par tous les moyens pour le plus grand avantage de la Chine, du Japon, et du Monde entier.

Vu :

Nancy, le 30 Juin 1933

Le Président de Thèse,

LALOUEL.

Vu :

Nancy, le 1^{er} Juillet 1933

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 1^{er} Juillet 1933

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

L. BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages Chinois

HU-SHIH. — Principes de l'histoire des philosophies chinoises. Sanghaï 1920. Commercial Press.

LAO-TSEU. — Tao-Té-King ou la Voie de la vertu (ouvrage antique). Les quatre livres : Ta-Hia, Tchong Young, Louen-Yu, Meng-Tsen. Edition de 1867.

LIANG-KI-TSAO. — Histoire des doctrines politiques chinoises avant la dynastie des Tsen. Shanghai 1921.

LIEON-YIN. — Histoire des relations diplomatiques de la Chine moderne. Pékin 1912.

LUI-YAIN. — Histoire diplomatique contemporaine de la Chine. Shanghai 1920.

Mémorandum de la délégation chinoise à la Conférence de Paris, 1919, relatif au Chantoung (texte en Chinois, français et anglais).

Mémorandum du Gouvernement chinois présenté à la Commission d'étude de la Société des Nations, 1932, relatif au conflit sino-japonais (texte en Chinois, français et anglais).

MÉ-TI-MÉ-TSEN (ouvrage antique).

Œuvres complètes de « Cent philosophes ». Edition 1807.

SÉ-MA-TS'IEN. — Mémoires historiques (ouvrage antique).

Revues chinoises

La Construction.
The Eastern Mixellany.

Ouvrages français

DE LA PRADELLE. — Cours de Droit des gens. Paris 1930.

DOCUMENT (A.). — La situation actuelle en Chine (ouvrage propagandiste imprimé par le gouvernement japonais).

FAUCHILLE. — Traité de Droit international public. Paris.

GÉRARD. — L'Extrême-Orient et la Paix. Paris 1919.

CORDIER (H.). — Histoire générale de la Chine. Paris 1920.

LARNANDE. — La Société des Nations. Paris 1920.

LARNANDE. — La Société des Nations. Paris 1920. Le rapport de la Commission d'étude de la Société des Nations, relatif au conflit sino-japonais. Genève 1932.

BOURGEOIS (Léon). — le Pacte de 1919 et la Société des Nations.

LE FUR (Louis). — Précis de droit international public. Recueil de textes du droit international public.

Ministère des Affaires étrangères. — Documents diplomatiques, Conférence de Washington, juillet 1920, février 1922. Paris. Imprimerie Nationale.

NAGAO-ARIGA. — La Chine et la Grande Guerre européenne, au point de vue du Droit international. Paris 1921.

Société des Nations. — Journal officiel. Genève 1931-1933. Compte-rendu des séances du Conseil et de l'Assemblée de Genève, septembre 1931, février 1933.

Ouvrages anglo-américains

STEINER (J.-F.). — The Japanese Invasion. Chicago 1917.

CORMICK (Mac). — The menace of Japon. Boston 1917.

MURRAY (Mac). — Treaties and agreements with and concerning china. New-York, Oxford University Press 1921.

OPPENHEIM. — International law. London.

Ouvrages japonais

MASAMICH. — Royama : Problème of the Pacific 1929, Tokio.

WATANABE. — A brief introduction to the history of chinese philosophie, Tokio.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7
 PREMIERE PARTIE. — APERÇU GÉNÉRAL SUR LE PACIFISME EN CHINE.....	11
Chapitre I. — L'idée pacifiste chez les philosophes chinois et leurs doctrines.....	11
Chapitre II. — La Doctrine traditionnelle de la dynastie des Tsing jusqu'à la Révolution....	24
Chapitre III. — L'esprit nouveau depuis 1911 jus- qu'à nos jours.....	26
 DEUXIEME PARTIE. — LE PACIFISME CHINOIS ET LA COLLABORATION INTERNATIONALE.....	35
Chapitre I. — Participation de la Chine à la Grande Guerre	36
Chapitre II. — La question du Chantoung de 1919- 1922	39
Chapitre III. — Le Principe de la « Porte ouverte » à la Conférence de Washington.....	55
Chapitre IV. — Collaboration de la Chine à l'œuvre de la Société des Nations.....	69

	Pages
TROISIEME PARTIE. — LE CONFLIT SINO-JAPONAIS ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.....	75
Chapitre I. — Historique sommaire.....	76
Chapitre II. — L'affaire de Mandchourie et l'agression japonaise devant le pacte.....	79
Chapitre III. — La Violation des lois de la guerre et du droit des gens.....	125
Chapitre IV. — L'attitude chinoise devant la solution définitive du conflit.....	142
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE	155
